



ÉTUDE

QUAND LA LUTTE L'EMPORTE

UNE DÉCENNIE DE VICTOIRES DES LUTTES LOCALES
CONTRE DES PROJETS IMPOSÉS ET POLLUANTS



DÉCEMBRE 2024

Rapport présenté au public le 04 Décembre 2024 à Paris

Gaëtan Renaud, chargé de recherche

Pour l'association Terres de Luttes et la revue Silence¹



Avant Propos

Introduction

Partie 1 : Des projets territorialisés qui débouchent sur la création de collectifs spécialistes dans la lutte

- A. Face à un adversaire opaque, la structuration *ad hoc* d'un collectif hétéroclite d'opposant-es
- B. Des collectifs spécialisés : l'expertise technique permet la légitimité

Partie 2 : Synchroniser des tactiques de lutte selon la géométrie des ressources mobilisables

- A. Maîtriser le temps de la lutte : politisation des enjeux et construction d'un récit local
- B. Tisser les alliances : amplifier la résonance des tactiques pour transformer le rapport de force
- C. De la diversité des tactiques à sa synchronisation par la confluence des actions

Partie 3 : Au-delà de la victoire : l'émergence d'un réseau décentralisé d'entraide

- A. Qu'est ce que l'on gagne à lutter ? Perspectives des collectifs
- B. Des victoires qui posent des jalons pour transformer le territoire et les mentalités
- C. La construction d'un héritage : transmission des savoirs et pérennisation des réseaux

¹ Contact : gaet.renaud@gmail.com, contact@terresdeluttes.fr, contact@revuesilence.net

Conclusion

Bibliographie

AVANT PROPOS

Contributeur.rices

Ce rapport a été rédigé à la suite d'une enquête menée pendant sept mois par Gaëtan Renaud auprès des collectifs et associations. Il a été commandité par l'association Terres de Luttés, et mené en partenariat avec la revue Silence et une équipe de recherche en sciences sociales (coordonnée par Gaëlle Ronsin). C'est un travail collectif, dans le sens où certains et certaines ont réfléchi aux questionnements, à la problématisation, et ont partagé des infographies.

Remerciements de l'Auteur

Je tiens à remercier :

Toutes les personnes qui ont participé à nos enquêtes. Ces discussions ont été à la fois passionnantes et très agréables. J'espère que ce travail mettra en avant tout le travail qu'ils et elles ont fourni pendant parfois des années.

L'équipe de Terres de Luttés d'avoir mis en place les conditions de réalisation de cette étude et d'avoir réfléchi à voix haute avec moi. Un merci tout particulier pour la disponibilité et la relecture de Chloé et Victor.

L'équipe de Silence d'avoir amorcé le chantier de recherche sur les victoires, à toutes les personnes de l'ENS qui ont participé à la construction d'une base de données de lutte, et particulièrement à Gaëlle Ronsin pour ses conseils et sa relecture.

Enfin, mes camarades et ami.es qui ont rendu cette année si riche en questionnements et d'avoir été des piliers psychologiques et moraux. Je remercie en particulier Laetitia, Paulin, et Tiago pour leurs relectures, réflexions, et bienveillance, et Rafael pour son aide indispensable sur les analyses quantitatives.



INTRODUCTION

La victoire c'est le Larzac, Plogoff, Notre Dame des Landes... Ces luttes contre les Grands Projets Imposés et Inutiles (GPII) sont gravées dans la mémoire militante comme des moments où David a triomphé sur Goliath. Si nous qualifierons ici la victoire comme l'abandon d'un projet d'aménagement, toutes ces luttes ont surtout permis de préserver des terres et des zones humides cruciales à la biodiversité et à la séquestration de CO₂, de faire vivre une agriculture paysanne, de faire fleurir des modes de subsistance et de vie inventifs, en marge des systèmes marchands et spéculateurs, de donner refuge à des personnes marginalisées, et bien d'autres choses encore. Pourtant, comme l'observe l'historien Jean-Baptiste Fressoz dans [une tribune dans le Monde parue en 2023](#), «*en dehors des grandes victoires passées à la postérité, l'essentiel des combats écologistes est tombé dans l'oubli*».

Or, la mémoire de nos victoires nous fournit des modèles d'action et des stratégies qui ont fait leurs preuves. Elle permet de faire vivre l'espoir qu'il est possible de gagner, et elle participe au sentiment d'appartenance à un mouvement plus large. N'est-ce pas la victoire qui est l'ultime objectif d'une lutte locale ? Simon Duteil, porte-parole de Solidaires, rappelait au lendemain du 1er Mai que « *le premier débouché politique des mobilisations sociales c'est des victoires sur des luttes* »². Si l'urgence climatique et sociale peut parfois éclipser les succès passés, nous pensons qu'il est important de documenter et transmettre l'histoire de ces victoires, et de les relier à l'héritage historique des mouvements écologistes et sociaux.

Afin de pouvoir concevoir à quoi ressemble une « victoire » et d'explorer les pistes pour l'atteindre, **cette étude cherche à mieux les visualiser et d'étudier en détail les facteurs qui expliquent les abandons d'un projet**. Elle espère montrer que ces victoires sont atteignables, et susciter des discussions au sein des collectifs locaux, associations et espaces de coalition. Elle fait suite à une étude de Kevin Vacher parue en 2021³, qui avait déjà fait l'état des lieux des mobilisations locales contre les projets inutiles, imposés, et polluants en France.

Ce projet de recherche n'aborde donc pas la thématique des luttes par les causes qui conduisent des collectifs à entrer dans un rapport de force avec les porteurs de projets. Son objectif est de déterminer par quels moyens les collectifs formés pour lutter contre un projet d'infrastructure parviennent à en obtenir l'annulation. Il s'agira donc de mettre à jour les mécanismes qui permettent à des luttes locales de sortir

² Regards (2022). 'Les victoires sur les luttes sont le premier débouché politique des mobilisations sociales'. [en ligne] YouTube. Lien :

<https://www.youtube.com/watch?v=7-a-3REi7TY>

³ « Les David s'organisent contre Goliath », Kevin Vacher, 2021

victorieuses face à Goliath, et identifier les schémas récurrents de victoires si ceux-là existent.

mots clés et contributions

Les mobilisations contre les GPII

Le terme de « Grands Projets Inutiles et Imposés » (GPII) émerge comme catégorie spécifique de mobilisations territoriales lors du Forum Social Mondial de Tunis en 2013. Au-delà de la contestation des impacts environnementaux majeurs de ces infrastructures, les opposant·es dénoncent également les processus décisionnels opaques et l'absence de consultation démocratique qui caractérisent leur mise en œuvre. La qualification de "grands projets inutiles et imposés" souligne ainsi deux aspects fondamentaux : « *d'une part leur caractère démesuré voire absurde au regard des besoins réels, d'autre part leur imposition verticale aux populations locales sans prise en compte de leur avis* » (Vacher, 2021). À travers leur *Socio-histoire des victoires écologistes*, Gaëlle Ronsin et Juliette Piketty soulignent également la récurrence des luttes contre les *petits projets inutiles*, des aménagements routiniers et ordinaires mais tout aussi inutiles et imposés (Piketty et Ronsin, 2024).

Une “victoire”

Ce que nous avons appelé “victoire” pour baser notre étude, est l’abandon du projet imposé et polluant contre lequel lutte un collectif, et que le collectif lui-même admette de parler de victoire (même si elle est temporaire ou partielle). Nous reviendrons dans la partie 3 sur les nuances stratégiques sur la notion même de victoire.

Littérature sur les “facteurs” d’une victoire

De nombreuses recherches ont déjà mis en évidence les registres d’action utilisés par les mouvements socio-écologiques. Parmi elles, celle de Doug McAdam et Hilary Boudet (2012) ont souligné la nécessité de combiner plusieurs facteurs pour espérer obtenir une « victoire » : une mobilisation d’acteurs contestataires, des alliés politiques au sein des arènes institutionnelles, et/ou une opinion publique favorable. Selon les auteurs, pour espérer peser, les groupes mobilisés doivent combiner une **“diversité des tactiques”** liant approches legalistes, actions “disruptives”, et force du nombre.



La notion de diversité des tactiques peut être définie comme la reconnaissance de toute une gamme de moyens de perturbation sociale permettant, entre autres, d'apporter davantage de soutien moral et financier, de multiplier les angles de pression, et de s'imposer dans le débat public. Elle est notamment caractérisée par le principe de solidarité entre les différents groupes qui participent au mouvement social. Dans notre étude, nous parlerons plutôt de **synchronisation des tactiques**. La synchronisation (du grec *sun*, « ensemble » et *khrónos*, « temps ») permet de souligner que ces tactiques ont des liens stratégiques en fonction du temps, avec souvent un ajustement de ces tactiques après leur mise en place par une hétérogénéité d'acteurs et actrices, sans être forcément le fruit d'une stratégie concertée a priori.

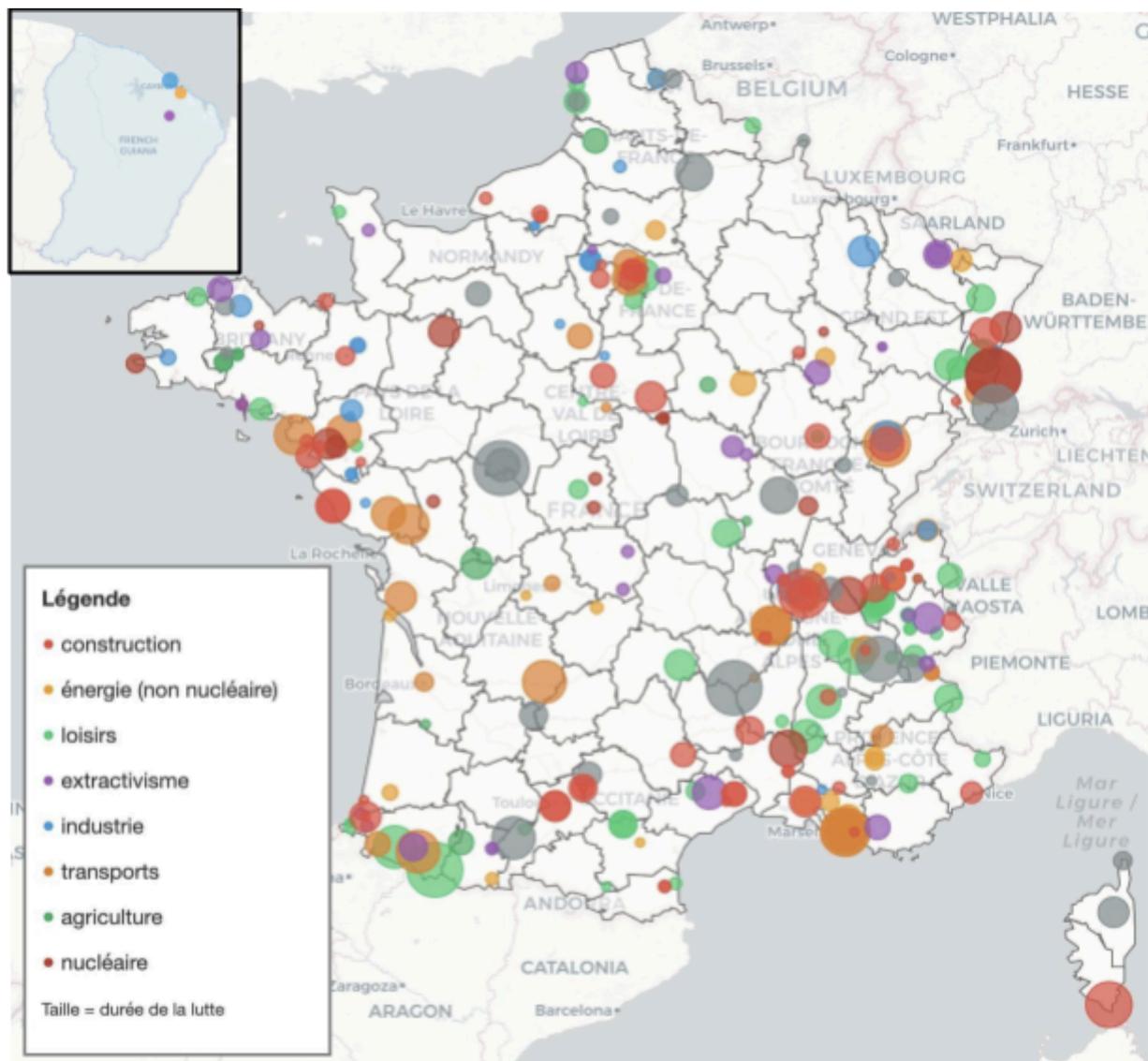
Morphologie d'un mouvement social décentralisé

L'émergence spontanée de centaines de luttes locales à travers le territoire à souvent été qualifiée de *nébuleuse*, "*un mouvement social qui s'ignore*" au vu de la multiplicité de ses formes d'organisation et de la pluralité de ces combats. En 2018, le collectif scientifique « Les Plumes dans le Goudron » écrivait que les mouvements d'opposition contre les GPII constituent « *un mouvement social décentralisé, en cours d'organisation* ». Trois ans plus tard, dans son rapport David contre Goliath, Kevin Vacher observe « *un mouvement social qui s'ignore de moins en moins, proposant un contre-discours cohérent, écologiste, démocratique, social et économique face à un capitalisme prédateur qui ne cesse de s'étendre* ». Depuis, la structure s'est amplifiée par la naissance et la massification du mouvement des Soulèvements de la terre, l'identification de plus de 600 luttes sur la [carte](#) de Reporterre, ou l'émergence de coalitions régionales ou thématiques structurées (comme la Déroute des routes contre les projets routiers), sont autant d'indices publics démontrant une coopération inter-luttes qui se renforce. En suivant cette trame, **nous défendons l'idée selon laquelle ce mouvement social a désormais conscience de lui-même, structurant ainsi les prémisses d'un réseau décentralisé d'entraide et de résistance.**



cadrage

Cartographie des victoires obtenues par secteur et temps de la lutte (1972 - 2024)⁴



La base couvre des luttes de durées très variables, certaines s'étendant sur plusieurs décennies (ex: Fessenheim sur 50 ans). La majorité des victoires récentes ont été obtenues en 2-3 ans en moyenne. Des victoires sont présentes dans toutes les régions, y compris en Outre-mer (Guyane..), avec une forte présence en Auvergne-Rhône-Alpes, Loire-Atlantique, et Ile de France.

⁴ Données de Silence et l'ENS. Cartographie par Rafael Ballestiero.

Proportion de victoires par secteur avant et après 2014

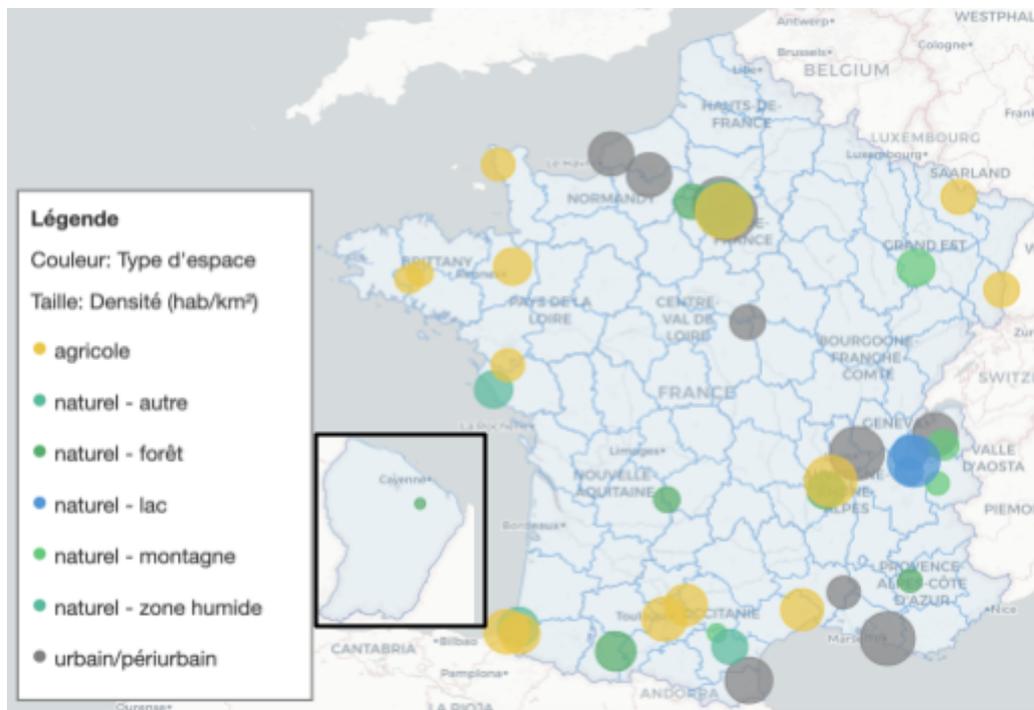


Ce graphique compare la répartition proportionnelle des "victoires" par secteur d'activité en France avant et après 2014, mettant en évidence une évolution significative de leur distribution.

Nos analyses révèlent une diversité significative des secteurs impactés par les mobilisations environnementales, chacun présentant des dynamiques distinctes. La construction et les zones d'activités dominent le paysage des contestations, avec une multiplication des victoires contre les centres commerciaux, plateformes logistiques, et autres projets d'artificialisation d'espaces naturels. Dans le domaine énergétique, la résistance s'étend désormais au-delà des énergies fossiles et fissiles pour englober certains projets d'énergies "renouvelables" considérés comme mal intégrés. Les infrastructures de transport, particulièrement routières et aéroportuaires, se distinguent par des périodes de contestation particulièrement longues. Le secteur industriel connaît une montée des oppositions, notamment concernant l'extraction de ressources et la gestion des déchets, tandis que les projets de loisirs maintiennent un niveau constant de contestation, ciblant principalement les aménagements touristiques et sportifs jugés excessifs tant sur le plan environnemental que financier.



Cartographie des victoires obtenues dans notre échantillon selon le type d'espace et la densité de la commune



Cette cartographie montre les victoires étudiées selon le type d'espace et la densité de la commune. Nous pouvons constater que la proportion de victoires étudiées est équilibrée entre les trois types d'espace : naturel, agricole, et urbain/périurbain. Cela est également vérifié dans la base de données pour les victoires obtenues post 2014. Or, il est intéressant de noter que la proportion de victoires avant 2014 (et depuis 1972) concerne des victoires majoritairement pour des zones naturelles. Depuis 2014 donc, **on peut supposer que les victoires obtenues contre ces projets vont au-delà de la préservation de la biodiversité ou d'espaces naturels : les revendications concernent la nature même du projet.**



questions Initiales

Quelles sont les principales caractéristiques des luttes « victorieuses » ?

Les caractéristiques des luttes « victorieuses » ont-elles évolué au cours des dix dernières années ?

Comment se structurent les collectifs en lutte ?

Comment ces collectifs réussissent à perdurer dans le temps ? Comment une lutte a priori locale tisse-t-elle des liens avec un réseau régional, national, ou international ?

Quels outils et méthodes les collectifs privilégient-ils pour parvenir à leurs fins ?

Est-ce qu'il y a certains leviers qui paraissent déterminants ou récurrents pour obtenir une « victoire » ?

Comment faire basculer le rapport de force ?

Comment l'opposition parvient-elle à faire vaciller le porteur de projet ? Pourquoi et par qui la décision est prise d'abandonner le projet ?

Comment est perçue la victoire ? Quelles en sont les conséquences, à quelle temporalité, et pour qui ?

Est-ce que les opposant-es sont parvenu-es à produire des effets sur le projet contesté, le territoire, et le tissu militant ?

méthodologie

Pour répondre à ces questions, nous avons conduit une enquête qualitative s'étalant entre avril et novembre 2024. L'enquête s'appuie sur la réalisation de **42 entretiens semi-directifs** d'1h30 jusqu'à 8h (une journée) auprès des collectifs ou associations ayant lutté et obtenu l'abandon d'un projet. L'échantillonnage a été réalisé en veillant à garantir la diversité des terrains d'enquête, qu'il s'agisse de la situation géographique des luttes, du type d'espace dans lequel elles se déploient, du type de projet concerné, des formes de mobilisation. La moitié des formes d'organisations recensées sont d'ailleurs des collectifs informels et l'autre des associations déposées en préfecture, preuve d'une mixité dans les choix organisationnels faits lors des mobilisations.

Ce projet de recherche n'aurait pas été possible sans le travail de compilation de données par l'équipe de Silence et de l'ENS. Cette base de données très riche documente les victoires des luttes écologiques en France de 1970 - 2022. **Pour notre analyse qui se concentre sur la période 2014-2024, nous avons retenu et**



actualisé les données relatives à 162 cas de victoires, parmi lesquels nous avons étudié en profondeur 42 cas.

Voici la structure de notre base de données sur la période 2014-2024 : Identification et Localisation des projets, Temporalité, Caractéristiques du projet, Organisation de la contestation, Moyens d'action et mobilisation, Issue et conséquences (voir Annexe 1).

Nous proposons de nous intéresser aux luttes victorieuses non pas « ex nihilo », de manière détachée et distanciée pour « analyser » l'utilisation de diverses formes d'action déjà répertoriées ; mais plutôt en **insérant notre regard dans leur territoire, dans leur tissu social, technique, et naturel, pour explorer comment les habitant·es s'organisent avec celles et ceux autour de nous** (plus ou moins près). Ceci nous permettra de sortir d'un point de vue universel qui voudrait que tout soit possible n'importe où ; qu'on pourrait standardiser la lutte comme tout autre « process » ; et que les spécificités sont à gommer. Au contraire, en déconstruisant cette idée d'une « recette de lutte », nous essayons de trouver dans l'hétérogénéité des cas étudiés un sens commun, que nous explorerons à travers une trame matérielle, temporelle et sociale. Ce que nous proposons semble très écologique au sens littéral.

Toutes les citations en italique et entre guillemets dans la suite de ce texte, nombreuses, sont ainsi des phrases directement issues des entretiens. Cette approche nous défend de standardiser la lutte comme un processus linéaire et qui pourrait être reproduit indépendamment d'un réseau ou d'un territoire. Au contraire, en déconstruisant cette idée d'une « recette de lutte », nous essayons ici de trouver dans l'hétérogénéité des cas étudiés un sens commun.

Plus de la moitié des cas étudiés (54.8%) sont des collectifs créés spécifiquement pour une lutte contre un projet polluant et imposé, et qui **se structurent ensuite en association**. Dans ce rapport, nous préciserons les formes d'organisation quand cela est approprié : collectifs et associations. Mais pour ne pas alourdir la lecture, le terme « collectifs » au pluriel sera plus employé parce qu'il permet d'englober plus largement toutes les personnes ou groupes qui s'impliquent dans la lutte.

Note sur l'écriture inclusive

Ce rapport a été rédigé en **écriture « inclusive »**. Cette forme permet de ne pas invisibiliser les femmes dans le récit de ces luttes, sachant qu'elles y sont particulièrement actives. Elle permet également de renforcer l'anonymisation des données en masquant les noms des personnes, collectifs ou associations, et les projets dont il est question.



Nous avons adopté les mêmes règles que le rapport David vs Goliath, c'est à dire :

- Un usage raisonné du tiret (-), quasiment limité au « - e » ou « - e - s ».
- La règle d'accord de proximité, où l'adjectif s'accorde avec le nom le plus proche qu'il qualifie
- Favoriser l'utilisation de termes épiciques lorsque cela est possible et pertinent. Ex : « personnes » au lieu de « hommes et femmes ».

Synthèse des Principaux Résultats

Cette étude sera structurée en trois parties. Dans un premier temps, nous verrons comment l'implantation de projets territorialisés aboutit à la création de collectifs ad hoc pour s'y opposer. Suite à la construction d'un argumentaire technique, ces collectifs mettent en place **une diversité de tactiques selon la temporalité de la lutte, amplifiées par l'agrégation d'alliances. Nous appellerons ceci la synchronisation.** Finalement, nous verrons comment ces victoires sont perçues a posteriori par les collectifs et associations, et ce qu'elles permettent matériellement sur le territoire.

Les victoires obtenues sont hétérogènes mais sont marquées par :

- Une coalition contestataire ancrée qui se maintient sur le long terme
- Une synchronisation des tactiques permettant d'être présent sur plusieurs fronts
- Des victoires contrastées qui renforcent l'entraide au sein d'un mouvement social décentralisé

Les luttes ayant obtenu l'abandon du projet d'aménagement ne suivent pas un schéma défini linéaire, une "recette de lutte". Ces collectifs et associations adaptent leurs stratégies en fonction de la structuration des **outils mobilisables**, c'est-à-dire des outils disponibles et actionnables. Différents collectifs ou associations ont des "ressources" ou « outils » différents (ce sont les termes utilisés par les personnes interrogées), et ceux-ci dépendent du territoire, du type de projet, et la manière dont les militant.es s'organisent.

En poursuivant une trame matérielle, temporelle et sociale, nous montrerons comment les actions entreprises par les collectifs et associations se synchronisent. La notion de **synchronisation (des tactiques)** permet d'identifier en profondeur les



liens entre les tactiques utilisées dans le temps par une diversité d'acteurs. Elle va plus loin que la diversité des tactiques dans la mesure où elle montre que ces tactiques sont dynamiques, et même interdépendantes. L'idée ici est d'insister sur **la confluence des actions entreprises** : la contre expertise permet l'argumentation, qui permet le tractage et les manifestations, qui font venir des ressources financières pour lancer les recours juridiques, et en attendant la désobéissance bouscule le calendrier des travaux. La "victoire" obtenue est contrastée. Si la majorité des personnes interrogées se disent "*extrêmement vigilantes*". On constate néanmoins une transmission des compétences acquises à d'autres collectifs en lutte, **structurant ainsi des réseaux de résistance géographiques et thématiques, qui nous invitent à placer la victoire au sein même de la lutte et non dans son résultat matériel**. Ces transmissions peuvent être matérielles (des ressources financières), techniques (des dossiers d'argumentation), humaines (partage de militant-e-s entre différentes mobilisations), morales (soutien psychologique), ou politiques (listes citoyennes aux municipales par exemple).



Partie 1 : des projets territorialisés qui débouchent sur la création de collectifs spécialistes dans la lutte

Notre échantillon d'étude s'articule autour de projets locaux d'infrastructure. Bien que lesdits projets s'insèrent dans les rapports de force globaux qui structurent la question écologique, leurs conséquences sont avant tout territorialisées. Qu'il s'agisse d'impacts écologiques (artificialisation, pollution de l'air, des sols, ou de l'eau), sociales (non adaptés aux besoins locaux) ou des retombées économiques (pour collectivités notamment), c'est en effet d'abord à l'échelle locale que leur impact est visible. C'est donc avant tout à cette échelle que s'expriment les oppositions.

Contrairement à la croyance selon laquelle les oppositions locales sont l'œuvre d'activistes écologistes patenté-es ou le simple produit d'un "réflexe Nimby" des habitant-es, les collectifs étudiés sont des agrégats hétéroclites d'opposant-es réunis spécifiquement pour lutter contre un projet politique "NINA" (*Ni ici, ni ailleurs*). Il apparaît que l'opacité et le manque de transparence des développeurs constituent les causes principales de leur structuration (A). Ces collectifs construisent ensuite leur propre corpus documentaire et technique pour cadrer la lutte contre leur adversaire opaque (B).

A. Face à un adversaire opaque, la structuration ad hoc d'un collectif hétéroclite d'opposant-e-s

C'est de loin le résultat le plus saisissant qui ressort de notre questionnaire : à la question « avez-vous pu établir un dialogue avec le porteur de projet ? », il n'y a aucune réponse positive de la part des personnes interrogées. Si, dans certains cas, un dialogue a pu s'établir alors celui-ci est vite écourté et devient rapidement « *une joute verbale interposée par les journaux* » (E2). Il est donc difficile d'appréhender comment les « porteurs » réagissent aux actions entreprises par les collectifs en lutte.

Pour autant, nous pouvons tirer de nos entretiens certaines logiques et caractéristiques, avant d'analyser comment des collectifs se structurent face à un adversaire opaque. Nous verrons ensuite comment l'analyse du **processus de construction d'une coalition entre des acteurs contestataires hétérogènes** permet de comprendre leur répertoire d'action, leurs choix stratégiques et les éventuels conflits internes ou externes susceptibles d'émerger.

I. L'implantation d'un projet absurde

Pour comprendre comment se structure une opposition, nous tenterons d'**analyser les mécanismes internes de ces porteurs de projets, qui varient considérablement selon le type d'aménagement et le porteur concerné**. De manière générale, il existe une série de conditions de faisabilité pour la réalisation d'un projet d'aménagement. C'est un processus complexe qui mobilise une multiplicité de parties prenantes et plusieurs séquences de décision.

Nous proposons trois phases distinctes dans le développement des GPII: la pré-faisabilité, la contractualisation, et le développement opérationnel. Cette segmentation permet d'appréhender les spécificités de chaque étape tout en mettant en évidence leurs interconnexions.

1. Phase de pré-faisabilité : l'analyse territoriale stratégique

La phase initiale de pré-faisabilité s'inscrit dans une démarche d'intelligence territoriale. Les professionnels engagés dans cette étape réalisent une analyse approfondie des territoires potentiels d'implantation. Cette analyse intègre les dimensions géographiques et socio-politiques du territoire, évalue les contraintes foncières et réglementaires, et étudie les dynamiques démographiques et socio-économiques locales. Cette pratique s'inscrit dans une logique de maximisation du rapport coût-bénéfice où les faiblesses territoriales deviennent des atouts pour l'implantation.

Les professionnels de la pré-faisabilité ciblent particulièrement les zones combinant plusieurs caractéristiques favorables : une gouvernance locale jugée conciliante, voire complaisante, des prix fonciers modérés, une faible densité démographique limitant les oppositions potentielles, et des besoins économiques locaux rendant le territoire plus enclin à accepter des compromis. En parlant de sa lutte contre l'exploitation de nouveaux forages de gaz de houille en Moselle, une militante explique « *ils sont arrivés dans une région qui était en décroissance industrielle... ce projet n'aurait jamais vu le jour dans l'ouest de la France* » (E38). C'est une approche calculée qui permet d'expliquer comment les rapports de force économiques s'exercent de manière subtile sur des territoires en situation de vulnérabilité. Dans cette phase, les professionnels de la pré-faisabilité développent un portefeuille de projets potentiels, qu'ils revendent ensuite aux investisseurs.

2. Phase de contractualisation : la construction des engagements

La phase de contractualisation constitue une étape cruciale qui s'articule autour de la théorie des contrats incomplets (Hart et Moore, 1988), une théorie examinant les lacunes et imperfections des contrats dans le monde réel. Durant cette période, les porteurs de projet s'engagent dans un processus complexe de négociation avec les

collectivités locales. Cette négociation porte sur les contreparties territoriales, l'élaboration des promesses socio-économiques, et la définition des modalités de gestion des risques. Cela peut passer de la prise en charge de la construction d'un nouveau rond-point, à la promesse d'embaucher un certain nombre de personnes.

Ce processus révèle une **asymétrie informationnelle** significative entre les parties prenantes. Dans le contexte des projets industriels, cette asymétrie se manifeste de plusieurs manières. D'une part, les porteurs de projet disposent d'informations privilégiées sur leurs véritables intentions de développement, leur solidité financière, et leur stratégie à long terme. D'autre part, les acteurs territoriaux (élu-e-s locaux, citoyens, associations) ne peuvent évaluer avec certitude la crédibilité des engagements pris ni anticiper les évolutions futures du projet. Cette situation est d'autant plus complexe que les porteurs de projet eux-mêmes peuvent ignorer certains paramètres qui ne se révéleront que lors des phases ultérieures de développement.

Cette asymétrie est particulièrement critiquée par les collectifs concernant trois aspects. Premièrement, la pérennité des engagements socio-économiques (création d'emplois, retombées fiscales, aménagements territoriaux) qui peuvent être remis en cause lors des changements de propriété du projet. Deuxièmement, l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux à long terme, dont la complexité dépasse souvent le cadre des études d'impact standardisées. Troisièmement, la capacité réelle du porteur de projet à maintenir ses engagements face aux aléas économiques et aux contraintes opérationnelles futures.

3. Phase de développement : la matérialisation du projet

La phase de développement opérationnel constitue l'étape finale du processus d'implantation. Cette phase s'articule autour d'un mécanisme de *dérisquage* : chaque autorisation administrative obtenue diminue le niveau de risque pour l'investisseur.

Ce phénomène produit un effet paradoxal : alors que le projet gagne en certitude pour ces promoteurs, ils sont progressivement déconnectés de leur ancrage territorial initial pour intégrer des logiques de valorisation financière plus globales, « *hors sol* » comme il l'est souvent répété lors de nos entretiens.

Le transfert de propriété des projets, facilité par leur "dérisquage" progressif, s'accompagne fréquemment d'une dilution des engagements sociaux et territoriaux initiaux. **C'est à ce moment que se révèlent des tensions entre les promesses initiales et leur concrétisation effective**, notamment en ce qui concerne la taille des aménagements territoriaux, le financement incomplet de sa réalisation, et les retombées socio-économiques promises.



II. Invisibilisation par de la rétention d'information, ou minimisation par les éléments de langage

“Je n'ai jamais réussi à avoir un dossier, un dossier qui présentait le projet avec ses conséquences et avec le budget. Jamais. À un moment, j'ai réussi à me procurer un PowerPoint qu'ils avaient présenté sans doute pour une réunion, pour corrompre les élus, quoi, mais le PowerPoint, c'était un torchon. Il n'y avait rien, mais rien quoi ! Il n'y a rien dans le dossier, ni les volumes traités, ni l'argent, ni l'emploi, ni même un plan d'aménagement” [E32]

Les militant-e-s témoignent à chaque reprise d'une désinformation ou une minimisation des impacts qui se joue sur les mots, ce qui explique la difficulté des militant.es à récolter des informations sur les projets et mobiliser en conséquence. Les porteurs de projet parlent de « contournement » pour une autoroute, de « grisou » pour du gaz de couche, de « retenue d'eau » (eau de ruissellement) alors qu'il s'agit d'une bassine (eau potable), « d'énergie locale » alors qu'ils s'agit de projets industriels, « hangar » pour parler d'Amazon, ou de « souveraineté alimentaire » pour accueillir une méga-sucrierie de betterave portée par une société dubaïote.

La genèse de la lutte contre le projet d'entrepôt Amazon à Fournès illustre de manière emblématique les mécanismes opaques qui président souvent à l'implantation des grands projets logistiques dans les territoires ruraux. En janvier 2019, c'est lors d'une présentation des vœux municipaux qu'un opposant, pharmacien et éducateur sportif, découvre l'existence d'un mystérieux "hangar à camions" devant s'implanter à 200 mètres du village. Le caractère délibérément flou de cette annonce - quelques phrases sibyllines évoquant "quelques passages de camions" - et l'absence totale de mention du véritable commanditaire, Amazon, dissimulé derrière son "cheval de Troie" le promoteur Argan, sont révélateurs d'une stratégie délibérée d'évitement du débat public.

Cette opacité organisée, visant à faire passer le projet "en catimini" selon ses termes, est d'autant plus frappante que l'infrastructure prévue est pharaonique : un entrepôt logistique de 14 hectares, situé qui plus est dans une zone sensible à proximité du Pont du Gard. Le contraste entre l'ampleur du projet et la discrétion de son annonce témoigne d'une gouvernance territoriale où la recherche du fait accompli prime sur la concertation citoyenne.

Face à ce qui apparaît comme un déni de démocratie locale, un petit noyau d'habitant.es vigilants se constitue dès janvier 2019. Ce groupe informel d'une demi-douzaine de personnes aux profils complémentaires (un apiculteur, un entrepreneur, un professeur, un cadre du bâtiment) comprend rapidement la nécessité de se structurer juridiquement pour mener une opposition efficace. C'est



ainsi qu'en septembre 2019 naît l'association ADER (Association pour le Développement de l'Emploi dans le Respect de l'environnement), dotée d'une gouvernance collégiale et de statuts soigneusement rédigés pour permettre les recours contentieux.

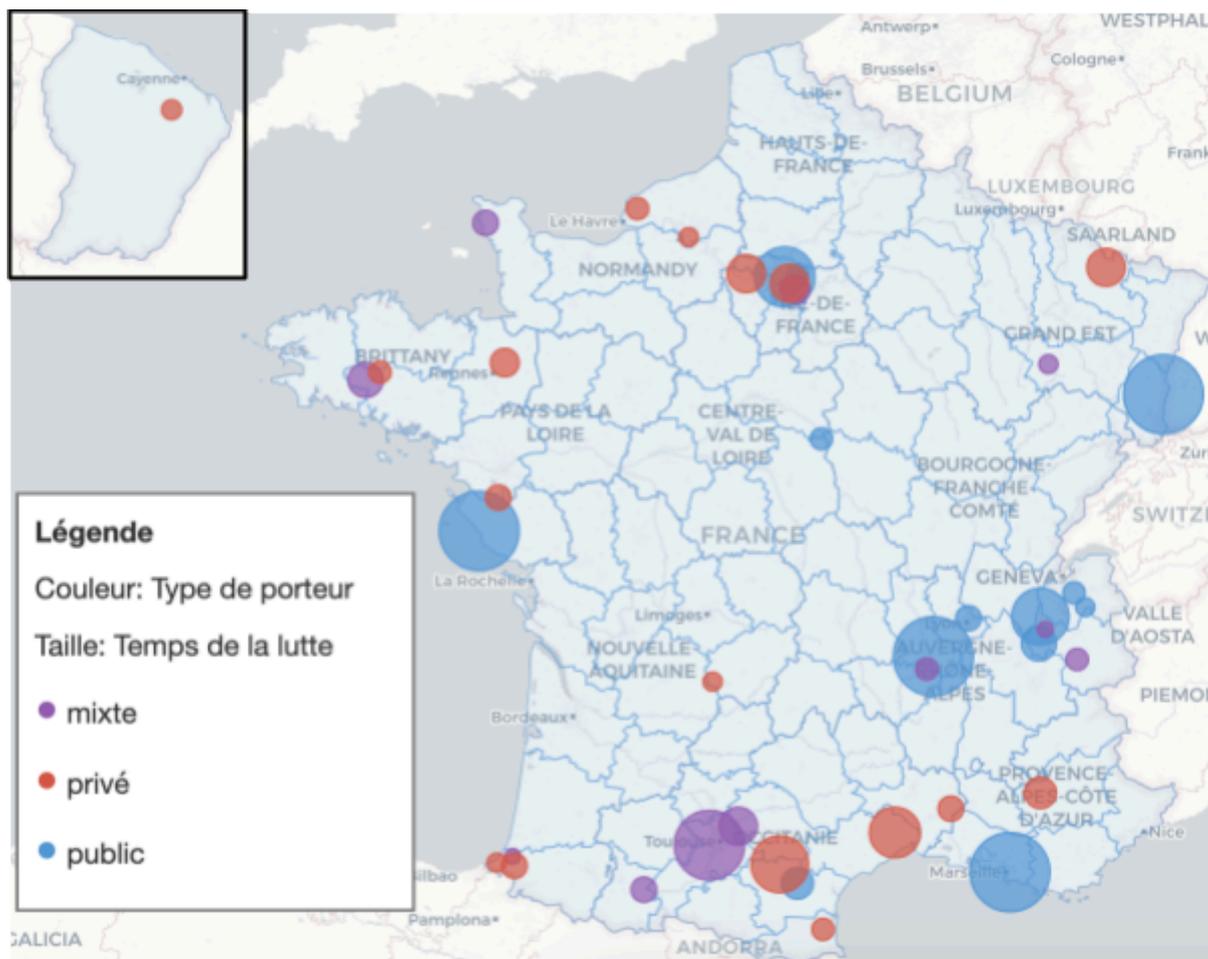
Fait notable et symptomatique des dynamiques contemporaines de mobilisation, cette opposition structurée émerge dans un contexte de relative apathie du village. Malgré les efforts d'information (porte-à-porte, tracts), la majorité des habitant.es reste distante, certain.es ignorant jusqu'à l'existence même du projet.

Cette situation paradoxale - une poignée de militant.es hyper-investi.es face à une population largement désengagée alors que tous les aspects sont sujets à controverse (conséquences environnementales, sociétales, caractéristiques techniques, retombées économiques, utilité publique) - reflète les défis de la mobilisation citoyenne. Une explication possible, comme l'explique une militante, se trouve dans les sciences de l'information et de la communication : **“le premier qui a la parole, il a plus de crédit”** (E38). Il est plus difficile de déconstruire des informations déjà diffusées que d'en construire des nouvelles. Ainsi, un porteur de projet peut imposer dans l'espace public une représentation favorable à son activité simplement par des mécanismes de diffusion via la presse ou les sites internet et en exploitant les failles de la décision politique (manque de temps des élu-es pour vérifier l'information, manque de compétences techniques pour évaluer les détails d'un projet).

III. Les Porteurs de Projet

A. Cartographie des victoires étudiées selon le porteur de projet et le temps de la lutte

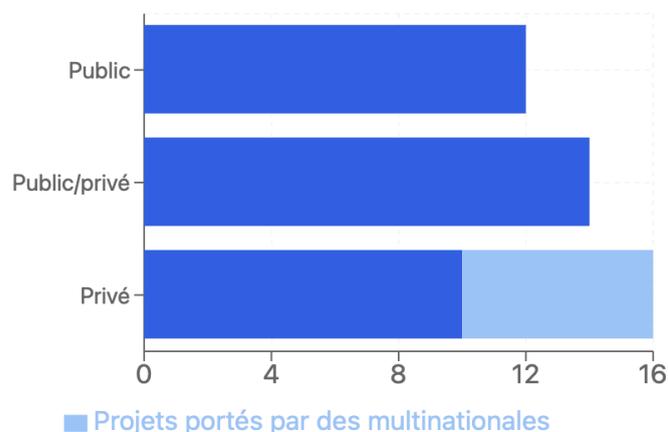




Cette cartographie illustre la distribution des victoires selon le type de porteur de projet et la durée des mobilisations. Nous comptons le début de la mobilisation comme le moment où les habitant-e-s prennent connaissance du dossier. On constate que les contestations visant des projets d'aménagement portés par le secteur public (collectivités locales ou État) s'inscrivent dans des temporalités nettement plus longues.

B. Répartition des projets selon la nature des porteurs de projet

Ce graphique présente la répartition des projets selon la nature des porteurs de projet (public, privé, mixte). On peut compter 12 projets portés par le secteur public, 16 par le secteur privé (dont 6 par des multinationales), et 14 pour le secteur mixte (public/privé), dans les victoires étudiées. Sans pouvoir en tirer une conclusion quantitative globale au vu des milliers de luttes locales menées, on peut en tout cas noter que **les collectifs en lutte arrivent à remporter des victoires contre tous types d'acteurs, que ce soit contre l'Etat, un maire, une multinationale, ou un portage mixte.**



Dans le cadre d'un **porteur public local**, il est souvent question d'un-e élu-e d'une commune, installé depuis longtemps, avec un fort ancrage institutionnel local. Certaines personnes parlent « *d'une petite monarchie* » avec des maires de père en fils depuis 70 ans, d'autres sont décrits comme « mégalomanes » cherchant à « laisser sa trace », ou « narcissique » et « corrompu ». La mobilisation des élu-e-s dans l'opposition ou de communes voisines peut alors être stratégique, notamment dans le cadre des cycles électoraux ou de changement de préfecture.

C'est le cas de la mobilisation contre la construction d'un port à Brétignolles, un projet datant de 2001 soutenu corps et âme par le maire local qui finit par perdre son élection comme président de l'intercommunalité en 2020. Quelques mois avant l'élection et suite à la déclaration d'utilité publique par la préfecture, alors que l'enquête publique avait atteint une participation record de 5367 contributions (68% contre), le maire entame les travaux le jour d'une manifestation contre le projet « pour provoquer les opposants ».

*« Il a commencé à étêter la dune, enlever, je ne sais plus, ça doit être 8 000 m3 de sable, il a abattu tous les arbres environnants, enfin, **c'était le massacre à la tronçonneuse. Il y a eu un sursaut à ce moment-là de la population, même des gens qui n'avaient pas fait d'observation à l'enquête publique, quand ils ont vu le massacre, il y a eu vraiment un sursaut. Et donc, à la manifestation, nous avons été 2 500 [...] Le lendemain matin, ils étaient 10 devant les bulldozers. Le surlendemain, ils étaient 70. C'est-à-dire les Bretignollais de tous âges, on va dire de 20 à 80 ans, ils étaient devant les bulldozers.** » (E21).*

Le rapport de force s'intensifie à travers l'installation d'une ZAD, huit mois avant l'élection intercommunale dont l'enjeu principal devient le port de Brétignolles. Le maire, porteur du projet, perd cette élection et son opposant, François Blanchet, soutenu par les opposant.es au port, est élu président de l'intercommunalité. Il instaure tout de suite un *comité de médiation démocratique*, décrit comme « une première dans le coin », qui se structure autour de deux vice-présidents représentant les différentes positions, l'implication de tous les maires de l'intercommunalité, une large participation citoyenne (autour de 80 personnes), des réunions hebdomadaires sur plusieurs mois, et un travail de fond considérable : *"Moi, j'avais des réunions deux fois par semaine pendant six mois pour tout décortiquer."* Ce changement de gouvernance a permis l'établissement d'un dialogue éclairé et *in fine* un retournement des soutiens politiques, qui ont voté à 14 contre le port, et seulement 3 pour.

Dans le cas d'un **porteur privé**, nous en distinguons deux types : national ou multinational. Dans les deux cas, **la capacité d'abandon est plus rapide si la rentabilité est menacée**. Un projet porté par une entité privée cherche avant tout à réaliser un profit.

Dans le cas d'un porteur **mixte (public/privé)**, on peut supposer **une logique d'itinérance à la recherche d'élus complaisant.es**, comme nous l'avons démontré précédemment dans l'analyse de la phase de pré-faisabilité d'un projet d'aménagement.

En fonction des porteurs, les leviers de luttes vont parfois varier, l'acteur public ayant des intérêts souvent électoralistes, le privé économique, et l'alliance des deux pouvant être fragilisée par une remise en question de l'intérêt public du projet. Peu importe, la problématique de la désinformation se pose toujours aux prémices du projet.

C. "Goliath Conquistador" (E4) : l'accaparement des ressources

Les rapports de force qui se jouent dans l'aménagement des territoires ruraux, entre logiques capitalistiques externes et résistances locales, révèlent les nouvelles formes de « conquête territoriale » à l'œuvre. La question de l'échelle, de la démesure, de *la folie des grandeurs* est souvent mise en avant, ainsi que l'aspect néo-colonial ou *conquistador*.

"Il y a une phrase qu'on a tous retenu par la suite, quand on l'a questionné sur la ressource, il a répondu 'Ne vous inquiétez pas, si dans 5, 10 ou 15 ans la ressource n'est plus là, on plie et on s'en va.'" (E37)



Dans le village de Fontiers-Cabardès (450 habitants), dans l'Aude, un projet de golf luxueux porté par Catherine Lacoste, héritière de la marque Lacoste et ancienne championne de golf, cristallise depuis 2011 les tensions entre deux visions antagonistes du territoire. Ce conflit illustre les mécanismes de domination économique et symbolique à l'œuvre dans un conflit d'aménagement.

« Un golf à 300 millions d'euros. Avec 123 maisons et villas, 165 appartements, un hôtel 4 étoiles de 80 chambres et, par exemple, un hélicoptère. Donc, on a coutume de dire que c'est à peu près le budget du Stade de France. Donc là, elle vient amener un projet de cet ordre de grandeur. Dans un petit village de 400 habitants. » (E4).

Pour rappel, un golf de ce *standing* nécessite une consommation moyenne de 5.000 m³ d'eau par jour, ce qui correspond à la production nécessaire à la satisfaction des besoins d'une collectivité de 12.000 habitants. Mais au-delà de la seule puissance financière, c'est bien une forme de colonialisme culturel qui se dessine. Les propos rapportés des porteurs du projet sont révélateurs : face à l'incompréhension des habitant.es, Catherine Lacoste s'étonne qu'« un des départements les plus pauvres de France » puisse refuser un projet censé apporter modernité et richesse. Cette posture de supériorité culturelle s'exprime jusque dans la programmation culturelle envisagée : quand un jeune évoque la possibilité d'organiser des « fêtes techno » dans l'amphithéâtre prévu, la réponse de la consultante en communication de Mme Lacoste est cinglante - « on pensait plutôt à des quatuors à cordes ».

Ce qui rend ce cas particulièrement intéressant, c'est l'articulation entre différentes échelles de domination. Le projet s'inscrit dans une trajectoire historique plus large : la région, autrefois territoire textile dynamique, a vu ses industries délocalisées par les grandes marques, dont Lacoste. Comme le souligne un militant : « *c'était encore plus injuste [...] qu'avec cet argent-là, en fait, ils viennent racheter nos terres agricoles et nous imposer un projet* » (E4). **La boucle est bouclée : les profits de la mondialisation servent à réinvestir et transformer les territoires qu'elle a préalablement vidés de leur substance économique.**

Dans la plupart des victoires étudiées, nous le verrons, la lutte est enclenchée au moment où les habitant.es prennent connaissance du dossier, souvent juste avant la phase de développement du projet. Ces luttes servent donc à empêcher l'installation d'un projet avant qu'il ne soit trop tard. L'exemple de Vittel est particulièrement éclairant car il montre ce à quoi pourrait ressembler un territoire où un grand projet d'aménagement contesté aurait été réalisé et se serait implanté durablement.

La lutte contre Nestlé à Vittel permet de visualiser l'emprise que peut avoir une multinationale sur un territoire, surtout quand elle y est installée depuis des décennies. Cette lutte s'est cristallisée autour de l'exploitation intensive des nappes phréatiques par Nestlé. En 2016, quatre associations locales découvrent que depuis

40 ans, les prélèvements d'eau dépassent la capacité de recharge naturelle de la nappe profonde : 3 millions de m³ prélevés pour seulement 2 millions de m³ de recharge annuelle. Face à ce déficit, un projet de pipeline est proposé pour alimenter la ville en eau potable depuis un territoire voisin, soulevant l'indignation des militant.es qui dénoncent l'absurdité de devoir *“aller chercher de l'eau ailleurs”* (E33) pendant que Nestlé continue d'exploiter les ressources locales pour de l'embouteillage. De plus, ces usines d'embouteillage appartenant à Nestlé sont responsables des 345 000 mètres cubes de déchets enterrés dans les souterrains vosgiens.

Cette situation illustre plus largement la façon dont Nestlé a progressivement établi sa domination sur ce territoire, qui présente plusieurs caractéristiques d'un système prédateur. L'entreprise exerce un contrôle multidimensionnel sur la ville et ses ressources : elle s'est approprié la ressource vitale qu'est l'eau, a acquis les terres agricoles à prix surévalué en plaçant les agriculteurs dans une situation de dépendance (contrats restrictifs, métayage moderne), et maintient une domination économique en tant que premier employeur privé. L'entreprise pratique également une embauche par cooptation familiale qui renforce l'omerta locale. Le système de pouvoir est tel que même les autorités locales semblent soumises à l'influence de Nestlé : *“Alors je sais pas si on peut dire colonial, mais il y a une perte de souveraineté. Quand le gendarme me convoque, c'est à 30km d'ici, pas à Vittel. Il m'a dit “Si je vous convoque à Vittel, Nestlé est au courant dans les 15 minutes”* (E33).

Cette mainmise quasi-totale sur le territoire et ses habitants confirme un système de “colonialisme interne” où une entité extérieure exploite les ressources locales tout en maintenant la population dans une forme de sujétion économique et sociale. Après une mobilisation de six ans, marquée par une forte médiatisation internationale et des actions juridiques, le projet de pipeline est abandonné en 2019, constituant une première victoire pour le collectif qui poursuit depuis son combat contre l'exploitation abusive des ressources en eau par Nestlé.

Ce processus révèle une **asymétrie informationnelle** mais aussi économique entre les parties prenantes. **Cette installation conquérante est vécue par les habitant.es comme un réel déni de démocratie. En réaction un noyau d'habitant-es vigilants se constitue.**

IV. Composer face à un adversaire opaque

L'analyse du **processus de construction d'une coalition entre des acteurs contestataires hétérogènes** permet de comprendre leur répertoire d'action, leurs

choix stratégiques et les éventuels conflits internes ou externes susceptibles d'émerger. Elle permet donc de mieux saisir les effets qu'elles sont susceptibles de produire sur le projet contesté.

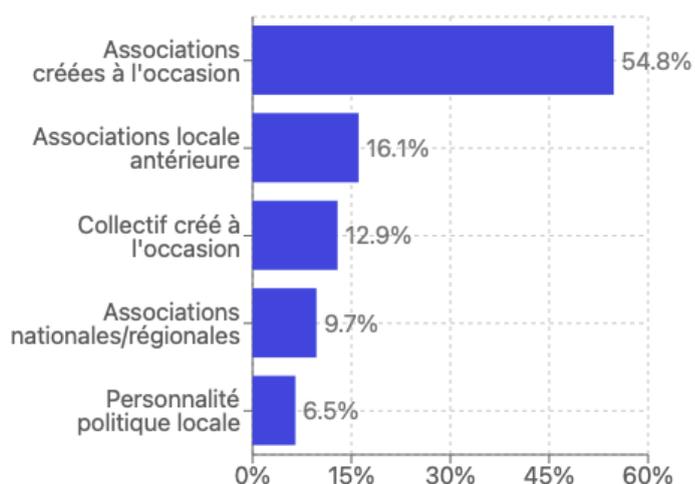
Les personnes mobilisées contre ces projets inutiles et imposés sont avant tout des citoyen·nes, des habitant·es, des riverain·es. C'est ainsi qu'ils et elles se décrivent lorsqu'on les interroge. Dans la majorité des cas étudiés, lorsque des habitant.es prennent connaissance d'un projet d'aménagement démesuré, ces personnes se forment en collectif ou association avec un noyau dur de 4-15 personnes qui se coordonnent sur plusieurs missions. S'en suit un soutien de plusieurs dizaines de personnes pour de l'aide ponctuelle, avec un cercle plus grand de sympathisant·es (généralement plusieurs centaines) qui viennent aux rassemblements.

Des collectifs ou associations hétéroclites parviennent à fédérer grâce à une gouvernance inclusive et participative, un fonctionnement en commissions, un positionnement apaisé et un grand soin apporté aux relations humaines.



Choix de structuration des collectifs étudiés

Dans la majorité des cas étudiés, un collectif d'habitant.es se crée à l'occasion de la lutte et se transforme ensuite en association. Ceci permet surtout "d'interagir", et ainsi être reconnu comme une entité légale, ce qui permet de porter un recours juridique notamment. La structuration en association permet également d'ouvrir un compte en banque et gérer des fonds pour défrayer transports, matériel de communication, et organisation de manifestations.



"Je pense qu'il faut créer une association immédiatement sur un sujet avec des vrais statuts, une vraie légitimité, des personnes fixes [...] on a commencé la lutte en septembre et l'association était inscrite en préfecture au mois de décembre" (E38)

Si la structuration de la lutte (l'un plus informel, l'autre plus legaliste) peut déterminer certains choix d'actions, c'est la cohérence d'un groupe et sa capacité à se fédérer autour d'un objectif commun qui permettra la cohésion de celui-ci.

Une gouvernance participative rassemblant une pluralité de sensibilités politiques et militantes

Au sein des collectifs étudiés, on retrouve une grande pluralité de sensibilités politiques, de milieux sociaux et de niveaux d'expérience militante, "des gens issus de l'écologie, des gens engagés globalement", mais aussi des "des riverains" et "des citoyens lambda" (E18), où les "néo-militants" travaillent aux côtés de militants plus aguerris.

Néanmoins, les personnes interrogées, c'est à dire des personnes dans le "cercle coeur" le plus investi du collectif ou de la coalition de lutte, sont majoritairement de trois types : soit des retraité.es (et donc des personnes qui ont du temps), soit des personnes capables "d'éplucher" des dossiers techniques (médecins, ingénieurs, professeurs, journalistes, étudiant.es...), soit des personnes avec un passif militant ou associatif aux sensibilités écologiques (collectif citoyen ou autonome, engagé.e auparavant dans EELV ou LFI).

Pour fédérer ces profils hétéroclites, les collectifs optent pour une gouvernance très participative, basée sur l'intelligence collective. La structuration est majoritairement horizontale, dans le sens où un cercle cœur coordonne la lutte, mais les décisions stratégiques sont prises au consentement (quand c'est possible). Concrètement, cela implique "un ordre du jour", "un ordre de prise de parole", "quelqu'un qui anime la réunion", "quelqu'un qui prend le compte-rendu" et une validation par consensus de la synthèse des échanges. Concernant la fréquence des réunions, cela peut varier significativement allant de une fois par semaine pendant les temps forts, à quelques fois par an pendant les temps creux. Certains collectifs soulignent la nécessité de chronométrer les réunions sous 1h30 "*par respect du temps bénévole*" (E2).

Ceci permet d'agrandir le champ des compétences, et ainsi permettre à d'autres de participer à la lutte en fonction de compétences manquantes. Ainsi, tout le monde est le bienvenu dans une lutte. La question n'est pas de savoir si nous sommes compétent pour lutter, mais comment nos compétences peuvent servir le collectif.

"je pense que l'intelligence collective elle était aussi dans le savoir-être [...] une fois il y avait une cantine qui, à la veille d'une marche, annulait sa venue, donc je me rappelle les bénévoles de colère qui ont été prendre du pain, du pâté, des machins pour faire des sandwiches et assurer à manger puisqu'on avait annoncé qu'il y avait à manger, et du coup les gens qui se lèvent à 6h du matin pour faire 400 sandwiches, voilà donc ça c'est autant d'anecdotes qui façonnent le collectif" (E10).

Organisation en commission

Cette volonté d'horizontalité se traduit aussi par une organisation en petits "groupes de travail" plus autonomes, chargés de sujets spécifiques. Une militante explique : "*On a rapidement décidé de créer un groupe de coordination avec des gens des associations motivés pour être acteurs dans cette lutte, pour pouvoir y passer du temps. Ce groupe se réunissait une fois par mois pour déterminer notre ligne de conduite. Mais pour être plus opérationnel, on a aussi créé un groupe de travail avec une personne de chaque asso prête à s'engager et concrétiser des actions.*" (E24).

Souvent ces commissions, sans forcément être définis comme tels, sont de plusieurs ordres : technique (épluchage des dossiers des projets, Plan Local d'Urbanisme...), communication (rédaction d'articles, liens avec les médias...), juridique (rédaction d'un recours, ou liens avec des juristes), politique (cartographie des parties prenantes, convaincre les élu-es), mobilisation (organiser les manifestations), filières (impacts sur les transports, savoirs naturalistes), ou social (visibiliser les impacts sociaux; faire le lien avec des syndicats).

François, à Saint-Jean-de-Luz, évoque lui aussi un "groupe qui coordonne la bataille" tout en "travaillant avec d'autres groupes", où chaque commission *"intervient dans la bataille selon son calendrier et sa manière de faire"*. L'idée est d'avoir un "noyau dur" d'une dizaine de personnes qui impulse la dynamique, épaulé par des cercles plus larges de bénévoles.

Ce mode de fonctionnement permet une gestion très agile des priorités. Comme le résume un militant, *"on s'organise en mode commando"* (E10). Chaque commission avance sur son sujet en autonomie, ce qui multiplie la capacité d'action du collectif plus largement.

Le choix stratégique d'un positionnement apartisan

Autre dénominateur commun des collectifs ou associations : le choix assumé de se positionner en dehors des partis politiques. S'ils nouent des alliances ponctuelles avec certain-e-s élu-e-s, nous le verrons plus en détail en deuxième partie, c'est toujours dans une logique transpartisane : *"On a toujours fait attention, surtout en période électorale, de ne pas s'engager politiquement, de faire abstraction des positions politiques des uns et des autres. C'est ce qui a fait la force de notre collectif."*

L'objectif est d'éviter d'être "catalogué" et de pouvoir s'adresser à tous les publics. C'est un facteur essentiel de crédibilité et d'efficacité. De plus, les personnes mobilisées n'ont pas envie d'être récupérées par des partis ou des mouvements politiques *"qui pourraient tirer la couverture vers eux et revendiquer la victoire"* (E9). Pour autant, ce positionnement apartisan n'est pas synonyme de "neutralité". Les collectifs assument des valeurs écologistes et de justice sociale, mais cherchent à les incarner de façon concrète et pragmatique, loin des postures idéologiques.

L'importance du soin et de prendre plaisir

La "victoire" dépend fortement de la résilience d'un groupe face à des stratégies de dissuasion, de décrédibilisation, et d'intimidation de la part des "adversaires", mais aussi face à l'épuisement militant. Ainsi, la question du "soin" (ou "care" en anglais) apporté aux relations humaines apparaît en effet comme un élément central dans la réussite des collectifs étudiés. Il s'agit de créer un cadre bienveillant, inclusif et épanouissant pour permettre l'engagement dans la durée de profils très divers. Cela passe par une grande attention portée aux émotions, aux besoins et au bien-être de chacun des membres.

"Les gens pouvaient être eux mêmes. C'est quelque chose qu'on a beaucoup travailler, c'est des dynamiques à mettre en place [...] Il y avait quatre piliers qui, pour moi, sont clés dans la lutte : se faire confiance,

mettre les égos de côté, mettre les a priori de côtés, et veillons les uns sur les autres.” (E22)

Concrètement, cela se traduit d'abord par un effort constant de convivialité. Un militant breton insiste sur ces temps "festifs mais pas que", avec "un litron de rouge, une bière" qui permettent de se retrouver dans un cadre informel et détendu. Ces moments sont essentiels pour tisser des liens en-dehors de l'activisme et désamorcer les tensions qui peuvent apparaître dans le feu de l'action. C'est un espace pour *"dire les choses tranquillement, repartir et passer à autre chose"* (E10) quand des désaccords émergent. Une autre militante insiste: *"Attention, il y a toujours du mangeage et du boivage. On est bien d'accord. C'était agréable. Il faut que ce soit une lutte joyeuse"* (E11).

Le soin passe aussi par une grande vigilance sur la répartition de la parole et la place de chacun. Il est question de créer les conditions pour que tous aient leur place et qu'il n'y ait pas "des leaders qui écrasent tout le monde" (E23). L'objectif est que chacun, quel que soit son niveau d'expérience militante, puisse s'exprimer et être entendu.

Plus largement, les collectifs mettent en place des espaces dédiés au partage des ressentis et à la régulation des relations. Adrien raconte qu'à La Roche-sur-Foron, ils organisaient régulièrement des temps pour "discuter de ce qui allait, ce qui n'allait pas, de ce qu'on vivait" et "réguler certaines tensions". L'enjeu est de ne pas laisser les non-dits ou les frustrations s'accumuler, au risque de démobiliser certains membres.

Toutes ces pratiques créent un climat de confiance et de bienveillance propice à l'engagement sur la durée. Ils permettent de prévenir l'épuisement militant et de gérer les inévitables conflits qui traversent tout collectif humain. C'est finalement un véritable travail de "maintenance" des relations qui se joue là, sans lequel aucune victoire politique ne serait possible.





« des fois les milieux militants, disons ça peut être un peu lourd, un peu dur dans l'interpersonnel, ça peut être âpre et du coup ça peut dégoûter. Et moi je trouve qu'on a réussi à pas tomber là dedans à garder cet air frais, on a plaisir à se retrouver on se fait des bonnes bouffes avec des bons produits et on parle aussi de choses sérieuses et on déconstruit peut-être un petit peu nos représentations » (E4).

C'est ce socle commun symbole de joie militante qui va permettre aux collectifs d'aller chercher plus largement du soutien.

V L'agrégation des oppositions pour former une coalition contestataire territoriale

Comprendre les luttes comme des luttes territoriales permet de comprendre les coalitions qui se forment, car les coalitions rassemblent des collectifs différemment affectés par le projet. Contrairement aux concepts d'espace ou de lieu, qui désignent des entités physiques, la notion de territoire se distingue par sa dimension construite socialement. Comme les impacts de ces projets d'aménagement sont matérielles sur le territoire, alors leurs conséquences se font ressentir directement par tous les acteurs qui les subiront. En outre, **il y a autant de raisons de s'opposer à un projet qu'il y a des conséquences néfastes.**

“On avait quand même cette volonté d'élargir un maximum les argumentaires parce qu'on se disait qu'il y a toujours un argument qui touchera quelqu'un plus qu'un autre” (E28).



Ça n'a pas été le même cheminement pour chacun. Moi, j'y suis rentrée surtout par rapport à l'irrespect de la population plus que les problèmes techniques. Vous verrez dans l'histoire qu'on nous a pris pour des gueux. (E11).

Ce qui a pu être défini comme le capital d'autochtonie, et qui se traduit ici par « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy, 2010, p.9), est une manière de comprendre comment certains individus et collectifs réussissent à mieux se structurer en coalition. Son utilisation dans le cadre des mobilisations environnementales s'avère pertinente pour aborder les réseaux relationnels individuels des militants locaux qui permettent la création du collectif local et la structuration de la **coalition contestataire**.

Ici, les coalitions contestataires peuvent être entendues comme des réseaux de mutualisation d'outils mobilisables dans la poursuite d'un objectif a priori commun. L'inter-organisation avec des associations existantes permet de mettre en réseau plusieurs acteurs de façon temporaire et avec cet objectif commun. *Garder le cap* de cet objectif permet de surpasser les éventuels freins internes ou externes tout en respectant l'autonomie de chacun des groupes. En fonction des oppositions agrégées aux projets, les outils mobilisables seront différents.

“Les organisations savent respectivement comment les autres travaillent, sur quoi on est bon, sur quoi on est moins bon, et on sait aussi quelles sont nos lignes rouges et nos cœurs de métier d'un point de vue politique. Et ça, je pense que c'est important pour le travail entre organisations, c'est-à-dire qu'on sait très bien quelles sont nos complémentarités et on sait aussi à quoi il faut faire attention et quelles sont, on va dire, les zones de compatibilité.” (E7)

D'ailleurs, la force principale de la mobilisation contre l'A45 repose justement sur la construction d'une coalition originale entre différentes composantes qui, traditionnellement, ne travaillent pas ensemble. Cette alliance s'est cristallisée autour de la "Coordination", instance qui rassemblait les différentes composantes de la lutte.

D'un côté, les associations environnementales historiques comme la Sauvegarde des Coteaux du Lyonnais (SCL) et la Sauvegarde des Coteaux du Jarez (SCJ), ancrées localement depuis des décennies et habituées au dialogue institutionnel, disposaient d'une forte légitimité auprès des élu-es. Ces associations avaient développé un savoir-faire dans la contestation légale et le plaidoyer institutionnel. Comme l'explique un militant : *“La SCL, c'était une institution, un organisme qui ne dérogeait jamais à ses principes”*.

De l'autre côté, l'Assemblée de Lutte de Saint-Étienne, créée en 2016, portait une approche plus autonome et radicale. Cette assemblée, composée principalement de militants non encartés dans des organisations traditionnelles, a permis d'élargir le

répertoire d'action et de renouveler les formes de contestation. Un militant souligne cette spécificité : *"Dans l'assemblée de lutte stéphanoise, j'ai l'impression qu'on était que des non-encartés ou des autonomes [...] il n'y avait pas d'orgas qui prennent le pas là-dessus"*.

Le collectif paysan constituait une troisième composante essentielle, apportant l'ancrage territorial et la légitimité d'acteurs directement impactés (1000 hectares menacés). Sa composition reflétait une évolution importante du monde agricole local : beaucoup d'exploitants s'étaient tournés vers les circuits courts et l'agriculture biologique. Comme l'explique un agriculteur : *"La moitié des paysans du plateau morontais aujourd'hui font de la vente directe [...] donc c'est des gens qui sont déjà beaucoup moins aux ordres de la FNSEA"*.

Un quatrième pilier était constitué par les naturalistes et scientifiques qui ont apporté une expertise technique cruciale. Ils ont notamment produit un inventaire détaillé de la biodiversité menacée, matérialisé dans une fresque de 5 mètres présentant la faune et la flore du tracé. Cette expertise scientifique a joué un rôle central dans la légitimation des arguments environnementaux.

La coordination entre ces différentes composantes n'allait pas de soi. Elle a nécessité un travail constant de mise en lien et de respect mutuel des différentes approches. Un des aspects remarquables de cette lutte est justement cette capacité à maintenir l'unité malgré les divergences tactiques : *"Il y a vraiment eu une bienveillance de tous les acteurs de la lutte envers tous les autres [...] Il y a toujours eu une volonté du plus grand nombre de faire en sorte que même quand il y a eu un problème, le problème n'a pas été diviseur"*.

Ce travail constant de mise en lien et de respect mutuel des différentes approches, permet de poser les bases d'un travail collectif, dont la première pierre est souvent l'expertise.



B. Des collectifs ad hoc spécialisés : construire l'expertise technique

I. Produire

Comme il y a systématiquement une invisibilisation, une désinformation ou une minimisation du projet et de ses impacts, une compréhension technique du projet est le premier axe de travail pour les collectifs et associations. C'est la phase la plus technique et qui requiert le plus de temps selon les collectifs.

« l'une des choses qui font que la lutte a été difficile, de mon point de vue, c'est qu'on est parti-e-s sans rien connaître de ce qu'on pouvait faire pour lutter. Rien. On ne connaissait pas le code minier. On ne savait pas ce qu'était une enquête publique. On a vraiment réinventé l'eau froide pendant les deux, trois premières années » (E38).

Des sujets techniques, problématisés au territoire

Dans toutes les victoires étudiées, un travail méticuleux de construction d'un argumentaire est réalisé dans le but de prouver le caractère "non essentiel" d'un projet. Face aux postures des institutions étatiques qui se veulent "impartiales", cet argumentaire des opposant-e-s se construit de la manière la plus *systémique possible*, c'est à dire en prenant en compte tous les éléments environnementaux (sols, eaux,...), sociaux (emplois dégradés), économiques (faibles retombées, endettement...), ou politiques (devoir de cohérence des élu.es) [voir Annexe 3].

Dans la lutte contre les bassines de la Clusaz, les militant.es se rendent rapidement compte que ce n'est pas juste la question d'une bassine qui est en jeu, mais bien toute une dynamique territoriale autour du tourisme :

*"[Les bassines] c'était pour faire de la neige artificielle, mais derrière l'histoire de la neige artificielle il y a encore quelque chose qui se cache c'est l'histoire des promoteurs immobiliers. Mais il faut leur garantir la neige donc pour leur garantir la neige il faut fabriquer la neige puisque avec le changement climatique on n'est pas sûr d'en avoir toujours. C'est un peu ce **grand cercle vicieux** : il faut faire des bassines pour produire de la neige pour satisfaire les promoteurs immobiliers et les clients qui vont acheter leurs promotions [...] Rapidement on a réalisé que c'est tout le territoire qui allait être impacté" (E19).*



Souvent, les détails d'un projet sont volontairement cachés par les porteurs, et les conséquences écologiques et socio-économiques sous-estimées.

“Un projet qui impacte l'environnement, ça nous concerne tous et toutes, donc on est censé avoir les infos. Tout ce que vous ne donnez pas c'est des infos cachées, et ça montre que vous avez des choses à cacher” (E37).

Dans la lutte contre le méthaniseur de Corcoué, l'acquisition d'une expertise technique pointue a joué un rôle décisif. Face à un projet présenté de manière parcellaire et technique, les opposant-e-s ont dû construire un savoir autonome leur permettant de déconstruire les arguments des promoteurs. Au départ, le collectif fait face à des notions techniques complexes qu'il faut s'approprier. Le cas du digestat, sous-produit de la méthanisation, illustre parfaitement ce processus d'apprentissage collectif. Comme l'explique une militante :

*“On ignorait ce qu'était le digestat. Le digestat, c'est ce qui est produit, c'est-à-dire que, quand je parlais des 680 000 tonnes, c'est tous les intrants. Alors, les intrants, c'est les fumiers, les lisiers, plus les cives qui sont cultivées exprès pour mettre dans le méthaniseur. Et les agriculteurs ne peuvent pas en mettre plus de 25%. Les intrants, c'est les fumiers, les lisiers, plus les cives qui sont cultivées exprès pour mettre dans le méthaniseur [...] **De tout ce volume, il y en a 10% qui sont transformés en méthane et il en reste 90%. Et de ces 90%, il y en a 10% qui sont solides, donc on appelle ça du digestat solide, et puis 80% en digestat liquide.** »*

Cette compréhension technique n'est qu'une première étape. Le collectif développe ensuite une analyse des impacts concrets de **ce digestat** : **“ces digestats tuent les vers de terre, tuent les abeilles et ne rendent pas du tout ce service au sol, donc aux agriculteurs comme c'est présenté.”** Cette progression de la compréhension technique vers l'analyse des impacts concrets caractérise la démarche du collectif.

Pour faire face à la complexité du dossier, le collectif met en place une organisation rigoureuse du travail d'expertise, pensée pour valoriser les compétences de chacun-e tout en maintenant une cohérence d'ensemble. Cette division du travail permet d'approfondir chaque aspect tout en construisant une vision systémique. Car c'est bien là l'enjeu : ne pas se contenter d'une expertise pointue sur un aspect particulier mais montrer comment le projet, dans sa globalité, pose problème. Comme l'explique un militant : *« On a découvert qu'en plus de cette usine, l'usine existante et l'extension qu'ils voulaient faire, au beau milieu du projet, il y a une aire de captage d'eau potable prioritaire qui alimente une partie de la ville » (E11).*

Cette montée en compétences s'appuie largement sur des liens étroits avec le monde scientifique et naturaliste. En Guyane, le collectif 'Or de Question' à travaillé

avec l'association Systext, qui regroupe des professionnels en activité sur la question des systèmes extractifs. Cette association a notamment aidé à l'élaboration d'argumentaires scientifiquement concernant les impacts sanitaires et environnementaux, et a participé à la production de contre-expertises. Le Collectif National Vigilance Méthanisation (CNVM), qui regroupe une trentaine de scientifiques, joue un rôle particulièrement important dans la lutte à Corcoué. Le déclic initial de la mobilisation est venu d'une conférence au Sénat organisée par le CVNM, dont les documents ont été partagés aux habitants par une lanceuse d'alerte locale. Cette intervention scientifique a permis aux citoyens de prendre conscience de "l'énormité du projet" et de ses implications réelles, au-delà du discours promotionnel des porteurs du projet.

L'intervention du chercheur Daniel Châtaignier, figure de proue du collectif scientifique national sur la méthanisation (CNSM), constitue un moment charnière dans la lutte. Lors d'une conférence organisée à Corcoué pendant l'hiver 2022-2023, dans une salle "bondée", il a fourni aux agriculteurs leur "seul moment de véritable information" sur le projet. Son approche pédagogique et non-conflictuelle, proposant même de travailler avec les agriculteurs sur des projets alternatifs, a permis d'ouvrir un dialogue constructif. La salle était comble, avec des participants jusque dehors, témoignant de l'intérêt suscité par cette expertise scientifique indépendante.

La décision finale du préfet, conduisant à l'abandon du projet en janvier 2024, s'est appuyée en partie sur l'impossibilité pour les porteurs du projet de répondre aux questions techniques soulevées par les habitant.es, notamment lors de l'enquête publique. Ces exemples illustrent non seulement l'importance des "passeurs" entre le monde scientifique et militant, mais aussi la spécialisation des militant.es et l'appropriation des connaissances scientifiques qui dépassent celles des porteurs de projets.

La reprise des savoirs

“On était très nombreux à se sentir dépossédés du vivant qui nous entoure. Et là, on redonnait une place à tous les citoyens. Ils avaient des clés de compréhension pour pouvoir méditer. Le fait qu'on redonne accès à des connaissances qui étaient réservées à des professionnel-le-s. Ça, je pense que c'était hyper important.” (E8)

La montée en compétences va bien au-delà d'une délégation du travail d'expertise aux scientifiques. Le collectif s'approprie ces savoirs, les traduit en arguments compréhensibles, les met en relation avec la réalité locale. Un véritable dialogue s'instaure entre savoirs scientifiques et connaissances de terrain. La construction de l'argumentaire demande donc une montée en compétence et une accumulation

technique qui « empuissante » les collectifs et habitant-e-s, mais qui est mise en difficulté par le peu d'informations disponibles sur les projets généralement.

La lutte contre la méga-scierie de Lannemezan révèle comment l'articulation de différents savoirs contribue à légitimer et renforcer un mouvement d'opposition environnementale. Premièrement, le collectif "Touche pas à ma forêt" s'est construit sur une base d'expertise technique plurielle, associant des savoirs professionnels complémentaires. Cette expertise initiale s'est structurée autour de "quatre parties" distinctes mais interconnectées : "une partie politique" analysant les relations entre acteurs institutionnels, "une partie filière bois" portée par "un forestier de l'ONF" capable d'explicitier les enjeux techniques, une expertise naturaliste sur "les vieilles forêts", et une analyse sociale des enjeux d'emploi. Cette hybridation des savoirs experts a permis de construire un "argumentaire" solide pour contester les chiffres du projet : *« eux ils jouaient sur la quantité de bois en sortie d'usine [...] mais nous, ce qui nous inquiétait, c'est combien d'arbres ils allaient couper »*.

Ensuite, le collectif a développé une stratégie originale de diffusion et de partage des savoirs à travers des "marches pédagogiques". Ces marches constituaient des dispositifs innovants de transmission, associant "des ateliers sensoriels", "des spécialistes des champignons", "des spécialistes sur les vieilles forêts" et "des forestiers qui nous expliquaient comment on exploitait la forêt". Comme l'explique une habitante, l'objectif était de "remettre des connaissances forestières dans l'espace public" et de "redonner une place aux citoyens" face à des savoirs souvent "réservés à des professionnels". Cette démocratisation des connaissances forestières visait à renforcer la capacité d'action citoyenne : "on donnait des clés de compréhension pour pouvoir méditer ».

Dernièrement, le collectif a mis en place un processus d'auto-formation continue à travers "un travail de fond" d'éducation populaire. Les militants ont ainsi développé des "formations entre nous" sur "la forêt" et "la politique", mais aussi sur des enjeux organisationnels comme "les limites et les dominations" au sein du collectif. Ce processus réflexif a notamment permis de dépasser les clivages initiaux entre "travailleurs du bois" et partisans de la "libre évolution" des forêts. Comme l'illustre une militante à travers l'exemple d'un exercice sur "le premier souvenir en lien avec la forêt", ces temps d'échange ont permis de "ressouder" le groupe en révélant la complexité des rapports individuels à la forêt, au-delà des positions militantes.

Cette triple mobilisation des savoirs - expertise technique, diffusion pédagogique et auto-formation collective - a contribué de manière décisive à la reconnaissance du collectif comme « interlocuteur légitime ». **En ce sens, la montée en compétences n'est pas qu'un outil dans la lutte : elle est aussi une victoire en soi, qui transforme durablement les capacités d'action collective des habitants.**



Au-delà du cas de Lannemezan, elle est quasi toujours observable, quoique avec une diversité de méthodologies, dans les 42 cas de victoires étudiés.



II. Traduire

Suite à la construction d'une expertise technique approfondie, souvent grâce à l'appui d'organisations spécialisées comme des collectifs naturalistes ou des organisations scientifiques, l'enjeu est de comprendre comment un collectif réussit à traduire les informations techniques complexes en arguments compréhensibles et mobilisateurs.

La mobilisation contre le projet mine d'or en Guyane en est l'exemple le plus parlant. Le projet, porté par un consortium russo-canadien (Nordgold-Columbus Gold), visait à créer la plus grande mine d'or de France : une fosse à ciel ouvert de 2,5 km de long, 400m de large et 300m de profondeur, située entre deux réserves biologiques intégrales de Guyane. Cette traduction s'est opérée à plusieurs niveaux :

D'abord, l'expertise technique a permis de déconstruire les chiffres avancés par l'entreprise minière, notamment sur la consommation d'eau (470 000 litres/heure) ou l'utilisation de produits toxiques (10 tonnes de cyanure/jour). En effet, l'exploitation industrielle d'or primaire nécessite la construction des fosses à ciel ouvert où « *chaque jour c'est des centaines, des dizaines de tonnes, des milliers de tonnes même qui sont dynamités [...] Et cet or, pour retrouver cet or qui se trouve dans cette roche, on va utiliser du cyanure et un procédé électrique, électrostatique* ».

La question de la déforestation, initialement centrale dans les critiques environnementales, a dû être re-contextualisée. Comme l'explique un militant : « *1800 hectares de forêt primaire [...] vis-à-vis de l'hexagone ça pouvait paraître très important, mais sur [...] 8 millions d'hectares, 1800, c'est*



Tract du collectif Or de Question contre le projet de "Montagne d'Or" en Guyane

peanuts ». Dans un territoire recouvert à 96% de forêt, cet argument ne suffisait pas. Le collectif a donc réorienté son discours vers « *l'aspect sanitaire et l'aspect aussi profitation* ».

L'infographie synthétisant les impacts du projet est présentée comme un tournant : « *C'est tellement complexe un dossier comme ça [...] qu'on a décidé de faire cette infographie [...] en une page on arrive à connaître toutes les absurdités du projet* ». Cette infographie a été largement diffusée et traduite, permettant à "chacun de voir midi à sa porte" selon ses préoccupations (impacts environnementaux, retombées économiques, etc.)

L'efficacité de cette traduction s'est manifestée dans l'évolution de l'opinion publique. Au début du projet, seuls « *3-4% d'opinions* » étaient favorables au collectif. Après le débat public, « *75% des gens considéraient que le projet Montagne d'Or était dangereux et 69% étaient opposés* ». Cette évolution s'explique notamment par la capacité du collectif à adapter son discours aux préoccupations locales. Par exemple, plutôt que d'insister sur la déforestation, le collectif a mis en avant les risques sanitaires du cyanure, débunkant au passage l'argument de la multinationale qui comparait le cyanure industriel à celui naturellement présent dans le manioc local.

Cette traduction réussie des enjeux techniques en problématiques locales compréhensibles s'est appuyée sur la diversité du collectif. Les 36 organisations membres, allant des associations environnementales aux syndicats en passant par les organisations amérindiennes, ont permis ensuite de diversifier les registres de communication et de toucher différents publics: « *On était des amateurs, avec des bouts de ficelle et eux qui étaient quand même des scientifiques [...] on était un petit peu surpris* » [par l'efficacité de cette approche multi-acteurs].

III. Diffuser

De l'expertise technique à la culture locale

Les stratégies de communication déployées dans une lutte environnementale varient considérablement selon les moyens. Si l'association parvient à lever suffisamment de fonds pour financer la lutte, les deux priorités sont souvent le juridique (porter un recours) et la communication (embaucher une personne chargée d'alimenter les réseaux, impressions pour des tracts ou banderoles...).



La diffusion d'une expertise technique construite passe par plusieurs canaux complémentaires qui permettent d'atteindre différents publics et de renforcer la légitimité du mouvement. Premièrement, le tractage massif permet une première sensibilisation large. Dans le cas de la lutte contre Vélodrome Arena, les militant.es ont distribué "17 000 tracts en 15 jours", avec une stratégie très organisée : « 12 000 tracts dans les boîtes aux lettres des huit communes avoisinantes » et « 5 000 tracts dans les grandes gares ». Cette mécanique du tractage est minutieusement organisée, et s'appuie sur des outils numériques (Telegram pour la coordination des bénévoles, WhatsApp pour la coordination interne, Framasoft pour les tableaux logistiques), et des partis politiques comme la France Insoumise qui « ont des gros réseaux ». Tout de même délibérément apolitique, les formations politiques peuvent agir mais sans afficher leurs étiquettes, préservant ainsi la transversalité du mouvement.

Un autre exemple de diffusion original est l'utilisation des "Barthes" comme symbole de lutte. Les Barthes sont en fait des prairies humides typiques le long de l'Adour, constituant un écosystème spécifique. Les militants ont habilement joué sur l'homophonie avec "Bart" Simpson pour créer une identité visuelle forte et accessible : « On a utilisé Bart Simpson à chaque fois sur les affiches ou sur les banderoles ». Ce choix permet de rendre visible un enjeu écologique complexe à travers un personnage populaire reconnaissable. Le tout permet d'acquérir un « capital sympathie » de la part des riverain.es, et de rendre les sujets plus attractifs. Cette identité visuelle se décline ensuite sur différents supports : affiches, banderoles, mais aussi autocollants vendus à prix libre lors des événements. Ces autocollants, pensés pour être apposés sur les voitures, « donnent l'impression que la bataille, elle est partout ».



IV. Détrôner Goliath

Si les grands projets d'aménagement sont souvent perçus comme portés par des acteurs économiques puissants aux moyens considérables, l'analyse des luttes de notre échantillon environnementales récentes révèle une réalité plus nuancée : celle de porteurs de **projets négligents, peu préparés, voire opportunistes, dont la faiblesse constitue un facteur facilitant la victoire des opposants. Or, c'est**

justement l'expertise accumulée précédemment qui permet de révéler la négligence de certains dossiers.

Le premier élément frappant est la faiblesse technique des dossiers présentés.

*“Il y a aussi le facteur chance. On avait obtenu une réunion avec les porteurs du projet. Et la mairie nous avait prêté une salle. Donc, c'était la première fois qu'on les rencontrait. Et ils ont été tellement lamentables que, dès la première rencontre avec eux, on a marqué plein de points. Ils n'avaient pas apporté le matériel. Ils n'avaient pas la rallonge ! Ils ont sorti des bêtises. **Ils nous prenaient pour des margoulins. Mais dès la première rencontre, ils se sont un peu sabordés.** En fait, on s'est aperçus que leur projet n'était pas abouti, en fait. Ce qu'ils nous disaient, n'était pas toujours très cohérent.”* (E11).

Cette faiblesse technique s'explique notamment par une logique opportuniste : les porteurs de projets semblent davantage motivés par la captation de financements publics que par la viabilité réelle de leurs projets. *“La Française Énergie, elle ne cherche pas du gaz, elle cherche de l'argent [...] la chose à retenir, c'est qu'on est sur des sociétés qu'on appelle junior extractives, donc privées, dont le but n'est pas de générer du gain par l'exploitation d'une ressource, mais vraiment d'obtenir des financements privés et publics. D'où l'entrée en bourse sur la bourse Euronext en 2015, une activité qui est essentiellement tournée vers l'obtention de subventions privées et publiques, notamment du conseil régional, du conseil départemental. Donc la boîte, elle fonctionne et elle fonctionne très bien sans rien produire par le réinvestissement ou le placement de cet argent. Et même l'objectif de la boîte, c'est aussi de creuser le moins possible pour ne pas dépenser l'argent sur des puits qui ne vont rien donner”* (E38). Cette stratégie du "test" consiste à multiplier les tentatives sur différents territoires en espérant qu'une d'entre elles aboutira. Cette précipitation conduit à des dossiers bâclés, remplis d'incohérences que les opposants n'ont aucun mal à mettre en évidence une fois avoir décortiqué les sujets techniques.

Le cas du limousin contre la méga-scierie de l'usine de pellets est particulièrement révélateur de cette impréparation. Le porteur de projet propose une production de *« 200 000 tonnes par an, ce qui correspond à peu près à l'ensemble de ce que produit la filière bois en Limousin en une année »* (E37). Cette disproportion manifeste s'accompagne d'incohérences techniques : *« il y avait un prototype qui avait été mis en place dans je ne sais pas quel autre pays, qui ne marchait pas du tout, qui avait explosé »*. Le dossier repose sur des promesses commerciales non vérifiées, le porteur affirmant avoir des contrats qui n'étaient en réalité pas signés.

Si cette faiblesse des porteurs de projets peut sembler rassurante, elle ne doit pas conduire à sous-estimer la nécessité de la mobilisation. En effet, c'est précisément la constitution d'une opposition structurée et argumentée qui permet de mettre en lumière ces faiblesses et d'obtenir l'abandon des projets. Sans cette mobilisation, ces projets mal ficelés auraient pu voir le jour malgré tout, avec des conséquences environnementales désastreuses.

Par ailleurs, cette fragilité des porteurs de projets ne doit pas masquer la puissance des soutiens institutionnels dont ils bénéficient souvent, notamment de la part des élu-es locaux et des préfetures, en plus de leurs moyens financiers (dans notre base de données, la moyenne du budget d'un projet abandonné est de 540 millions d'euros). Comme le résume un préfet cité par un des militants : « *'Ce projet c'est une bêtise et juridiquement vous aurez raison, mais moi politiquement je ne peux pas ne pas l'autoriser'. [...] Donc voilà ce sont des postures d'Etat* ». La victoire nécessite donc de cartographier des allié-es potentiel-les, même face à des projets défailants.

Cette analyse invite finalement à repenser la figure du « Goliath ». Elle suggère que **l'enjeu n'est peut-être pas tant de s'opposer à "un Goliath" que de déconstruire un modèle de développement territorial porté collectivement** par tout un écosystème d'acteurs (élu.es locaux, services de l'Etat, investisseurs...). La faiblesse des porteurs de projets ne doit donc pas conduire à relâcher la vigilance : elle invite au contraire à déplacer le regard vers les mécanismes plus systémiques qui permettent à des projets mal ficelés d'obtenir des soutiens institutionnels. Il s'agira dès lors de mobiliser habilement un panel de moyens larges.



partie 2 : Synchroniser des tactiques de lutte selon la géométrie des ressources mobilisables

Suite à la construction d'un argumentaire rigoureux clair, multi-dimensionnel et documenté, un rapport de force s'établit avec le porteur de projet. Les projets les plus "facilement" contestables sont souvent ceux qui sont surdimensionnés par rapport aux besoins, reposent sur des modèles économiques fragiles et ont des impacts environnementaux disproportionnés.

Une mobilisation environnementale peut être étudiée sous l'angle des "ressources" qu'elle manie (McCarthy, 1977). D'après cette théorie, la capacité des militant·es à utiliser différents types de "ressources" (matérielles, humaines, socio-organisationnelles, culturelles et morales) est déterminante pour la victoire. Les **ressources mobilisables** sont extrêmement variables entre chaque collectif ou association. **Elles dépendent, entre autres, de la typologie géographique du territoire** (péri-urbain, naturelle, agricole), **le capital du collectif ou de l'association en lutte** (social, politique, technique, économique, patrimonial), et le **contexte politique** local et national (implication ou non des élu·es, facilité de mobilisation...).

En Bretagne, par exemple, les collectifs citoyens qui luttent contre l'implantation et l'extension des élevages industriels porcins se **heurtent à un verrouillage politique uni**, largement expliqué par l'emprise tentaculaire de la FNSEA dans les décisions politiques agricoles dans la région : « *En Bretagne, et surtout dans le Morbihan, on a affaire à des blocs très soudés. Donc on a eu très peu de prise sur la partie élu·e-s au niveau du conseil municipal, c'était tout bouclé. Il y avait de la famille du porteur de projet au sein du conseil municipal, donc là on savait que ça ne bougerait pas et ça n'a pas bougé, la députée de la circonscription, pareil, elle n'a pas bougé du tout. On a affaire en Bretagne à un gros bloc, qui est le bloc de l'agriculture intensive avec dans la partie les banques, le crédit agricole, les élu·e-s, la FDSEA etc et le moindre écart d'une personne va lui coûter très cher* » (E26).

Ailleurs dans les Alpes, les personnes qui s'affichent publiquement contre les bassines d'eau sont sanctionnées socialement; il est donc plus difficile de massifier la mobilisation au niveau local. Comme l'explique une militante de la Clusaz, quand un moniteur de ski s'est prononcé contre dans l'enquête publique et s'est fait mettre 'en bas du tableau des moniteurs': "S'il y en a qui s'aventurent et bien on leur faisait comprendre que ça pouvait avoir des répercussions, sur leurs biens, sur leur permis de construire, sur leur emploi saisonnier, il y a tout un système de pression, qui se met en place, qui était mis en place déjà depuis des années mais là c'était vraiment

flagrant. [...] Quand on habite dans un village comme celui-là, c'est quand même pas simple. Les gens osent plus parler avec vous parce que sinon ils sont assimilés comme étant des gens qui sont contre la bassine". (E19) C'est en partie une des raisons pour lesquelles il y avait un intérêt pour le collectif à coordonner une action avec les Soulèvements de la Terre (SLT); nous y reviendrons plus tard.

Chaque collectif ou association mobilise donc différemment selon ses spécificités et celles du territoire. Dans cette perspective, l'étude de la diversité des tactiques employées par les mouvements sociaux peut être analysée sous l'angle des différentes **ressources mobilisables**. Ce concept, "diversité des tactiques", fait référence à l'utilisation d'une variété de méthodes et d'approches par les militant.es pour atteindre leurs objectifs. L'idée sous-jacente est que différentes stratégies peuvent être efficaces dans différents contextes et que la combinaison de plusieurs tactiques peut augmenter les chances de succès d'un mouvement. En offrant différents niveaux d'engagement possibles, des actions légales aux actions plus confrontationnelles, elle permet à chacun de trouver sa place selon ses capacités, ses contraintes et ses aspirations.

Cependant, la littérature s'est peu penchée sur la question de l'orchestration de ces tactiques entre elles : comment s'articulent-elles dans le temps ? Comment leur utilisation par différents acteurs et actrices s'agence-t-elle ? C'est ce que nous proposons d'explorer à travers le concept de **synchronisation (du grec *sun*, «ensemble» et *khrónos*, «temps»)**. À noter que nous ne parlons pas de "coordination" ou de "stratégisation concertée" de ces tactiques par les collectifs. Il y a des circonstances que nous ne pouvons prévoir, toutes les actions ne se déroulent pas comme prévu, et la "stratégisation concertée" de toutes ces tactiques parmi une *nébuleuse* n'est pas toujours observée dans les collectifs étudiés, car n'étant souvent ni faisable ni souhaitable. **L'intérêt est simplement de souligner que ces tactiques sont interdépendantes, dynamiques, et ajustées en fonction des besoins.** La synchronisation rend visible l'idée de **confluence des tactiques** : chaque action de chaque personne s'agence dans le temps et se réunit autour d'un objectif commun.

La synchronisation permet de voir que ces tactiques employées par une hétérogénéité de personnes ont des liens stratégiques en fonction du temps. Nous proposons de nous pencher sur ce concept en analysant premièrement comment les différentes tactiques sont utilisées dans le **temps (A)**, et comment elles sont utilisées **par divers acteurs et actrices (B)**. Nous y verrons un processus dynamique permettant d'amplifier la résonance et les effets des différentes formes d'action pour la lutte **(C)**.

A. Maîtriser le temps de la lutte : politisation des enjeux et construction d'un récit local

Cette synchronisation commence par une compréhension fine du tempo des luttes. Chaque registre d'action a son propre rythme : le temps long des recours juridiques dialogue avec l'immédiateté des actions directes, la construction d'argumentaires techniques s'articule avec le rythme soutenu de la communication médiatique. L'enjeu est que ces temporalités différentes se renforcent mutuellement. En effet, une lutte n'est pas linéaire, elle est "multidirectionnelle".

Dans cette partie, nous verrons comment **la politisation par l'action dans un calendrier de lutte permet de passer d'une contestation ponctuelle à une remise en cause plus profonde des logiques d'aménagement, en construisant pas à pas une autre vision du territoire et de son usage.**

Une des questions principales qui se posent lors d'une lutte locale est le calendrier d'aménagement, et notamment le début de travaux : une fois artificialisé ou anthropisé, un espace naturel ou agricole ne se récupère plus. Plus largement, la question de la temporalité est omniprésente dans les mouvements sociaux : les militant.es parlent de "changement", "nouvelle ère" ou même de "postcolonialisme" et de "post-croissance".

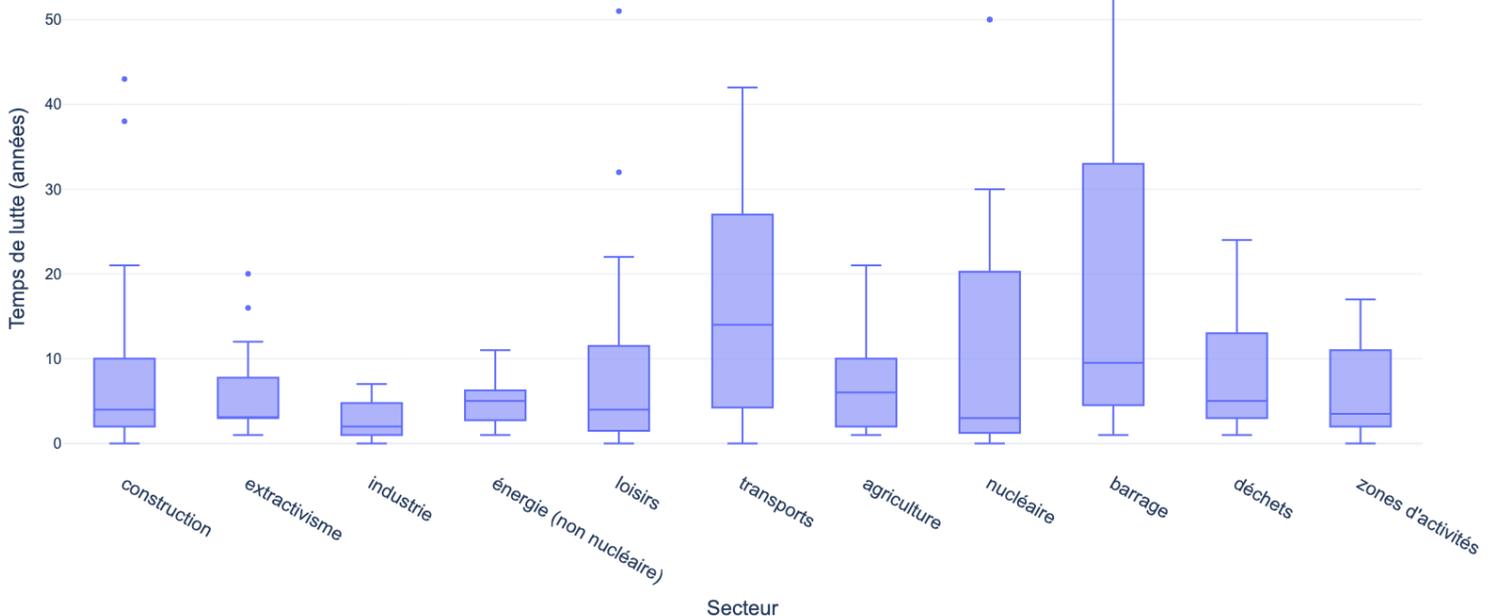
Le temps d'un conflit d'aménagement invite donc à se projeter dans des temporalités plus longues. D'un côté, cette distance peut produire des difficultés internes, de la frustration, des démarches chronophages, de la fatigue, du manque de reconnaissance. En plus, en dépendant des moyens du porteur et du type de projet (un projet minier en Guyane porté par une multinationale par exemple), "l'adversaire" peut se permettre quelques temps de relâche pour voir si la contestation s'essouffle.

*"Et l'autre chose qui me semble hyper essentielle, c'est qu'il y a forcément dans le groupe un moment où il va y avoir, comme dans un couple, une partie qui va être démotivée, une partie qui ne va plus y croire, qui va un peu baisser les bras. Parce qu'à ce moment-là, il y en a un autre qui peut dire « Allez, hop, c'est bon ! » et qui prend le relais pendant que certains « se reposent » et qu'il y ait ce jeu des deux jambes. **Quand l'une est fatiguée, c'est l'autre qui prend le relais**" (E38).*

À l'inverse, le temps peut aussi jouer en faveur des collectifs. Les mobilisations initiées de manière *préventive* (via des fuites par exemple) impliquent généralement un meilleur accès à l'information, et donc une capacité de réaction plus rapide. De plus, il est sans doute plus facile d'arrêter un projet pendant la phase de

contractualisation car moins de ressources ont été investies (ce qui réduit les coûts d'annulation pour les entités étatiques et privées), et un délai plus long est disponible pour négocier des alternatives. Étendre le temps de la lutte et ralentir le début des travaux permet aussi de faire évoluer les mentalités et agréger les oppositions pour faire basculer le rapport de force, notamment à travers la jurisprudence. Dans le cas d'un porteur privé et surtout une multinationale, rallonger le temps de la lutte pour démontrer la non-viabilité de retombées financières immédiates est particulièrement intéressante.

Graphique boîte à moustaches : Distribution du temps de la lutte par secteur jusqu'à la victoire (1972-2024)



Ce graphique présente la distribution des temps de lutte (en années) selon différents secteurs d'activité. Il s'agit d'un diagramme en "boîte à moustaches" qui montre la distribution statistique des durées de lutte pour chaque secteur. Les boîtes représentent les quartiles, la ligne horizontale au milieu est la médiane. Les points isolés représentent les valeurs extrêmes. On peut noter que les secteurs des



barrages, du transport et du nucléaire présentent des durées de lutte relativement longues et variables. Les secteurs de l'industrie et de l'énergie (non nucléaire) montrent des durées de lutte plus courtes et plus homogènes.

Si la médiane sur la temporalité 2014 - 2024 est de 3 ans, **la moyenne du temps d'une lutte "victorieuse" est de 7 ans.**

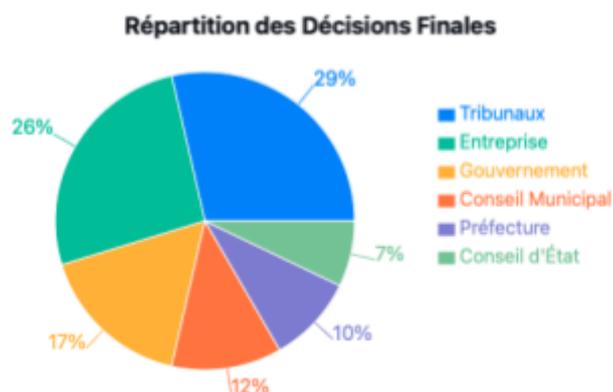


répertoire d'action

Mais avant, qui annonce l'abandon ?

Savoir qui annonce l'abandon du projet permet aussi de visualiser quelles actions permettent d'influencer sur les instances décisionnelles. Ce graphique montre qui a pris la décision finale mettant un terme aux projets contestés.

Les **tribunaux** sont les principaux décisionnaires finaux, représentant 29% des cas. Cela indique une forte judiciarisation des conflits, où les désaccords sont résolus par voie légale. Il est intéressant de noter que **la majorité des annonces de l'abandon du projet sont situées au niveau local** (tribunaux, conseils municipaux, ou préfectures). En effet, Fabrizio Maccaglia et Marie Morelles (2013) avaient montré que les décisions rendues par les tribunaux dépendent du contexte territorial et des rapports de force locaux.



Les **entreprises** arrivent en deuxième position avec 26%. Cela suggère qu'un nombre significatif de projets sont abandonnés par les entreprises elles-mêmes, potentiellement en raison de pressions juridiques (abandon avant le verdict), de difficultés économiques ou d'obstacles rencontrés.

Nous pouvons donc suivre la conclusion faite par Juliette Piketty et Gaëlle Ronsin (2024) que *“ces luttes sont souvent restreintes à des rapports de force locaux entre les élu.es et les associations”*.

I. Une utilisation quasi unanime des recours juridiques

Le recours juridique est utilisé dans 80% des cas, faisant de cet « outil » une véritable arme des luttes locales. Ce chiffre doit bien sûr être relativisé dans le cadre de notre étude : nous avons défini la victoire d'une lutte locale comme l'abandon d'un projet et c'est *in fine* le juridico-administratif qui détermine si oui ou non un projet se réalise. Nous n'avons pas pris en compte d'autres types de victoires, comme des victoires politiques (l'établissement d'un rapport de force), des victoires territoriales (l'acquisition de terrains) ou même des “défaites victorieuses” (une

“défaite” mais qui n’en est pas une puisqu’elle fait naître d’autres liens qui n’existaient pas avant, d’autres mobilisations...). **Toujours est-il que l’utilisation du droit est quasi unanime dans ces mobilisations.** France Nature Environnement (FNE) est par exemple l’organisation régionale “extérieure” la plus citée dans nos entretiens, grâce à leur soutien des stratégies juridiques. Les antennes régionales de cette association sont particulièrement représentées, preuve de l’importance d’un ancrage territorial et local pour “co-porter” une lutte. D’autres associations comme la LPO ou Eaux et Rivières de Bretagne, sont également citées à deux reprises. Comme l’explique un militant de Rosny, le dépôt d’un recours juridique ne vise pas tant la victoire immédiate que la possibilité de “gagner du temps”.

Tout d’abord, le droit permet de gagner du temps précieux face à des projets d’aménagement controversés. La lutte contre l’extension du centre commercial Rosny 2 illustre particulièrement l’importance de la temporalité juridique. Face à un projet de 58 000 m² porté par Unibail-Rodamco (ambition du porteur de “construire le plus grand centre commercial de France”), le collectif d’opposant.es s’est d’abord trouvé dans l’urgence. Comme le raconte un militant : *“On a découvert quasiment par hasard l’existence [du projet]. Il restait 10 jours ou 15 jours avant la fin de l’enquête publique. Il n’y avait évidemment aucun dépôt d’avis dans le registre parce qu’aucun habitant n’était au courant.”* [...] *Il faut aller en justice pour bloquer et déposer un recours, c’est la clé de la suite parce que **sinon ça se déroule dans des temporalités tellement rapides que le projet se fait avant que vous ayez eu le temps de respirer***” (E16). Les procédures juridiques permettent ainsi de ralentir considérablement l’avancement des projets et d’ouvrir une fenêtre temporelle pour organiser la mobilisation citoyenne.

L’accès à la scène juridique requiert aussi des connaissances spécifiques, et en particulier procédurales, ainsi qu’une “culture” du droit (Clémence Hamot, 2024). **Le volet juridique nécessite parfois une étroite collaboration avec des juristes ou associations spécialisés.** Dans le cas de Rosny 2, le collectif a pu s’appuyer sur le MNLE 93 et Notre Affaire à Tous car *“pour avoir du poids devant un juge, il faut avoir un acteur qui a un agrément qui officiellement peut attaquer sur ce type de projet”* (E16). Sans ces acteurs agréés, les recours sont souvent rejetés pour des questions de recevabilité.

Pour autant, grâce à la montée en compétences techniques qui caractérise l’expertise accumulée par les militant.e-s, le travail de fond réalisé par le collectif en amont est déterminant et facilite grandement le travail de l’avocat. **L’expertise technique et l’analyse minutieuse des dossiers sont principalement réalisées par les militant.es, l’avocat n’ayant plus qu’à “traduire” ces éléments en langage juridique.** Ce sont donc principalement les collectifs et associations locales qui font le travail d’analyse technique préalable, identifient les failles dans les

dossiers, rassemblent les preuves nécessaires, et apportent leurs connaissances du territoire et des enjeux locaux.

Ainsi, contrairement à une idée reçue, le succès juridique ne repose pas que sur l'avocat-e mais sur le travail préalable minutieux réalisé par les collectifs qui lui "mâchent" en quelque sorte le travail. L'avocat-e apporte certes son expertise juridique indispensable, mais son rôle consiste à mettre en forme et à traduire dans le langage du droit un travail d'analyse déjà largement réalisé par les militant-e-s.

Pourtant, l'accessibilité à la scène juridique reste inégale (Clémence Hamot): au-delà des connaissances juridiques, les coûts financiers représentent un enjeu majeur. Si un recours coûte entre 3000-5000 euros, les frais d'avocat peuvent être encore plus conséquents - plus de 100 000 euros sur 17 ans de lutte dans le cas du centre commercial Val Tolosa. Les collectifs doivent donc développer des stratégies de financement participatif et s'appuyer sur des avocat.es militant.es qui proposent des tarifs adaptés.

La mobilisation du droit permet de révéler publiquement les failles des projets contestés. L'analyse approfondie des dossiers d'autorisation met souvent en lumière des manquements qui questionnent leur viabilité même. Dans le cas de Bridor par exemple, les recours ont soulevé des problématiques cruciales concernant la ressource en eau qui ont contribué à l'abandon du projet. Les opposant-e-s ont également découvert l'ampleur réelle des impacts via la question de la "fertirrigation" : *"il y avait la question de la fertirrigation qui était une catastrophe écologique et en fait qui agrandissait le terrain d'impact de 21 hectares [...] à 221 hectares"*. Ici, la fertirrigation désigne l'épandage sur les terres agricoles de trois types d'eaux usées issues de l'usine : les eaux usées de production, les eaux usées de nettoyage des machines, les eaux usées de nettoyage des locaux.

Cette découverte a été d'autant plus significative qu'elle n'était pas clairement présentée dans les documents initiaux. Comme le souligne un militant : *"c'est tellement gros et c'est tellement saucissonné dans les dossiers que c'est invisible au public, il faut avoir un regard et du temps à investir"*. Le caractère incomplet des études d'impact est apparu progressivement lors du travail juridique et argumentaire : *"On s'est aperçu à la fin [...] comme c'est un terrain en pente, c'est une tête de bassin versant, [...] ils voulaient prendre de la terre en haut pour la mettre en bas. Mais quand tu as des zones humides, ça ne peut pas marcher"*. Cette faille technique majeure n'a pu être identifiée que grâce au temps d'analyse permis par les procédures.

L'utilisation du droit produit également des effets au-delà des seules victoires juridiques. Elle contribue à crédibiliser les oppositions et à leur donner une légitimité institutionnelle. Comme le note un militant : *"maintenant les maires intègrent dans*

leur budget une somme pour les recours juridiques [...] ça envoie aussi un message aux élus locaux qu'il y a toujours des citoyens pour se monter" (E10). Au-delà de l'aspect financier, les militant-e-s observent une modification profonde des comportements administratifs : la menace du contentieux agit désormais comme une épée de Damoclès qui pousse les élus à davantage de prudence dans leurs décisions. Comme l'exprime un militant, "les élus se font peur entre eux [...] ils font un peu plus attention, et ils font un peu moins de conneries". Cette transformation durable des rapports de force locaux est rendue possible à travers trois mécanismes : (1) l'effet domino des recours juridiques (contre le permis de construire, le permis d'aménagement et l'Unité Touristique Nouvelle), (2) une démocratisation de la contestation au niveau des élu-e-s avec des "remous très forts" allant jusqu'à des "démissions en cascade", et (3) une légitimation des associations locales, devenues véritables experts du fonctionnement administratif, capables de "décoder" les dispositifs réglementaires et les procédures. Leur maillage territorial leur permet d'exercer une surveillance constante des projets d'aménagement.

II. Les occupations et blocages pour assumer le rapport de force et gagner du temps

« Les bulldozers avancent plus vite que la justice » (E18).

Les mouvements d'opposition aux grands projets d'aménagement se heurtent fréquemment à une tension temporelle fondamentale : comment articuler le temps long des procédures administratives et juridiques avec l'urgence d'empêcher des travaux qui, une fois réalisés, rendraient toute victoire illusoire ?

Les occupations marquent avant tout une rupture du temps institutionnel, en bloquant la mécanique administrative. En effet, l'occupation intervient souvent comme une réponse à l'avancée inexorable des procédures administratives. Comme l'explique un militant de La Clusaz : "Face à la mobilisation qu'il y a eu au niveau de notre collectif Fier Aravis, la municipalité a cherché à faire passer le projet, en le déclarant d'utilité publique. [...] Pour le déclarer d'utilité publique, la neige artificielle ne rentrait pas dans les clous." (E19). L'occupation vient alors perturber cette mécanique bien huilée en introduisant une temporalité alternative qui force les institutions à sortir de leurs cadres habituels.

Dans le cas de la Montagne de Lure, l'occupation s'inscrit dans une lutte contre l'anthropisation des espaces naturels par le photovoltaïque industriel. Comme l'explique une militante : "ces projets-là sont mis en œuvre sous couvert de transitions énergétiques rendues nécessaires [...] sauf que parfois, ces mêmes

scientifiques ou d'autres [dont la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques] alertent sur le problème de ces aménagements industriels dans les milieux naturels." L'occupation, tout en visant à ralentir ou bloquer les travaux, produit une intensification de l'activité militante. Cette intensification se manifeste à plusieurs niveaux : matériel (organisation de la vie quotidienne sur le site), stratégique (coordination des différentes composantes de la lutte), médiatique (gestion d'une visibilité accrue), et politique (bouversement du rapport de force avec les institutions).

La ZAD et sa menace

La menace d'une possible installation de ZAD joue un rôle particulier dans la temporalité des luttes, notamment en pesant sur les décisions politiques. Si l'installation d'une ZAD n'est que visible dans 4 cas d'études, une dizaine de personnes relèvent que si la lutte n'avait pas été abandonnée avant, l'option ZAD était loin d'être exclue : *"C'est des questions qui sont posées, mais ça ne se décrète pas, ça se tient : il faut du monde, il faut des solidarités [...] Mais si jamais, un jour, il faudrait que ça se fasse, ben voilà il y a toutes ces personnes-là, les conditions y sont"* (E4), même pour des personnes qui luttent pour la première fois. En effet, la majorité des personnes interrogées ne se définissent pas comme "militant-e", mais les modalités opaques de mise en œuvre du projet (l'absence de consultation publique et la dissimulation des enjeux environnementaux) ainsi que "l'inefficacité des moyens conventionnels" (E6) poussent les habitant-es à concevoir des formes de résistance plus directes : *"Il n'y a pas d'autres solutions que le combat de terrain. Quand on bloque les pelleteuses, on se laisse la possibilité de résister"* (E6). À travers nos analyses, nous pouvons supposer que le niveau de radicalité n'est pas forcément corrélé à un engagement "fort" préexistant.

Le grand rassemblement de 9.000 personnes sur le tracé de l'A45 révèle comment la menace d'une ZAD a été instrumentalisée de manière subtile pour peser sur les décisions politiques. Avec 140 tracteurs rassemblés sur le tracé *"on montre qu'ici, personne ne rentre"* (E28). Cette stratégie s'inscrit dans un contexte national particulier : le début du quinquennat Macron, avec un ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, particulièrement sensible à cette question.

Le moment clé de cette stratégie s'articule autour d'un article du Progrès qui annonce qu'une ZAD va s'installer sur le tracé de l'A45. L'origine de cette information reste mystérieuse, comme le souligne un militant : *"On a fait le tour de tout le monde pour savoir qui avait parlé. Et ce n'était ni les copains de l'Assemblée de Saint-Etienne [...]"* Cette "fuite" dans la presse apparaît comme un moment pivot qui transforme la perception du conflit.

Face à cet article, les opposants adoptent une posture sophistiquée de non-dénégation. Plutôt que de démentir l'information, ils choisissent de maintenir une forme d'ambiguïté stratégique. Comme l'explique un militant : *"Par contre, on n'a jamais démenti. Du coup, après cet article-là, il y a plein de journalistes qui m'appellent [...] Je dis, écoutez, je crois qu'on a fait une démonstration le 7 et 8 juillet. Maintenant, la balle, elle n'est plus dans notre camp."* Cette réponse illustre parfaitement l'art de maintenir une menace sans jamais l'explicitier.

Du côté ouest en France, dans l'enquête publique de Corcoué, le commissaire enquêteur conclut non seulement *"Risque de dévalorisation des biens immobiliers situés à proximité et le long des routes de desserte du méthaniseur"*, mais aussi *"Risque de création d'une ZAD en cas d'autorisation du projet"*.

Cette orchestration de la "menace zadiste" révèle une compréhension fine des rapports de force politiques. Les opposants parviennent à transformer une information "mystérieusement" apparue dans la presse en levier politique majeur, sans jamais avoir à s'engager formellement dans une voie qui pourrait fragiliser leurs soutiens. La non-dénégation devient ainsi un art politique qui permet de maintenir une pression maximale avec un minimum d'engagement.



III. Les temps du "creux" : maintenir la mobilisation entre les séquences d'intensification

Si une lutte victorieuse dure en moyenne 7 ans, alors les collectifs et associations apprennent à gérer des périodes de relative accalmie entre les moments forts de mobilisation. Continuons sur l'exemple de l'A45. L'entretien avec les militants révèle que suite au "grand rassemblement" de 9.000 personnes en juillet 2017, le mouvement entre dans une phase complexe où *"le temps se distend [...] C'est un*

des moments les plus difficiles d'une mobilisation [...]. Pour construire le 1er et 2 juillet, il y a des gens qui n'ont pas bossé pendant un mois, pour certains. Ou ils ont fait des doubles journées, ça a été dingue. Et donc, du coup, tu as une forme de démobilisation, une forme de fatigue. Le collectif paysan, il faut qu'ils reviennent à la production. Ils ont aussi d'autres projets. Et puis, les gens, ils ont des choses à foutre" (E28).

Face à ce risque de démobilisation, les militant-e-s développent une stratégie de multiplication des "petits trucs" pour maintenir une présence visible : des initiatives pédagogiques comme la fresque des naturalistes qui matérialise la richesse écologique du territoire menacé, la participation au "carnaval de l'inutile", des interventions régulières dans l'espace public.

Cette diversification des modes d'action permet de maintenir une dynamique tout en s'adaptant à la fatigue militante : "Les copains de Saint-Etienne ont été très, très actifs [...] ils ont amené plein de petits trucs, plein de choses qui nous ont permis de raconter l'histoire qu'on reste toujours mobilisés."

Un des aspects les plus intéressants de cette période est la manière dont elle permet l'articulation entre différentes temporalités militantes. La fresque réalisée par les naturalistes illustre particulièrement bien cette dynamique : "Et là, les naturalistes nous sortent une fresque de 5 mètres de long où il y a absolument tous les éléments de faune et de flore présents sur le tracé de l'A45 avec une explication très pédagogique. [...] C'est une bâche professionnelle, imprimée professionnellement." Ce travail d'expertise militant permet de maintenir une activité visible pendant les périodes creuses, consolider l'argumentaire contre le projet, créer des supports pour de futures actions, renforcer les liens entre différentes composantes du mouvement.

À La Clusaz, les militant.es intègrent les rythmes saisonniers dans leur stratégie : "Pour commencer les travaux en fait ils ont juste une fenêtre de deux mois qui est octobre novembre pour commencer les travaux parce que c'est la période la plus favorable pour pas détruire trop d'animaux dans la forêt." (E19).

Cette construction d'une temporalité alternative apparaît comme un enjeu majeur des luttes étudiées. Elle permet de s'extraire du rythme imposé par les procédures administratives, d'ancrer la lutte matériellement dans une vision à long terme du territoire, de construire des compétences et des alliances durables, et de maintenir une vigilance au-delà des "victoires" ponctuelles. **Cette temporalité propre constitue ainsi une ressource stratégique essentielle qui permet aux mouvements de ne pas se laisser enfermer dans le calendrier des projets qu'ils contestent.** Plus encore, alterner les modes d'action portés par des membres différents du collectif est une stratégie souvent observée et conscientisée par les collectifs, qui permet de maintenir la pression tout en prenant des "relais" qui permettent aux militant-e-s de tenir sur la durée.

IV. Le théâtre politique des enquêtes publiques

Alors que les enquêtes publiques ont été historiquement conçues comme des procédures administratives visant à légitimer les projets d'infrastructure, "une formalité administrative" hérité de deux cents ans de "mise en scène de dialogue" comme l'a démontré l'historien Frédéric Graber, les récents conflits environnementaux révèlent comment les groupes militants peuvent se réapproprier ces consultations formelles comme des espaces stratégiques d'opposition.

En effet, la quasi-totalité des cas étudiés évoque l'enquête publique comme une étape marquante de la lutte. C'est d'ailleurs un des seuls moments où un "dialogue" avec le porteur de projet peut avoir lieu.

Elle permet, entre autres, de récolter des informations techniques sur le projet, mettre les porteurs face à leurs contradictions (et ainsi publiquement démontrer la faiblesse de leurs argumentaires), de rencontrer d'autres personnes qui n'étaient pas au courant du projet ou de la lutte, ou même de mettre en scène l'opposition en invitant les médias et ainsi de gagner en visibilité.

Le cas du projet de mine d'or en Guyane illustre comment les stratégies militantes développées en métropole ne peuvent pas être simplement transposées à d'autres territoires. Comme le souligne l'un des militants interrogés, les conseils des militants métropolitains concernant la perturbation des enquêtes publiques n'étaient pas adaptés au contexte guyanais, où le dialogue et la construction de consensus communautaires s'avéraient plus appropriés.

A contrario, en métropole, les collectifs utilisent stratégiquement l'enquête publique comme une scène de confrontation. Dans le cas du terminal T4 de Roissy comme dans celui de la montagne pellets, les militants ont délibérément mis en scène les tensions lors des enquêtes publiques, invitant les médias pour amplifier leur portée. Comme le raconte l'une des organisatrices : *"On a appelé tous les opposants à sortir de la salle, et donc les élus qui étaient présents se sentaient obligés de se positionner. On avait obligé pleins d'élus de dire qu'ils étaient contre."* (E43). Cette chorégraphie collective a créé une situation où les élus devaient publiquement choisir leur camp, rendant visible les lignes de fracture politique. Ces moments deviennent des opportunités de médiatisation et de construction du rapport de force.

Cette instrumentalisation tactique contraste avec la vision du collectif Vol Tolosa, qui considérait l'enquête publique comme une "mascarade", rejoignant ainsi l'analyse de Graber sur son caractère de simple outil de légitimation d'un projet déjà ficelé. Cette divergence d'approches révèle la complexité du rapport des mouvements sociaux à ces dispositifs institutionnels : entre rejet de leur fonction légitimante, réappropriation stratégique de leur potentiel contestataire, où moment de récolte d'informations techniques.



V. Les alternatives pour faire apparaître d'autres futurs souhaitables

La capacité à proposer des alternatives apparaît comme une injonction récurrente dans les luttes d'aménagement. Les collectifs en lutte sont sommés de démontrer qu'ils ne sont pas simplement "contre" mais porteurs d'une vision alternative du territoire et de son usage. Dans son rapport David contre Goliath, Kevin Vacher montrait que la moitié des collectifs font des contre projets dans ce but. Cette exigence, bien qu'elle représente une charge de travail considérable pour des militant.es bénévoles, structure progressivement les mouvements d'opposition.

"Moi ce qui m'avait marqué c'était que pour être des opposant-e-s crédibles il fallait pas faire que s'opposer et il fallait proposer des alternatives et alors moi, y'a pas de soucis j'en avais plein des alternatives mais je trouvais que ça nous demandait de fournir un travail pour lequel on était absolument pas payés, pas bien reconnus" (E28).

La grande majorité des collectifs ou associations interrogées proposent des alternatives détaillées du potentiel territorial afin de ne pas être caricaturés comme des opposant-e-s. La production d'alternatives s'inscrit à la fois dans l'urgence tactique de la lutte et dans une temporalité plus longue de transformation du territoire. Cette tension peut être source de difficultés pour les militant-e-s, mais elle permet aussi d'ancrer la contestation dans une vision locale et concrète de l'avenir du territoire. Nous invitons ici à repenser le rôle des alternatives dans les mouvements sociaux, non pas uniquement comme des "contre-projets" à opposer aux aménagements contestés, mais comme des outils permettant d'articuler différentes politisations de la lutte et de la transformation sociale. En effet, l'expérience technique, territoriale, et politique accumulée par les collectifs pendant la lutte rend ces propositions plus adaptées aux besoins locaux.

Dans le cas de l'A45, ce travail s'est construit à plusieurs niveaux. Comme l'explique un militant *"il y avait une porte d'entrée sur l'argent que nous on a utilisé aussi en tant qu'assemblée de lutte à plusieurs reprises. Qu'est-ce qu'on ferait avec un milliard trois cent millions ?"* (E28). D'abord à travers une contre-expertise rigoureuse menée notamment par le réseau des géographes libertaires. Leur travail a permis de déconstruire la vision simpliste des flux de mobilité qui sous-tendait le projet : "Les gens qui se déplacent actuellement entre Lyon et Saint-Etienne ne font pas Lyon-Saint-Etienne sur l'autoroute actuelle. C'est beaucoup d'intercités, Saint-Chamond-Rive de Gier, Saint-Etienne-Rive de Gier, Saint-Chamond." Cette

analyse fine des pratiques de mobilité révèle que le projet répond moins à des besoins réels qu'à une vision abstraite du territoire.

Sur cette base, les opposants ont progressivement élaboré un panel d'alternatives à différentes échelles temporelles et spatiales : amélioration des infrastructures existantes (rénovation de l'A47), développement des transports collectifs, mais aussi réflexion plus profonde sur l'organisation du territoire (relocalisation des activités, rapprochement habitat-travail). Comme le souligne un militant qui met en avant le paradoxe de Braess: *"Plus tu construis de route, plus il y a de gens qui prennent la route"* (E28).

Cette analyse technique a permis de déconstruire l'argumentaire officiel en démontrant que l'autoroute ne répondait pas aux besoins réels de mobilité du territoire.

VI. Mettre les élu.es face à leur devoir de cohérence

L'étude des différents entretiens réalisés met en évidence le rôle complexe et souvent ambivalent des élu-e-s dans les luttes locales. Leur positionnement apparaît comme un facteur déterminant, que ce soit comme soutien ou comme obstacle, dans la trajectoire et l'issue de ces mobilisations. Rappelons que lors de la phase d'implantation d'un projet, dans le cas d'un porteur de projet public il est souvent question d'un.e élu-e local-e, et dans le cas d'un porteur de projet mixte (public/privé), nous avons montré qu'une entreprise privée est à la recherche d'un.e élu-e complaisant.e. **Dans les deux cas, l'élu-e local-e est donc un fervent soutien du projet en question.**

"la mairie n'a jamais voulu nous donner de bancs, de tables, de chaises, ne serait-ce que l'électricité elle n'a pas voulu, donc on a dû se débrouiller avec nos petits bras, nos petits réseaux, nos tables, nos chaises, nos barnums, qu'on a été chiner, à droite à gauche" (E4).

Le devoir de cohérence avec les ambitions politiques territoriales est un argument primordial pour attirer l'attention des élu-es. Dans la lutte contre un projet d'atoll de surf artificiel sur le lac du Bourget en Savoie, les associations parviennent à mettre les élu-es face à leurs contradictions et à leurs responsabilités environnementales, aboutissant à son abandon en moins de trois mois.

D'abord, les militant-e-s ont construit leur argumentaire autour de l'absurdité intrinsèque du projet. Comme le souligne l'une des militantes de FNE interrogées : *"C'est complètement incongru de vouloir créer des vagues sur un truc naturel, c'est*

débile" (E25). Cette contradiction fondamentale fait écho au "Lac" de Lamartine, dont la statue surplombe encore ces eaux que le poète décrivait comme immuables ("Ô lac ! l'année à peine a fini sa carrière... Tu mugissais ainsi sous ces roches profondes"). Vouloir artificiellement perturber cette quiétude naturelle apparaît comme une violation de l'essence même du lieu. Ensuite, le principal levier utilisé a été la mise en lumière de l'incompatibilité entre ce projet et la candidature de l'agglomération au label UNESCO "Man and Biosphere". Les militant-e-s ont souligné qu'on *"ne peut pas demander un label sur base environnementale et puis essayer de mettre en place cet atoll complètement incongru, c'est contradictoire"* (E25). Cette contradiction institutionnelle a particulièrement fragilisé la position des élu-es.

La capacité de FNE à mettre les élu-es face à leurs responsabilités repose largement sur sa crédibilité construite à travers des victoires juridiques antérieures. Les succès obtenus sur les dossiers du port de Portou et du lac d'Aiguebelette ont établi l'association comme un interlocuteur redoutable dans la région. Comme le souligne une militante : *"quand FNE se mêle d'un dossier [...] ils [les élu-es] ont toujours cette peur qu'on aille jusqu'au procès et que les procès puissent être gagnés"* (E39).

Ailleurs, au Pays-Basque, pour protéger des zones humides prioritaires, les militant-e-s ont habilement renversé l'argumentaire initial des élus qui opposait écologie et emploi. Au départ, *« l'agglomération disait en fait il faut choisir : 'vous êtes des écologistes et du coup vous êtes contre l'emploi', mais nous on est pour l'emploi »*. L'entreprise concernée représentait 300 salarié-e-s et était *« une des 10 plus grosses entreprises privées au Pays Basque »*. Les élu-es brandissaient la menace que *« si on ne leur propose pas des nouveaux locaux adaptés etc, ils vont partir du Pays Basque »* mettant ainsi *"des familles entières [...] sur le carreau »*.

Face à ce chantage à l'emploi, les militant-e-s ont développé une contre-argumentation en trois temps :

Premièrement, ils ont démontré qu'il existait des alternatives pour relocaliser l'entreprise. L'association Mouguerre Cadre de Vie avait identifié des terrains alternatifs, notamment *"8 ou 10 hectares de terrains en friche qui sont en fait des anciennes salines [...] à 2 km des Barthes de Mouguerre"*. Cette proposition permettait de maintenir l'activité tout en préservant les zones humides.

Deuxièmement, ils ont mis en évidence que le projet était juridiquement impossible du fait d'une "zone humide prioritaire" identifiée dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE). Comme l'explique un militant de Bizi : *"depuis 2021 [...] il définissait notamment qu'il y avait une zone humide prioritaire en gros en plein milieu de là où les élus voulaient installer l'entreprise"*.

Troisièmement, et c'est le coup de grâce argumentatif, les militant-e-s ont retourné l'argument de l'emploi contre les élus. Lors d'une action spectaculaire, ils ont déposé "300 paires de chaussures" devant le siège de l'agglomération avec une banderole indiquant "artificialisation impossible des Barthes, 300 emplois locaux menacés". Le message était clair : en s'obstinant à vouloir installer l'entreprise sur un terrain où l'artificialisation était légalement impossible, c'était l'agglomération qui mettait en danger les emplois.

“Le discours c’était ‘vous essayez d’installer l’entreprise sur un emplacement où vous n’avez pas le droit donc vous savez qu’en fait la justice va empêcher d’installer l’entreprise’. Sous-entendu du coup en fait vous vous mettez en péril l’entreprise, parce que déjà si elle essaye vraiment de s’installer elle pourra pas, et probablement du coup l’entreprise va abandonner et puis ils vont partir ailleurs”. (E7)

Cette stratégie argumentative a été particulièrement efficace car elle a permis de : déconstruire l'opposition artificielle entre écologie et emploi, positionner les militant-e-s comme "force de proposition" avec des alternatives crédibles, démontrer l'irresponsabilité des élus qui s'entêtaient dans un projet illégal, faire apparaître les associations comme les véritables défenseurs de l'emploi local.

Le succès de cette approche s'est traduit quelques heures après l'action des chaussures par un communiqué de l'agglomération annonçant l'abandon du projet et la recherche d'un site alternatif. Comme le résume un militant : « *en quelques mois comme ça, on a vraiment retourné la vapeur et retourné le discours de qui est responsable, qui est du côté de l'emploi, et qui est irresponsable, inconséquent* ».





Ce renversement de l'argument de l'emploi illustre l'importance d'une argumentation qui ne se contente pas de contrer frontalement le discours des élus mais qui parvient à le retourner contre eux, tout en proposant des alternatives crédibles. Cette action précipite l'annonce publique de l'abandon du projet (le jour même), même si la décision avait déjà été prise en interne.

La maîtrise de la temporalité d'une lutte consiste ainsi à orchestrer la montée en puissance des actions en fonction de l'évolution du rapport de force, plutôt que de "brûler ses cartouches".

VII. Démontrer la Non-Faisabilité Économique

Le temps long des impacts financiers : la non-viabilité comme tactique dilatoire

La contestation de grands projets d'aménagement jugés polluants repose traditionnellement sur des arguments environnementaux. Cependant, l'analyse de plusieurs luttes victorieuses révèle **l'importance croissante de la démonstration de la non-viabilité économique comme levier d'opposition efficace**. Au-delà d'une décision juridique ou d'une pression citoyenne, l'abandon des projets d'aménagement s'explique aussi par la démonstration de la non-faisabilité économique du projet, et de la faible capacité technique et financière du porteur du

projet. Cette étude examine comment des coalitions contestataires parviennent à faire échouer des projets en mettant en lumière leurs failles économiques, déplaçant ainsi le débat du terrain environnemental vers celui de la rationalité économique.

Comme nous l'avons démontré dans la partie 1, une des étapes fondamentales dans la phase de contractualisation est le niveau de risque pour un investisseur. Ces investisseurs ne sont pas forcément les porteurs de projet. À plusieurs reprises, les collectifs et associations sont parvenus à démontrer la non-faisabilité économique du projet, ou des faibles retombées sur le territoire en termes d'emplois, un argument généralement plus entendable pour les investisseurs et les pouvoirs publics. En effet, l'utilisation de l'argument économique permet aux opposant-e-s d'échapper au piège de l'opposition systématique.

À Saint-Jean-de-Luz, les opposants démontrent que la rentabilité d'une piscine à vagues nécessite "200 000 à 300 000 surfeurs par an", un objectif irréaliste compte tenu du prix d'entrée (60€/heure). ***Ils créent un surf parc pour les surfeurs mais les surfeurs n'en veulent pas. Les promoteurs (actionnaires) ne vont pas investir dans un projet si les utilisateurs ne vont pas l'utiliser.*** (E23). Plus tard, un dessin satirique montrant une pelleteuse au logo Quiksilver détruisant la nature parvient jusqu'au PDG américain de Boardriders, conduisant ce dernier à abandonner le projet pour protéger l'image de marque du groupe.

À Brétignolles-sur-Mer, la bataille économique se cristallise autour d'un seuil crucial : les 30 millions d'euros. Ce montant n'est pas arbitraire : il correspond à la limite fixée par le préfet comme condition d'autorisation du projet. Les militant-e-s découvrent, en accédant aux archives de la Communauté de communes, des documents du maître d'œuvre BRL avertissant que le budget ne pourra être contenu dans cette enveloppe. Plus grave encore, la meilleure réponse à l'appel d'offres s'élève déjà à 48 millions d'euros, un élément dissimulé aux élu-e-s communautaires par le président de la ComCom. Cette révélation provoque un basculement politique : **plusieurs maires, découvrant avoir voté sur la base d'informations tronquées, retirent leur soutien.** Le projet, initialement présenté comme une opportunité de développement local maîtrisé, apparaît désormais comme un gouffre financier potentiel pour les finances publiques.

À Rouen, les opposants s'attaquent méthodiquement au principal argument d'Amazon : la création d'emplois. Leur contre-expertise démontre que ces emplois seraient majoritairement saisonniers, précaires et mal rémunérés. Plus encore, ils prouvent que le modèle économique d'Amazon repose sur une automatisation progressive : sur les 200-300 emplois promis initialement, seule une quinzaine subsisterait après robotisation du site. En parallèle, ils documentent l'impact négatif sur l'emploi local existant, notamment dans le commerce de proximité. Les militants développent également une analyse de la stratégie immobilière d'Amazon : **l'entreprise cherche systématiquement à faire financer ses infrastructures par**

les collectivités tout en optimisant fiscalement ses bénéficiaires. Cette démonstration, appuyée par des exemples concrets d'autres territoires, convainc plusieurs élu-e-s initialement favorables au projet.

L'histoire du MIDCAT, un gazoduc entre la France et l'Espagne relève d'un cas plus complexe. La fuite d'une étude norvégienne indépendante (commanditée par les Verts au Parlement européen sur la rentabilité du gazoduc, démontrant que le coût du gaz pour le consommateur final serait supérieur à celui de l'approvisionnement existant) a effectivement participé à l'abandon du projet terrestre initial. Cependant, l'analyse des opposant-e-s révèle que Total a joué un rôle déterminant dans cette décision. En effet, la multinationale française développait en parallèle un projet alternatif : un gazoduc sous-marin reliant l'Espagne à Fos-sur-Mer. Ce projet permettra à Total de devenir producteur et non simple transporteur, position bien plus rentable. Ainsi, la "victoire" des opposants, vécue comme partielle, s'inscrit dans une configuration plus large des intérêts économiques de la multinationale française.

Rythmer la divulgation des stratégies : la stratégie de l'usure financière

Les opposant-e-s apprennent à maîtriser le timing de leurs révélations. Dans le cas de Brétignolles, la divulgation des documents sur les dépassements de coûts est synchronisée avec le changement de présidence de la communauté de communes, maximisant son impact politique. À Rouen, les militants attendent la période de consultation publique pour publier leur analyse détaillée des failles du business plan d'Amazon.

La démonstration des risques économiques crée une forme d'usure financière. Les recours juridiques, même non suspensifs, inquiètent les investisseurs. Dans le Limousin, le porteur de projet ne parvient pas à réunir les financements nécessaires face aux doutes croissants sur sa viabilité. À Saint-Jean-de-Luz, Boardriders renonce avant même l'aboutissement des recours, conscient des risques réputationnels et financiers.

Plus fondamentalement, le temps joue en faveur des opposant-e-s car il permet de révéler la fragilité des montages financiers. Les promesses initiales (emplois, retombées économiques) se heurtent progressivement à la réalité des coûts et des contraintes techniques. Le temps permet également l'émergence d'informations cruciales : documents internes, études indépendantes, retours d'expérience d'autres territoires.



B. Tisser les alliances : amplifier la résonance pour transformer le rapport de force

Dans la partie 1.A nous avons parlé de l'agrégation des oppositions en collectif de luttes. Ces liens peuvent passer par certaines "alliances", mais qui sont de l'ordre de la structuration de l'opposition. Ici, il sera question des alliances qui sont tissées ensuite, avec les élu-e-s, les coalitions de lutte, ou d'autres organisations régionales ou nationales, qui permettent d'amplifier la résonance des actions entreprises et de multiplier les angles de pression.

'Faire ensemble dans le temps' sera la ligne directrice de cette partie. Nous avons vu précédemment que chaque collectif ou association a des ressources mobilisables différentes et que les outils de luttes possibles ont des liens stratégiques dans le temps. Cette partie sera consacrée aux réseaux créés par la mobilisation qui amplifient la portée des actions entreprises.

I. Le rôle des élu-e-s : une ligne politique qui divise

Des configurations politiques complexes : entre soutiens initiaux et basculements stratégiques

Le positionnement et l'engagement des élu-e-s locaux ou voisins constituent souvent un levier stratégique majeur mais paradoxalement peu étudié. D'après nos analyses sur les 42 cas d'études, la moitié des personnes interrogées citent les élu-e-s comme ayant un "rôle positif" dans la lutte (l'implication varie considérablement selon la géographie, l'échelle du projet, et la stratégie du collectif). Dans la majorité des cas, il s'agit d'un-e élu-e dans l'opposition, dans une commune voisine, ou à une échelle plus nationale comme les députés et les sénateurs.

Dans la plupart des cas étudiés, on observe une fracture claire entre la majorité municipale, généralement porteuse ou soutien des projets contestés, et les élus d'opposition qui s'y opposent et peuvent servir de relais aux mobilisations citoyennes. Par exemple à Saint-Jean-de-Luz, c'est un groupe d'élus d'opposition qui lance l'alerte via une pétition contre le projet de surf park. À Caluire, l'opposition municipale, notamment le "groupe Urgence écologique et solidarité", relaie les revendications contre le projet commercial. Les élus d'opposition peuvent donc souvent jouer un rôle d'alerte et de premier soutien aux mobilisations.



Nos analyses révèlent une typologie de modes d'action des élus qui s'articule autour de trois grands registres : le relais institutionnel, le soutien juridico-technique et la légitimation politique. Ces modes d'action ne sont pas mutuellement exclusifs mais se combinent souvent dans les pratiques. Le **relais institutionnel** consiste à utiliser la position d'élu pour accéder à l'information et interpeller les institutions : en interpellant les majorités et obtenir des documents, adresser des questions aux ministères, ou en signalant des irrégularités administratives. Le soutien **juridico-technique** consiste à appuyer les recours, soutenir logistiquement avec le prêt de salles, et analyser des documents administratifs. Enfin, le registre de la **légitimation politique**, plus symbolique, se déploie à travers une présence physique aux rassemblements, le relais médiatique d'un argumentaire politique, et la reprise des arguments techniques dans les instances décisionnelles.

Quand c'est approprié, les militant-e-s développent une approche très méthodique du travail avec les élu-e-s. Comme l'explique un militant de Bizi (Mouguerre) : "Il faut savoir sur quoi on réagit et sur quoi on ne réagit pas [...] montrer que nous, on est carré, on est respectueux, mais en même temps on est ferme sur notre position". Cette approche s'articule autour de plusieurs axes :

Premièrement, en identifiant des "élu-e-s pivots". Les militant-e-s cartographient précisément le paysage politique local pour identifier les élu-e-s susceptibles de basculer dans l'opposition au projet. À Mouguerre, les militant-e-s ont ainsi ciblé en priorité les élu-e-s autonomistes basques : "*On a interpellé le parti politique [...] on a fait vraiment un travail de convaincre parce qu'on s'est dit que les valeurs sont plutôt alignées*".

Deuxièmement, en construisant des argumentaires adaptés. Les militant-e-s développent des argumentaires spécifiques selon les sensibilités politiques des élu-e-s. L'accent est mis sur la cohérence avec les documents de planification existants : "À chaque fois on s'est posé la question de les **mettre devant leur devoir de cohérence** [...] c'est vraiment fort pour la négociation avec les élu-e-s".

Les tensions verticales : quand des conflits entre échelons de décision fragilisent le projet

Les luttes environnementales révèlent et parfois exacerbent les tensions entre différents échelons politiques. Dans le cas de l'enfouissement de déchets nucléaires à Berry, le conflit s'est cristallisé entre les élu-e-s locaux et l'État, représenté par EDF et la préfecture. La présidente de la région, initialement favorable après une visite des installations, a fini par s'opposer au projet, illustrant une réaction plus large du territoire face à ce qui est perçu comme une imposition nationale. Un militant témoigne : "Elle s'est positionnée contre, publiquement. Avant tout le monde. Lors

d'une réunion publique, elle a dit 'Je leur ai dit que ce projet ne verrait jamais le jour, je les ai prévenus'".

Cette opposition s'inscrit dans une histoire plus longue de résistance territoriale. Comme l'explique une militante : "Le bras droit du préfet a dit que le problème c'est qu'ils avaient choisi la Loire-Atlantique et qu'un projet comme ça en Loire-Atlantique c'est une très mauvaise idée parce qu'il y a quand même eu Notre-Dame-des-Landes". Cette référence à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes révèle la conscience d'une tradition de contestation qui influence même les représentant-e-s de l'État.

Le manque de concertation avec les élu-e-s locaux a aussi cristallisé les tensions. Les membres de la Commission Locale d'Information (CLI), pourtant chargé-e-s du suivi de la centrale nucléaire, n'ont pas été informé-e-s du projet. Une militante souligne : **"Ils ont été extrêmement vexés que ce projet fasse un tel bruit dans la presse, alors qu'eux-mêmes, ils n'en avaient même pas été informés"**. Cette mise à l'écart des instances locales de concertation a provoqué un sentiment qui transcende les clivages politiques traditionnels. Même les élus macronistes locaux se sont distancés du projet, illustrant la prédominance des enjeux territoriaux sur les alignements partisans.

Les rivalités horizontales : concurrence territoriale et effets de voisinage

Les projets d'aménagement révèlent également des tensions entre territoires voisins. Le cas du vélodrome de La Roche-sur-Foron révèle de manière exemplaire **comment les tensions entre élu-e-s peuvent être exploitées stratégiquement par les collectifs militants**.

Le projet est porté par Marcel Sadier, président du conseil départemental décrit par les militant-e-s comme "mégalomane" et "despotique", qui souhaite "laisser sa trace" à travers des projets grandioses. Comme l'explique un militant : "Il y a une détestation entre le président du conseil départemental et sa meilleure ennemie qui est Virginie Duby-Muller et qui était à la tête des républicains locaux". Cette division au sein même de la droite départementale a créé une brèche exploitable par les opposant-e-s : *"Si le conseil départemental avait fait bloc, si les parlementaires avaient été derrière le conseil départemental [...] nous, on était fichus de chez fichus"* (E2).

Le maire de La Roche-sur-Foron a commis l'erreur stratégique majeure de ne pas entretenir de bonnes relations avec sa propre majorité municipale. Comme l'explique une militante : "Les conseillers municipaux n'étaient pas au courant [...] ils l'ont appris par des communiqués de presse. Ils n'ont pas été du tout tenus dans la confiance." Cette **négligence a culminé lors du vote crucial sur la vente des**

terrains où le maire a tenté de dissimuler l'importance de la décision : *"Il disait à tout son conseil municipal 'ne vous inquiétez pas, pour l'instant on avance, mais on pourra descendre [...] la vente des terrains ce sera vraiment au mois de juillet qu'on devra la voter'"*. Les militants avaient compris que le point faible du projet résidait dans la vente de ces terrains par la commune, et a conduit à un travail ciblé auprès des conseillers municipaux.

La stratégie d'information des élu-e-s s'est particulièrement cristallisée dans les derniers jours avant le vote décisif du 7 février. Les militant-e-s ont mené un travail de fourmi en rencontrant individuellement presque tous les conseillers municipaux, leur révélant des informations cruciales que le maire leur avait dissimulées. Comme l'explique une militante : *"Aucun n'était au courant à part les trois, les plus proches, aucun des autres n'était au courant que c'était un vote décisif. Donc ils allaient tous voter oui en se disant 'bon, on a encore six mois pour réfléchir'. **Quand les conseillers ont découvert qu'il s'agissait en réalité d'un vote décisif, cela a provoqué une rupture de confiance fatale au projet.**"*

Le collectif a également su utiliser stratégiquement les documents obtenus grâce aux recours juridiques. Les militants ont ainsi pu révéler aux conseillers municipaux le contenu problématique du dossier environnemental soumis à la MRAE : *"Évidemment, c'était toujours en opacité et **ils se sont rendus compte dans ce dossier qu'il y avait des aberrations.**"* Les militant.es ont notamment exploité le fait que de nombreux élus locaux étaient mal à l'aise avec le projet mais n'osaient pas s'exprimer publiquement : *"En off, les élus locaux nous disaient 'c'est une aberration, ce projet'. Et par contre, aucun ne voulait prendre la parole."* En leur fournissant des arguments techniques et factuels, **le collectif leur a donné les moyens de justifier une opposition qu'ils n'osaient pas exprimer.**

Le timing de cette campagne d'information s'est révélé crucial. En concentrant leurs efforts dans les derniers jours avant le vote, les militant-e-s ont créé un effet de surprise qui n'a pas laissé le temps au maire de contre-attaquer. Comme le souligne un militant : *"Le maire a fait l'erreur de sa vie" en sous-estimant la capacité du collectif à informer ses propres conseillers. Cette erreur d'appréciation s'est révélée fatale lors du vote, transformant une majorité apparemment acquise en une opposition majoritaire.*

Quand on a eu les institutions avec nous, sous la pression des habitants, la lutte à pris un virage qui nous a menés à la victoire. mobilisation citoyenne grâce à des arguments techniques sur la santé. J'avais fait un petit tract, et on allait les distribuer devant les écoles. Les gens parlaient vraiment de ça dans les quartiers. C'était devenu un sujet. (E32).

Cette approche révèle une compréhension fine des contraintes et des temporalités politiques locales. Les militant-e-s intègrent notamment les échéances électorales et

les rapports de force au sein des assemblées dans leur stratégie de conviction des élus, comme nous l'avons montré avec le cas de Brétignolles sur Mer.

Le positionnement des élu-es apparaît comme un facteur clé dans l'issue des luttes locales, nécessitant de la part des opposants un travail politique sophistiqué : maintien d'une neutralité partisane, exploitation des divisions politiques, construction d'alliances à différentes échelles. La capacité à obtenir des soutiens politiques, tout en restant vigilant face aux risques d'instrumentalisation, constitue ainsi une compétence essentielle pour les collectifs citoyens.

II. Les Coalitions de Lutte

L'apport d'expertise juridique, de compétences en communication, ou de mise en réseau par des coalitions expérimentées permet de transformer une opposition locale spontanée en une mobilisation structurée et stratégique. Comme l'explique une militante sur la montagne de Lure :

*“On s’est posé une autre question : **il ne suffit pas d’être de la bonne volonté, de donner toute notre énergie pour la lutte. On s’est dit qu’on était trop amateur. Ça ne marchait pas. Pendant le défrichage, le GNSA [Groupe National de Surveillance des Arbres] a été alerté et on s’est retrouvé avec une coordinatrice du GNSA qui nous a dit ‘c’est super votre énergie, mais il vous manque vraiment une coordination, un coordinateur, il faut qu’on vous soutienne : je propose de vous mettre en lien avec une juriste qui vous aide à prendre en main le juridique et le médiatique’ [...] Tout d’un coup on s’est retrouvé avec des personnes très professionnelles qui nous ont aidé et pris en main notre lutte avec un plan d’action”** (E6).*

Les coalitions de lutte regroupent des personnes ou groupes qui ont déjà l'habitude de lutter, c'est à dire des personnes qui connaissent les postures des institutionnels, et ont accès à un réseau d'associations qui ont développé des modes de coordination sophistiqués : *"Ces cinq associations collectives nous travaillons main dans la main mais chacun avec sa propre liberté mais nous arrivons à organiser des réunions inter-associatives"* (E30).

L'analyse de nos entretiens révèle que la formation initiale des coalitions suit généralement deux modèles distincts mais non exclusifs. Le premier, que nous qualifierons d'"**opportuniste-tactique**", se caractérise par la **recherche pragmatique d'alliés disposant de ressources complémentaires**. Le cas de Lannemezan est particulièrement éclairant à cet égard. Comme l'explique une militante interrogée : *"La CGT nous a donné accès à ses locaux [...] on avait à la base le matériel, les sonos, les haut-parleurs, enfin voilà, tous les micros, tout ce qu'on avait besoin [...] Les assurances pour faire nos premières manifs."* Cette

alliance initiale avec le syndicat n'était pas fondée sur une convergence idéologique préexistante mais sur des besoins pratiques immédiats.

Le second modèle, que nous nommerons "**affinitaire-idéologique**", **se fonde sur des proximités politiques et des visions partagées de la lutte**. Le cas d'Aubervilliers est particulièrement parlant puisqu'il s'inscrit dans une dynamique créée par des liens avec les militant.es de la ZAD de Gonesse et s'est construite sur une vision commune des modes d'action et une critique partagée de l'aménagement du territoire.

Ces coalitions initiales tendent à se diversifier progressivement, intégrant des acteurs de plus en plus variés. Le cas de Fessenheim est particulièrement instructif à cet égard. Initialement concentrée autour du Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR), première association anti-nucléaire de France par prise de conscience initialement portée par des enseignants. Cette mobilisation s'est d'abord construite autour d'une préoccupation sanitaire liée aux radioscopies scolaires, avant de s'élargir à la question nucléaire.

La lutte a progressivement intégré des acteurs allemands, des associations environnementales nationales, et des élu-e-s locaux. **La spécificité du Rhin comme "lien" plutôt que comme frontière a facilité la construction d'alliances transfrontalières.** Cette dimension internationale répondait à une réalité géographique et écologique : *"Le Rhin n'est pas une frontière, le Rhin, c'est un lien entre deux pays. Et que l'on construise une centrale nucléaire sur la rive gauche ou sur la rive droite, les risques sont les mêmes de part et d'autre du fleuve."* (E30).

La coopération transfrontalière s'est institutionnalisée à travers plusieurs structures, et un maillage dense d'associations locales françaises et allemandes comme la CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance), qui a permis d'institutionnaliser le dialogue avec les autorités, le TRAS (Association Trinationale Antinucléaire), qui regroupe des communes allemandes, suisses et françaises, des collectifs de veille côté allemand, qui ont maintenu une mobilisation constante.

Les militant-e-s ont développé des formes d'action spécifiquement transfrontalières. Un exemple marquant est la différence de traitement par les forces de l'ordre selon le côté du Rhin : *"Quand nous étions côté allemand, nous avions des policiers qui encadraient la manifestation, qui étaient pour nous des facilitateurs [...] **Nous avons traversé le Rhin, nous sommes arrivés côté français, nous avons face à nous des Robocop.**"* (E30).

Finalement, la participation des Églises allemandes à la lutte anti-nucléaire révèle une différence fondamentale d'organisation sociale et politique entre la France et l'Allemagne. Comme l'explique une militante interrogée : "En Allemagne, il n'y a pas de séparation de l'Église et de l'État, dans la société allemande, les églises ont

encore une présence assez importante notamment dans le domaine social et dans le domaine politique". Cette absence de séparation stricte Église/État a permis une mobilisation des institutions religieuses impossible en France.

L'implication des églises s'est manifestée de plusieurs manières : par l'organisation de réunions directement dans les lieux de culte : "nous avons organisé conjointement en Allemagne des réunions dans les églises pour demander la sortie du nucléaire à Fessenheim", une mobilisation des pasteurs et des curés qui ont été "interpellés assez rapidement par la population locale pour leur demander de prendre une position par rapport à une énergie qui mettait en danger l'humanité", l'utilisation des réseaux paroissiaux comme relais d'information et de mobilisation, et la légitimation morale de la lutte à travers le prisme éthique porté par les institutions religieuses. Cette participation des églises a profondément marqué la dynamique côté allemand, apportant une dimension morale et éthique à la lutte, au-delà des seuls arguments techniques ou environnementaux.

La mobilisation contre l'implantation du golf à Fontiers montre également comment des luttes écologistes plus contemporaines construisent des alliances larges et diverses. Comme l'explique un militant : "on s'est vite rendu compte que cette lutte, elle était prise sous un angle, alors sur un premier abord écologique, mais en fait **très vite on essaye de faire le lien avec la question de l'appropriation capitaliste.**" Cette articulation entre enjeux environnementaux et sociaux a permis de mobiliser des acteurs variés comme la CGT, la confédération paysanne, ou les partis politiques (LFI et EELV).

Cette structuration s'est illustrée dans un moment culminant : l'organisation d'une 'marche climat' qui a été déplacée dans le "petit village de Fontiers.

*"Il y a quand même un événement je pense qui est très symbolique et qui a été important c'est la marche pour le climat et la justice sociale qui avait été annulée sur le Carcassonne pour cause de mauvais temps et qui a été organisée sur Fontiers-Cabardès [commune de 450 habitant.es]. Je pense que ça en termes d'instauration de rapports de force, ça a été pour moi assez déterminant puisque **c'est quand même une marche qui est organisée en inter-associations et collectifs et syndicats qui ont décidé que ça se ferait à Fontiers. Symboliquement et pour les services de la mairie, les services territoriaux, et les services de la préfecture ça a été quelque chose de fort.** On n'est pas sur des milliers de personnes mais on était quand même plusieurs centaines de personnes qui se sont déplacées à Fontiers qui sont venues marcher avec nous avec du tractage, de l'affichage, une présence policière, les renseignements généraux sur place, des barrières etc."* (E4).

La manifestation organisée à Fontiers n'était pas simplement une démonstration de force locale. Elle a incarné une véritable convergence des luttes, rassemblant des acteurs venus de toute la France et même au-delà.

Dans le cas de la Clusaz, que nous avons introduit en début de partie, l'alliance entre les Soulèvements et le collectif local s'inscrit dans une logique de convergence des luttes qui a servi les intérêts des deux parties. Pour les Soulèvements de la Terre, la mobilisation à La Clusaz représentait une opportunité de d'étendre géographiquement leur combat contre les méga-bassines, visant à démontrer que la problématique des bassines dépassait le cadre du Sud-Ouest pour s'inscrire dans une dynamique nationale. Pour le collectif local, l'arrivée des Soulèvements de la Terre a permis de rompre l'isolement caractéristique des luttes en territoire montagnard. Dans un contexte où la pression sociale était particulièrement forte, comme en témoigne l'enquête : *"ici on fait taire les gens par la peur"* (E19), l'intervention d'un mouvement national a fourni un appui décisif. Cette "alliance" entre Sauvons Beauregard et les Soulèvements a notamment permis une médiatisation sans précédent de la lutte, au point que *"la municipalité a été complètement dépassée au niveau médiatique"*. Face à cette exposition médiatique, la mairie s'est vue contrainte de faire appel à "un cabinet parisien de communication", illustrant l'impact significatif de cette alliance sur les rapports de force locaux.

En plus, l'implication des SLT a modifié les répertoires d'action de la mobilisation, et a produit un effet inattendu sur la population locale. L'installation successive de deux ZAD, phénomène inédit en territoire montagnard, a marqué une escalade significative dans les moyens d'action. La première ZAD, établie en 2021 pour une durée de quinze jours, a été suivie d'une seconde occupation d'un mois qui a mobilisé des militants venus de France, d'Italie, de Suisse et d'Allemagne. Plus significatif encore, certain-es habitant-es ont apporté un soutien discret aux zadistes en leur fournissant "de la nourriture, des planches, des vêtements" pendant la nuit, illustrant l'émergence de nouvelles formes de solidarité locale.

Au-delà des résultats immédiats, les coalitions produisent des effets durables sur le territoire et les acteurs impliqués. Elles créent des réseaux de solidarité qui peuvent être réactivés pour d'autres luttes et contribuent à la diffusion des savoir-faire militants.

Les défis de pérennisation des coalitions

La construction et le maintien de ces alliances ne vont cependant pas de soi et soulèvent plusieurs défis. Les collectifs doivent notamment gérer les tensions entre différentes cultures militantes et modes d'action. Comme le souligne une militante : *"on a eu au début beaucoup de difficultés [...] il y avait une haine de certains*

militants contre le PC." Pour surmonter ces tensions, les collectifs développent des pratiques d'éducation populaire et de formation interne qui permettent de *"recentrer ce qui faisait sens pour nous"*. **Maintenir une dynamique de travail sur le "plus petit dénominateur commun" apparaît comme un facteur clé dans la construction et le maintien de ces alliances.**

Un autre défi majeur concerne la pérennité des alliances au-delà des victoires ponctuelles. Les collectifs peinent parfois à maintenir la dynamique de coalition une fois l'objectif initial atteint. Comme l'explique une militante de Touche pas à ma forêt : *"Notre raison d'être c'était de lutter contre ce projet là. Donc là [remobiliser sur un autre projet] c'est un peu les vieux démons qui reviennent."* Les coalitions qui perdurent sont celles qui parviennent à structurer leurs relations tout en maintenant une souplesse d'action. À Fessenheim, la création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) a fourni un cadre institutionnel aux interactions entre les différents acteurs, tout en permettant le maintien d'actions plus contestataires.

III. Des alliés surprises

Comment les militant-e-s se saisissent d'outils mobilisables ? Comment rendre accessible la lutte pour une diversité de personnes et donc de compétences ? Nous avons vu que dans ces luttes, tout citoyen est le bienvenu. Structurer une coalition bienveillante rend possible l'intégration de personnes extérieures ou de passage, qui ajoutent leur pierre à l'édifice. Or, ce travail ne reste pas extérieur au mouvement. Il contribue à la montée en compétence collective en apportant des méthodes d'enquête, des outils d'analyse, une façon systématique d'aborder les questions. Ces apports méthodologiques enrichissent durablement les capacités d'action du collectif.

L'intervention d'un étudiant en sociologie dans la lutte contre le méthaniseur de Corcoué illustre parfaitement **comment une expertise extérieure peut venir nourrir et renforcer un mouvement d'opposition**. Son travail de cartographie a joué un rôle décisif en dévoilant les incohérences du projet, notamment concernant l'implication réelle des agriculteurs. *« On n'arrivait pas à connaître le nombre réel d'agriculteurs »*, explique une militante. Les porteurs de projet annonçaient 230 producteurs "au service de l'agriculture" selon le dossier de présentation du projet, mais ce chiffre restait invérifiable. C'est là qu'intervient l'étudiant en sociologie qui entreprend un travail méthodique de vérification sur le terrain. Ce travail révèle des incohérences majeures : *« Les cartes ne correspondaient pas du tout aux exploitations qui avaient adhéré au projet. Donc, par exemple, il y avait d'un seul coup une ferme, et le gars, il dit 'non, je ne fais pas partie' »*. Cette démonstration vient saper un argument central de Nature Energy/Shell - leur prétendu large soutien

dans le monde agricole. Cette expertise extérieure révèle aussi une dimension politique importante : le projet reposait sur une **forme de bluff concernant son acceptation par le monde agricole**.

Dans un autre cas, celui d'un projet d'amphithéâtre 'Hommage aux Héros' en Normandie, rebaptisé 'D-Day Land' par les opposant-e-s, la mobilisation internationale est passée parmi les réseaux militaires et vétérans. L'idée du président de la région Hervé Morin était de construire une 'immense cinéscénie' (selon ses mots) sur 35 hectares de terres agricoles à la gloire du débarquement en Normandie de 1945 pour "*pouvoir retenir une journée ou deux de plus ces visiteurs si nombreux*"⁵. Or, instrumentaliser la mort de milliers de militaires et de civils pour une attraction touristique n'est pas du tout entendable ni pour les populations locales, ni pour les militaires et vétérans à l'international.

En effet, la mobilisation des réseaux militaires et vétérans, ainsi que la construction d'alliances internationales ont permis d'amplifier la contestation au-delà du territoire local. Les opposant.es ont d'abord cherché à obtenir le soutien de figures militaires emblématiques. Une militante raconte : "*J'ai contacté Léon Gauthier. Il est mort l'année dernière, en 2023. C'était le dernier survivant des bérets verts, qui ont déserté l'armée française pour aller en Angleterre. Et qui ont été intégrés dans l'armée anglaise*". Ce premier coup de téléphone avec une figure historique du Débarquement a permis d'ouvrir d'autres portes.

Ces soutiens ont entraîné une mobilisation plus large des réseaux militaires; les descendants de commandos se sont particulièrement impliqués : "Eux, de leur côté, ils ont fait énormément de choses aussi, ils vont entrer en procès aussi. [...] Et il m'a dit qu'aux États-Unis, ils sont en train de collecter de l'argent pour pouvoir porter l'affaire en justice". La mobilisation a aussi atteint un niveau institutionnel international significatif : "Il y a même la World Veterans Foundation [...] Le vice-président a fait une lettre au président de la République dont on a le texte".

Dans les mois qui suivent, des centaines de lettres et de témoignages d'associations de vétérans et de militaires sont envoyés au président de la région Normandie.

"Mon père a combattu là-bas et c'est une insulte à son nom. Ce n'est rien d'autre qu'une affaire d'argent, aucune pensée pour ceux qui sont morts, honte à vous"

La mobilisation des réseaux militaires et internationaux a considérablement renforcé la légitimité des opposants. Le caractère transnational de la contestation a permis de dépasser le cadre d'un simple conflit local d'aménagement pour poser la question plus large du respect de la mémoire du Débarquement. Cette stratégie

⁵ Interview avec la Chaîne Normande (11 janvier 2020)

d'amplification, en dépassant le cadre local, a permis de modifier significativement le rapport de force avec les promoteurs du projet.

IV. La visibilité : une diversification des canaux médiatiques

La visibilité médiatique demande aussi un niveau de connaissances sur les relations qu'il faut entretenir avec divers médias. À travers nos entretiens, nous mettons en valeur quatre facteurs principaux qui influencent la visibilité médiatique : l'échelle du projet (la taille des projets d'infrastructure, l'ampleur, la portée nationale), la nature des enjeux (l'impact environnement, les conflits d'usage marqués, les enjeux symboliques), les caractéristiques territoriales (projets urbains ou périurbains sont plus facilement médiatisés, l'histoire militante du territoire), et le secteur du projet (les projets industriels et extractivistes ont une visibilité plus élevée).

La presse quotidienne régionale (PQR) constitue un passage obligé des mobilisations locales. Les militant.e.s développent des relations suivies avec les correspondants locaux, à travers des communiqués réguliers et l'organisation d'événements médiatiques. Cependant, **la proximité de certains titres avec les pouvoirs locaux peut limiter leur capacité critique**. Comme l'explique un militant : "Ouest France a soutenu les promoteurs [...] Il y avait surtout un journaliste qui faisait souvent des articles franchement hostiles" (E14).

Cependant, même quand les médias locaux sont peu favorables, les militants parviennent à les utiliser stratégiquement : *"On s'aperçoit que, même s'ils ont l'air de ne pas tenir compte de ce qu'on dit, indirectement après, nous nous apercevons, à plusieurs reprises, qu'ils reprennent nos arguments et nos éléments de réponse. Et ils les reprennent à leur compte. Et moi, je considère ça comme une victoire"* (E14). D'autres militant.es soulignent que *"même un article en notre défaveur, c'est un article qui visible"* (E11).

Les collectifs cherchent alors à mobiliser des médias plus indépendants et critiques. Des titres comme Basta!, Reporterre, La Relève et la Peste ou Splann permettent d'inscrire les luttes locales dans des problématiques plus larges. Un militant souligne : *"On a eu beaucoup de signatures dans les médias comme Vakita [...] qui sont venus voir d'eux-mêmes. Ça a objectivé un peu, ce n'était pas qu'une lutte, c'était un refus de projet de société"*.

La capacité à maintenir une pression médiatique sur la durée s'avère déterminante. Un opposant au surf park de Saint-Jean de Luz détaille : *"À chaque fois qu'on avance un argument, les journalistes vont voir le maire en disant 'Alors, qu'est-ce qu'ils en pensent ?' Et l'autre, il bafouille littéralement. Il ne sait pas quoi répondre. Et en fait, très vite s'installe dans les médias l'idée que [...] nous, on est des gens sérieux"* (E23).

Malgré ces succès, la stratégie médiatique connaît aussi des limites. Les militants relèvent notamment le silence de certains médias face aux oppositions. Un opposant au D-Day Land note : *"Ni les promoteurs, ni les instances municipales ou autres n'ont jamais relevé le fait qu'il y ait une opposition énorme, selon leur principe de 'on tait ce qui déplaît'. Ils n'ont jamais parlé, ils n'en ont jamais parlé"* (E14). La difficulté à maintenir une présence médiatique sur la durée est également soulignée à Liffré (contre une méga-usine) : *"Les médias, maintenant, nous ça continue, ils ne publient plus rien alors qu'on leur envoie des courriers, on fait quand même des choses qui sont impeccables"*.

V. Des liens renforcés dans les moments forts des occupations

Sur le terrain, les occupations sont des moments d'alliances trans-territoriales (Gaëlle Ronsin et Juliette Piketty, 2024) puisque des militant-es viennent d'autres régions pour faire tenir le lieu occupé. L'occupation produit une intensification par l'élargissement géographique et militant qu'elle permet. Dans le cas de la Clusaz, face à la sanction sociale et la difficulté de massifier le mouvement localement, la ZAD a attiré "une très très grosse mobilisation de jeunes venus de partout, de France, d'Italie, de Suisse, d'Allemagne" par la dimension transfrontalière des enjeux. La question des ressources en eau et de la fracture hydraulique dans les Alpes concerne l'ensemble du massif alpin, dépassant les frontières nationales. Comme l'explique un militant : "c'était la convergence des luttes entre les bassines qui se construisent un petit peu partout [...] on parlait de la même chose sur les mêmes mécanismes."

Cette internationalisation de la lutte transforme un conflit local en enjeu plus large, l'occupation permettant une internationalisation des luttes locales. Dans le cas de la Clusaz, cette internationalisation est renforcée par la présence d'organisations comme XR (Extinction Rebellion) qui mobilisent leurs réseaux européens.

Cet élargissement s'accompagne d'une diversification des formes d'engagement. La ZAD devient un outil pédagogique permettant de sensibiliser différents publics. À la Clusaz, "les deux ZAD étaient vraiment ouvertes au public avec des temps d'accueil, des temps de découverte, des débats." Cette dimension éducative est également présente dans les mobilisations plus traditionnelles, comme les "sorties découvertes, avec des naturalistes [...] des gens qui connaissent l'hydrologie." L'occupation permet ainsi de toucher de nouveaux publics et de faire évoluer les perceptions locales. Le choix du lieu d'occupation est également stratégique, situé "à côté d'une zone Natura 2000" et dans un espace forestier symbolique.

C'était une occupation qui se "protégeait elle-même", mais aussi pour créer du lien et un soutien assez fort de la population locale : *"Les liens humains sont super*

importants. Le care et tout ce qui est mis en place comme culture régénératrice. Créer des relations saines et des liens forts. Ce truc de prendre soin des unes et des uns c'est primordial. Développer des amitiés avec des personnes qu'on aurait pas rencontré s'il n'y avait pas de lutte.” (E19). L'occupation sur les jardins d'Aubervilliers alimente cette capacité à étendre ses pratiques de soin au-delà du périmètre occupé. Quand on se sent bien dans un lieu, c'est plus facile de venir et de l'occuper. En renouvellement de l'action collective en démontrant qu'une attention aux besoins et vulnérabilités de chacun peut constituer un levier de transformation sociale

Une citation résume bien cette spécificité : « *C'est pas une ZAD qui a gagné la lutte là, c'est l'assemblée de tout, c'est le tout le monde (...) Et en fait il y avait pas, il y avait personne à applaudir plus que d'autres.* » (E28)

C. De la diversité des tactiques à leur synchronisation par la confluence des actions

*“C'est comme un artisan avec sa caisse à outils et il peut pas dire le meilleur outil c'est le marteau il va dire en fait il y a le marteau, le tournevis, le mètre, la lime, le machin, et en fait, **le bon collectif militant c'est le collectif qui sait qu'il a différents outils et qui sait bien utiliser chaque outil et identifier dans quelle situation l'outil est adapté**”* (E7).

La synchronisation mêle donc les axes temporels et sociaux. Nous en avons donné la définition suivante : **la confluence de tactiques ayant des liens stratégiques en fonction du temps, avec souvent un ajustement de ces tactiques après leur mise en place par une hétérogénéité d'acteurs et actrices, sans être forcément le fruit d'une stratégie concertée a priori.**

En effet, cette synchronisation n'est pas forcément le fruit d'une coordination préalable mais émerge progressivement d'une confluence d'actions qui s'ajustent et se renforcent mutuellement. La synchronisation constitue un processus complexe qui ne relève ni du hasard ni d'une planification centralisée. Elle émerge progressivement de l'interaction entre différentes temporalités, ressources et acteurs. Sa réussite repose sur la capacité des collectifs à maintenir une continuité d'action tout en sachant concentrer leurs forces sur des moments clés. Cette synchronisation apparaît ainsi comme un facteur déterminant dans l'issue des luttes locales, permettant à des groupes disposant de moyens limités de s'opposer efficacement à des projets portés par des acteurs puissants.

Les conditions d'une synchronisation

Cette synchronisation nécessite des **espaces de coordination adaptés**. La première condition est donc l'existence d'un noyau dur local qui assure la continuité de l'action, sans pour imposer une direction centralisée - qui nierait la richesse de la diversité tactique - mais de **créer les conditions d'une intelligence collective**. Les assemblées générales, les coordinations inter-organisations, les groupes de travail thématiques sont autant d'espaces où peut s'élaborer cette synchronisation, où le partage d'informations permet d'ajuster finement le tempo des différentes actions.

La répartition des rôles constitue un autre aspect crucial de cette synchronisation. Chaque groupe peut se concentrer sur ce qu'il fait le mieux - expertise technique pour certaines associations, mobilisation locale pour d'autres, actions médiatiques pour d'autres encore - tout en s'assurant que ces différentes interventions s'articulent de manière cohérente. Cette division du travail militant n'est pas une segmentation mais une complémentarité pensée.

La synchronisation implique également une attention particulière à la communication entre groupes. Au-delà des espaces formels de coordination, des canaux de communication fluides doivent permettre des ajustements rapides. **Savoir qui fait quoi, quand et comment permet d'éviter les interférences négatives entre actions et de maximiser leur impact combiné**. Cette communication doit néanmoins **préserver l'autonomie tactique** de chaque groupe et respecter les nécessités de confidentialité de certaines actions.

Cette interdépendance se manifeste particulièrement dans la mobilisation des compétences. Le collectif de Rony ne comptait initialement qu'une dizaine de membres actifs, mais il a su progressivement agréger différentes expertises : des juristes de l'association Notre Affaire à Tous pour le volet légal, des militant-e-s expérimentés pour la stratégie, des habitant-e-s pour la connaissance du terrain. Comme l'explique un membre du collectif : **"On n'avait pas toutes les compétences en interne, mais on a réussi à créer un écosystème où chacun apportait sa pierre à l'édifice."**

Le financement illustre également cette interdépendance, puisqu'il nécessite un travail continu de mobilisation et de légitimation. Les dons ne viennent qu'une fois que le collectif a démontré son sérieux et sa capacité d'action. Cette légitimité s'acquiert progressivement, à travers la qualité des argumentaires produits et l'efficacité des actions menées.

Le cercle vertueux

« c'est pour ça que je parle d'utilisation des médias, c'est réfléchir quand et comment apparaître dans les médias pour se hisser à la hauteur de tes adversaires » (E23).

Une fois ces conditions réunies, la synchronisation se déploie comme un processus dynamique d'ajustement constant entre différentes actions et temporalités. Quand les premières pelleteuses arrivent sur le site de la Montagne de Lure en août 2023, le collectif est prêt : l'avocat a préparé ses documents sur les espèces protégées, les naturalistes ont effectué leurs relevés, les militants sont mobilisés pour l'action directe. Cette synchronisation n'est pas le fruit du hasard mais résulte d'un long travail préparatoire qui mêle différentes temporalités.

La synchronisation repose également sur une forte interdépendance entre différentes ressources et actions. Un militant de Rosny parle de "**cercle vertueux**" : pour lancer un recours juridique, il faut disposer de moyens financiers. Pour récolter ces fonds, il faut organiser des événements mobilisateurs. Pour réussir ces mobilisations, il faut tisser des alliances locales. Pour convaincre ces alliés potentiels, il faut démontrer l'urgence sociale et environnementale du combat. Pour étayer cette démonstration, il faut construire un argumentaire solide. Pour bâtir cet argumentaire, il faut enquêter sur le terrain et décortiquer des dossiers techniques.

Un aspect crucial de la synchronisation réside dans la capacité à articuler et ajuster différents registres d'action (contre-expertise, juridique, médiatisation, liens avec les élu-e-s, plaidoyer, occupation). Un exemple emblématique de différents niveaux de synchronisation entre différentes tactiques, est la lutte contre le poulailler industriel de Langoëlan. La stratégie s'est articulée autour de la combinaison de quatre leviers principaux : juridique, financier, médiatique et scientifique. L'originalité de cette approche réside dans la façon dont le collectif a synchronisé ces différents leviers pour maximiser leurs impacts.

Cette synchronisation dans la lutte de Langoëlan s'est d'abord manifestée dans l'articulation entre l'action juridique et financière. Les militants ont anticipé que l'arrêté préfectoral allait être signé malgré l'avis défavorable à l'enquête publique, et que le Crédit Agricole débloquerait alors automatiquement le prêt pour la construction d'une extension d'un poulailler industriel.

Face à cette situation, le collectif a développé une stratégie en deux temps. D'abord, ils ont obtenu un rendez-vous avec le directeur d'agence du Crédit Agricole pour présenter un argument financier crucial : si le tribunal administratif venait à casser l'arrêté préfectoral après la construction du bâtiment, l'exploitant ne pourrait plus rembourser son prêt. Comme l'explique le militant : *"le financement aurait été capté par le porteur de projet. Il aurait construit le bâtiment. Et puis, l'arrêté préfectoral, un an après la procédure au tribunal administratif, aurait été cassé. Et là, il n'avait plus le droit d'exploiter [...] il ne pouvait plus rembourser le prêt au Crédit Agricole"* (E26). Autrement, **si le tribunal administratif cassait l'arrêté préfectoral autorisant la construction, alors le Crédit Agricole n'aurait pas pu récupérer son investissement.** *« Je me suis positionné en conseiller, pas en opposant »* (E26).

Cette approche stratégique a conduit la banque à suspendre le déblocage des prêts tant que des recours juridiques étaient en cours.

Un deuxième niveau de synchronisation concerne l'articulation entre l'expertise naturaliste et la stratégie juridique. La découverte de l'escargot de Quimper, espèce protégée, a été délibérément gardée secrète jusqu'au dernier moment pour maximiser son impact juridique. Comme l'explique un militant : *"On a argumenté sur bien d'autres choses à la manifestation avant le jugement mais celui-là on n'en a pas parlé [...] et on l'a déposé vraiment au tout dernier moment pour que la partie adverse n'ai pas forcément temps de se préparer à répliquer. » (E26).*

Le troisième niveau de synchronisation concerne la stratégie médiatique, pensée comme un "feuilleton" avec une révélation progressive d'informations accumulées pendant les enquêtes de terrain. Cette approche séquentielle a permis de maintenir une pression constante tout en gardant des "cartouches" pour les moments cruciaux de la procédure juridique. La couverture médiatique a été particulièrement orchestrée huit jours avant l'audience au tribunal, créant un contexte de pression sociale que le juge ne pouvait totalement ignorer.

Cette lutte contre l'implantation d'un poulailler industriel permet d'analyser comment la synchronisation fine de différentes tactiques peut permettre à un collectif disposant de ressources limitées d'obtenir des victoires significatives. Au-delà de la simple diversification des modes d'action, c'est leur orchestration temporelle et leur renforcement mutuel qui s'avèrent déterminants.

La synchronisation tactique apparaît ainsi comme un multiplicateur de force essentiel pour les luttes environnementales contemporaines. Sa maîtrise nécessite cependant un apprentissage collectif constant : savoir qui fait quoi, quand et comment, ajuster le tempo des différentes actions, maintenir la cohérence du message tout en préservant la diversité des approches.

"Ça fait un cercle vertueux [...] faire des rassemblements ça fait aussi venir des journalistes [...] ça fait aussi de l'argent pour lequel tu peux faire des recours et quand tu fais des recours tu travailles même si on les gagne pas, on travaille les dossiers, on gagne de l'expertise." (E24).

Le cas de la lutte contre les panneaux photovoltaïques dans la montagne de Lure illustre particulièrement bien cette articulation entre différents registres d'action: les actions de terrain (blocages, occupation) sont systématiquement couplées avec des actions juridiques et médiatiques. Comme l'explique une militante : *"La synchronisation feuilleton médiatique et puis procédure juridique, celle-là à mon avis elle est vraiment vraiment importante à tenir dans une espèce de stratégie."*

Cette synchronisation implique une planification fine du timing des actions. Par exemple, les militant.es anticipent stratégiquement la temporalité des procédures

administratives et judiciaires pour maximiser l'impact de leurs interventions : *"on a réservé des informations et on s'est dit là 8 jours avant il faut que le juge ait un article de presse sur son bureau."* Cette coordination temporelle permet de créer un effet de résonance entre les différentes formes de mobilisation.

La synchronisation ne relève pas d'une planification totale dans un réseau de lutte mais émerge souvent d'une conjugaison entre organisation et improvisation. Certains cas sont révélateurs de cette dynamique à travers la coexistence d'une "équipe de jour" et d'une "équipe de nuit". Comme l'explique une militante : *"Il faut l'équipe de jour qui se place en tant qu'expert, qui est très visible [...] Et il faut une équipe de nuit qui fait des actions, qui va ralentir l'entreprise, qui va les bloquer [...]"*.

Cette division n'est pas le fruit d'une stratégie préétablie mais s'est construite empiriquement, au fil des besoins et des opportunités. Plus encore, elle nécessite une certaine étanchéité : *"Il ne faut pas forcément qu'il y ait une communication entre l'équipe 'importante', entre l'équipe de jour et l'équipe de nuit. Il ne faut pas que les uns sachent ce que vont faire les autres."* Cette séparation permet paradoxalement une meilleure synchronisation des actions, chaque groupe pouvant agir selon sa propre temporalité tout en contribuant au calendrier commun.

La synchronisation repose ainsi sur un équilibre subtil entre cadrage et spontanéité, entre actions planifiées et réactions aux opportunités. Ce "bazar organisé" permet aux luttes de maintenir leur efficacité tout en restant imprévisibles pour leurs opposants.

Les Effets

Les effets de la synchronisation dépassent largement le simple abandon des projets contestés. Sur le plan collectif, elle produit une montée en compétence remarquable des militants. Le collectif de Rosny, initialement composé de citoyens peu familiers des questions d'urbanisme, a développé une expertise reconnue qui en fait désormais un interlocuteur incontournable. Comme l'explique un membre : "On est devenu un point de centralité. Quand les gens voient quelque chose, ils nous préviennent."

La synchronisation produit également des effets durables sur les territoires. Elle contribue à la création de nouveaux réseaux d'acteurs qui perdurent au-delà des luttes ponctuelles. Dans le cas de la montagne de Lure, la mobilisation a permis de tisser des liens entre associations environnementales, syndicats et habitants qui constituent désormais un maillage vigilant face aux nouveaux projets. Comme le souligne une militante : *"Même si on n'est pas d'accord sur tout, on sait qu'on peut se mobiliser ensemble quand c'est nécessaire"* (E6).

Au-delà des cas étudiés, ce concept de synchronisation ouvre des perspectives pour penser plus largement l'articulation de la temporalité des transformations sociales et politiques, et du rôle d'une multiplicité d'acteurs et actrices. Il invite à approfondir l'analyse des effets de résonance et de diffusion des tactiques, à différentes échelles, par différents acteurs. Enfin, la portée et les limites de ces dynamiques de synchronisation mériteraient d'être interrogées sur d'autres types de luttes.



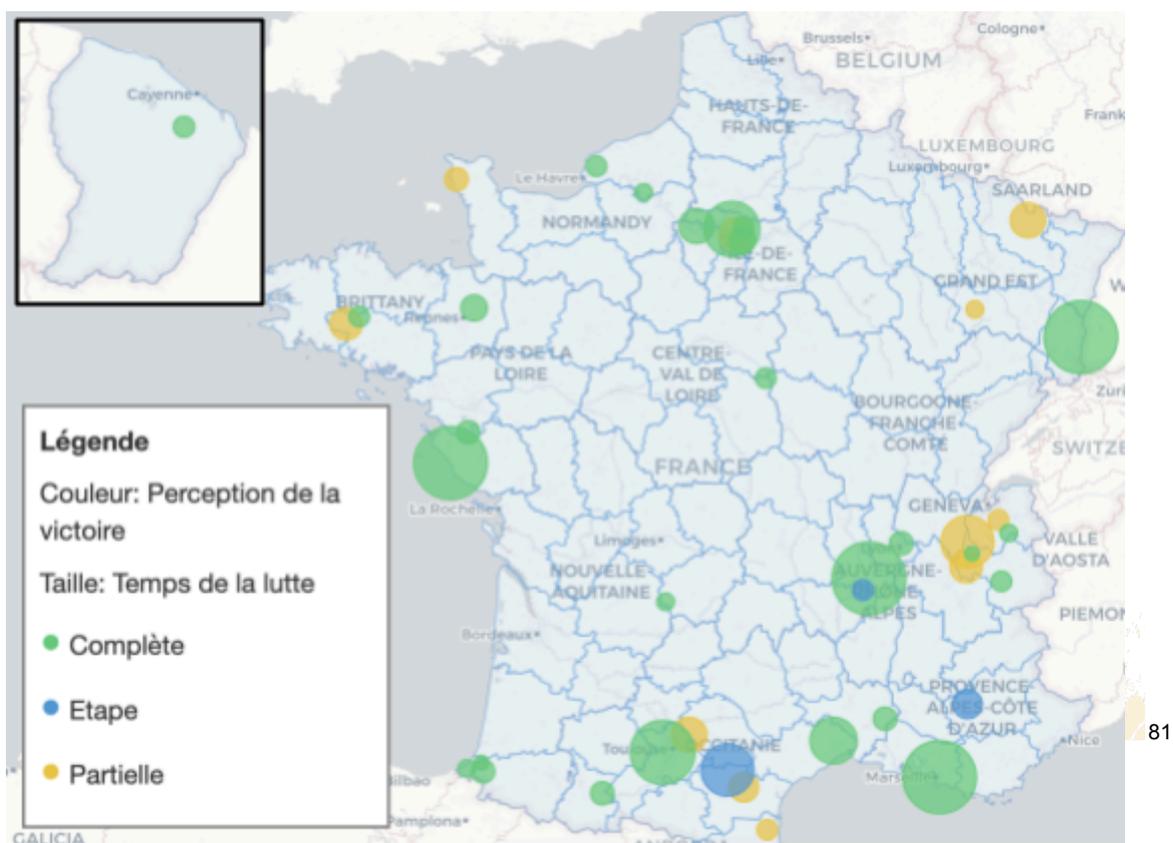
Partie 3 : Au-delà de la victoire : l'émergence d'un réseau décentralisé d'entraide

Lutter est déjà une victoire en soi

Dans le contexte des luttes environnementales locales, la notion de "victoire" mérite d'être interrogée tant elle revêt des significations multiples et parfois ambivalentes. Dans le cadre de notre étude, nous l'avons défini comme l'abandon d'un projet. Pour autant, **la victoire dans les luttes anti-aménagement ne peut se réduire à l'abandon d'un projet contesté**. Elle constitue un processus complexe qui transforme les acteurs et les territoires, tout en restant contrastée et relative. La vraie victoire c'est de s'investir dans quelque chose de plus grand que soi, les moments passés avec d'autres à "éplucher des dossiers de 1000 pages", à discuter et débattre autour de stratégies à mettre en place, faire face à la brutalité répressive d'un système politique, de parvenir à y trouver de la joie, et de participer à un mouvement social plus large où chaque acte citoyen est un acte de résistance.

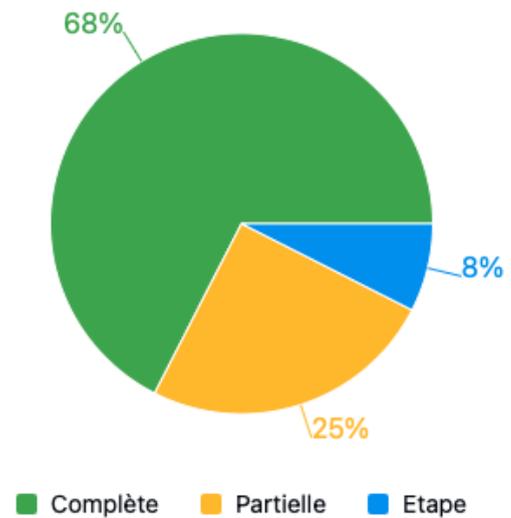
Cartographie des victoires selon la perception de la victoire et le temps de la lutte

À travers l'analyse de nos entretiens nous pouvons explorer comment les collectifs perçoivent, définissent et vivent ces "victoires". **Cette partie se consacre aux différentes dimensions de la victoire, ainsi que ses limites**. Nous nous intéresserons ici à notre dernière hypothèse selon laquelle la victoire a produit des effets sur le territoire concerné.



La perception de la victoire dépend à la fois du type de victoire obtenu, sa conséquence politique, et le sentiment d'attachement à la lutte. Nous pouvons tirer de nos entretiens, plusieurs typologies de la "victoire". Une victoire dite "**complète**" est définie comme l'abandon total du projet d'aménagement et l'appropriation par le collectif du terme de "victoire". Une victoire "**d'étape**" fait référence aux projets encore en cours de procédure, par exemple quand le porteur fait appel à la décision de justice. Enfin, une victoire "**partielle**" relève du sentiment *mitigé* vécu par les personnes interrogées : un projet est abandonné juridiquement mais les travaux ont été finalisés et l'infrastructure existe, ou alors le projet est abandonné localement mais déplacé sur une commune voisine.

Perception de la Victoire



La conscience de cette fragilité conduit les collectifs à maintenir une forme de vigilance et à développer des capacités d'action durables. De la même manière que lutter est une victoire en soi, cette analyse invite à **repenser la victoire non comme un aboutissement mais comme une étape dans un processus plus large de transformation sociale et environnementale.**

A. Qu'est-ce que l'on gagne à lutter ?

Une satisfaction teintée d'amertume

Les récits des militants révèlent une expérience paradoxale de la victoire, où le soulagement initial se mêle rapidement à une forme de lucidité critique. Le cas de la lutte contre le Vélodrome Arena en Haute-Savoie est particulièrement révélateur : comme l'explique un membre du collectif NAVA, "Sur le coup, oui. Enfin, c'était vraiment l'euphorie. C'était vraiment l'euphorie totale. On était très contents tous ensemble". Cependant, cette célébration collective est rapidement nuancée par une analyse plus structurelle :

*"On s'est dit que **c'était très loin même d'être une victoire. C'était une petite bataille gagnée dans la folie de certains politiciens locaux. Mais que le drame, c'était qu'aujourd'hui, on en arrive à ce qu'on avait vécu, c'est-à-dire un projet mené dans ces conditions-là, cet argent qui a***

failli être gaspillé et que, et qu'en fait, on ne voulait plus voir ça ni ici ni ailleurs”.

Vigilance, Prudence, Attention

Un premier constat émerge de notre analyse : la victoire n'est jamais définitive, et elle diffère selon l'impact potentiel sur la personne. Si les collectifs obtiennent souvent gain de cause sur leur revendication principale - l'abandon du projet contesté - ils expriment généralement une forme de vigilance persistante. Les militant-e-s expriment une forme de prudence, voire de méfiance, quant à la pérennité de leurs succès. Comme l'explique une militante : « *En fonction des virages, du flux, du reflux et au gré de l'histoire, on a toujours une épée de Damoclès au-dessus de la tête. On ne sait jamais si ça peut revenir ou pas. Et on voit que quand il y a un projet qui est enterré, il y en a deux autres aussi bêtes qui voient le jour. Donc, c'est compliqué, c'est sans fin* » (E38).

Cette fragilité des victoires s'explique notamment par le contexte politique et économique plus large dans lequel s'inscrivent ces luttes. Comme le souligne un militant du collectif Montagne Noire Avenir : *"Suivant les contextes géopolitiques, pour moi, rien n'est jamais terminé ou fini."* Cette conscience aiguë de la réversibilité potentielle des acquis conduit les collectifs à maintenir une forme de veille, même après l'obtention d'une "victoire".

La relâche d'une charge émotionnelle

"Pendant 3 ans, c'était devenu obsessionnel" (E17)

Les entretiens révèlent également l'importance de la dimension émotionnelle de ces victoires. Une militante souligne ainsi qu'au-delà des aspects stratégiques, *"il y a tout le pan je pense émotionnel des uns et des autres qui n'est pas trop entré dans l'étude [...] le moral et le travail qu'on fournit, il est beaucoup dépendant, je trouve, de l'état d'esprit dans lequel on est aussi les uns les autres."* (E24). Cette dimension émotionnelle joue un rôle crucial dans la capacité des collectifs à maintenir leur mobilisation sur la durée. Lors de la JAD d'Aubervilliers, un militant explique que "beaucoup de gens arrivaient avec des violences qu'ils avaient subis avant [à Gonesse]" (E22). La charge émotionnelle s'accumule de lutte en lutte, et quand le moment de relâche arrive, c'est à la fois un soulagement et un questionnement plus profond de 'et maintenant ?'

Fêter les moments de victoire, même partiels, sert alors de ressource pour maintenir l'engagement : **"Je souhaite à tout le monde, toutes les personnes en lutte de ressentir ça un jour parce que c'est vraiment très agréable"** (E2).

Apprendre à faire la fête...

À cause de la vigilance ressentie par les collectifs, l'idée de "célébrer" la victoire n'est pas toujours appropriée : "On n'a jamais fêté vraiment la victoire [...] on était un peu superstitieux" (E18). Cette réticence s'explique d'abord par l'expérience d'une temporalité très longue des luttes, où les rebondissements juridiques et politiques sont nombreux. Les militants ont appris à se méfier des annonces prématurées. D'autre part, revendiquer la victoire requiert une maturité de la lutte, donc la fête n'est pas instinctive : **"on avait pas encore appris à gagner, c'est quelque chose qui s'apprend"** (E43).

Or, l'organisation de célébrations, quand elle est appropriée, apparaît comme un **moment clé pour marquer la victoire et reconnaître l'investissement des militant.es**. Ces événements prennent des formes élaborées, combinant dimensions festives et réflexives.

L'exemple du collectif anti-piscine nucléaire est particulièrement illustratif. En septembre 2020, les collectifs organisent une fête de deux jours dans un château de Saint-Amand-en-Puisset. Le programme conjugue différentes dimensions : **réflexive** avec des réunions d'information et des débats sur la lutte, **mémorielle** à travers la présentation d'un historique de la lutte en berrichon sous forme de sketch, **conviviale** avec un repas collectif et des spectacles, **informative** avec des interventions d'autres collectifs sur le calendrier à venir. La fête rassemble "plus d'une centaine" de personnes, permettant de réunir le réseau élargi des soutiens. La dimension territoriale est soulignée par le choix de présenter l'histoire en berrichon, ancrant la victoire dans son contexte local.

À Val Tolosa, après 17 ans de lutte, la fête de la victoire est prévue à travers une 'soirée d'enterrement' avec témoignages de militant-e-s, une pièce de théâtre intitulée 'Nous étions debout mais nous ne le savions pas', des repas partagés, de la musique etc. Cette célébration est d'autant plus importante que, comme le souligne une militante, **"on a tellement pris des coups sur la tête, passer du désespoir à l'espoir et vice-versa"**. Cependant, cette victoire a soulevé des questions cruciales pour l'avenir du militantisme local. Le vieillissement du collectif et sa difficulté à attirer des jeunes militants constituent une préoccupation majeure. Comme le note une militante avec regret : **"Je ne sais pas pourquoi nous, on n'a pas réussi à les intéresser"**. Cette absence de **renouvellement générationnel pose la question de la transmission de leur expérience et de leur savoir-faire, particulièrement précieux pour d'autres luttes locales**.

C'est dans ce contexte que s'inscrit leur projet de fête en septembre 2024. Plus qu'une simple célébration, cet événement vise à créer des ponts avec d'autres collectifs, notamment ceux qui luttent contre le projet d'autoroute A69. Il s'agit de transformer leur victoire locale en ressource pour d'autres luttes, en partageant leur expertise juridique, leurs stratégies d'action, et leurs moyens financiers. **La célébration devient ainsi un vecteur de mise en réseau et de partage d'expérience entre luttes.**

Cette transmission apparaît d'autant plus urgente que le collectif fait face à un nouveau défi : imaginer l'avenir du site. Une militante évoque une piste ambitieuse : convaincre la métropole toulousaine d'acquérir ces terrains pour en faire une réserve naturelle. Ce projet de victoire vise à montrer que la mobilisation perdure et exprime une volonté citoyenne de repenser les liens avec les terres sauvées.

... malgré la persistance des logiques du passé...

“on pense que il y a une réflexion qui va se mettre en place par le biais des associations mais on voudrait que ça soit aussi la collectivité locale ou la communauté de communes qui porte ça auprès des habitants en disant voilà il y a un virage à amorcer collectivement il me semble que politiquement ça devrait être porté par nos élus”

La victoire permet certes de préserver le territoire des impacts négatifs du projet contesté, mais elle ne résout pas nécessairement les enjeux de développement territorial qui avaient motivé le projet initial. Si les victoires permettent d'empêcher des projets contestés, leur impact sur la reconfiguration des territoires peut apparaître plus limité. À La Clusaz, un militant constate qu'on *“ne peut pas dire que concrètement, sur le terrain, ça a produit quelque chose.”* Cette limite reflète la difficulté à transformer les dynamiques territoriales profondes au-delà du blocage ponctuel d'un projet.

Dans le Tarn, le projet d'une zone d'activités a finalement été abandonné en février 2023, marquant une victoire significative pour le collectif Stop Terra 2. Le succès du collectif s'est manifesté sur deux aspects majeurs. D'une part, l'abandon pur et simple du projet Terra 2, et d'autre part, une meilleure prise en compte de la biodiversité sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) existante. Grâce à l'expertise pointue de naturalistes bénévoles, le collectif a obtenu **des avancées significatives en matière de protection environnementale.** Les aménageurs ont notamment dû s'engager à acquérir 60 hectares de terres à 40 kilomètres de la ZAC pour des mesures compensatoires, et à conventionner 30 hectares de haies avec des agriculteurs locaux.

Toutefois, **cette victoire révèle aussi un fossé profond entre la vision des militant-e-s et celle des décideurs.** Là où le collectif aspire à une répartition

équilibrée entre espaces commercialisés (un tiers) et espaces naturels et agricoles (deux tiers), les décideurs considèrent comme "naturels" de simples espaces verts autour des bureaux ou un parc public aménagé. Cette divergence fondamentale de perception illustre la persistance d'une approche datée du développement territorial : **"On est dans des mondes différents, donc on continuera à lutter toute notre vie"** (E13).

La période post-victoire soulève également des défis spécifiques. La difficulté à concrétiser des projets alternatifs, même après une victoire, est soulignée systématiquement. Dans le cas de la lutte contre le projet Oxylane, le projet agricole souhaité par le collectif reste bloqué par le conseil départemental. Sur le golf de la Montagne Noire, malgré l'abandon d'un projet de golf en haute montagne, les terrains appartiennent encore à Madame Lacoste, qui s'en servira sûrement pour construire des projets immobiliers. Les terrains appartenant à la commune où un propriétaire foncier ont été pensés pour rentabiliser un investissement. Il est donc difficile d'y instaurer un projet alternatif écologiquement ou socialement vertueux.

L'abandon de l'A45 illustre particulièrement comment les conflits politiques, notamment entre les écologistes lyonnais (mairie) et la droite régionale, continuent d'entraver l'émergence d'alternatives pourtant promises par le gouvernement lors de l'annonce de Elisabeth Borne. Le cas du tram-train entre Brignais et Givors cristallise ces difficultés. Cette infrastructure, techniquement simple à mettre en œuvre puisqu'elle utiliserait une ancienne voie ferrée existante, se heurte à des blocages politiques. Le SYTRAL (devenu AOMTL : *autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais*) est prêt à porter le projet et dispose des compétences techniques et financières nécessaires. Cependant, comme l'explique un militant : *"Wauquiez refuse que SYTRAL Mobilités, qui est géré par Bruno Bernard, écologiste, puisse avoir un avantage en mettant cette nouvelle infrastructure en fonctionnement."* (E12).

Un ancien élu précise : **"Les 400 millions promis par l'État sont devenus un enjeu de pouvoir. Chacun veut garder la main sur son bout de compétence, au détriment de l'intérêt général."** (E12).

Les blocages de mentalités peuvent s'expliquer par la persistance des caricatures faites sur le mouvement social écologiste. Les personnes interrogées sont régulièrement qualifiées de "néo-ruraux", "gauchistes", ou "d'éco-terroristes", ce qui crée un gouffre entre différentes façons de concevoir le territoire.

La victoire de la lutte contre le projet Montagne Pellets présente un caractère profondément ambivalent qui se manifeste à plusieurs niveaux avec des implications contrastées pour le territoire. Sur le plan concret, la victoire est totale puisque le projet industriel a été définitivement abandonné. Comme le souligne un militant : "On a sauvé des espaces, on a sauvé des espèces, **on a sauvé une conception de**



l'activité forestière sur le plateau". L'annulation juridique du projet a permis d'éviter l'industrialisation de la gestion forestière et la mise en place d'un modèle d'exploitation jugé destructeur pour l'environnement. Cette dimension est d'autant plus significative que le combat s'est déroulé sur un temps relativement court, environ deux ans entre les premières mobilisations et l'abandon effectif du projet.

Cependant, cette victoire matérielle s'accompagne d'un renforcement des clivages qui ont caricaturé la lutte. Loin de permettre un rapprochement entre les différentes visions du développement territorial, la lutte a cristallisé les oppositions préexistantes. Les promoteurs du projet et leurs soutiens ont développé un récit alternatif de l'échec, l'attribuant non pas à l'illégalité du projet mais à l'obstruction des opposants : "Ça a été annulé parce qu'il a été empêché de faire des investissements et de commencer à travailler à cause de vous" (E37). Cette lecture des événements a renforcé les clivages locaux entre "néo-ruraux" et "habitants traditionnels", entre vision écologique et vision productiviste du territoire.

Dans sa conclusion de l'enquête publique, le commissaire enquêteur avait d'ailleurs décrit la mobilisation contre le projet d'usine de pellets torréfiés (destiné à remplacer le charbon à partir de bois fraîchement coupé) comme une **"opposition entre deux choix sociétaux. D'un côté une partie de la population nouvellement installée et souvent jeune défend un idéal de vie dans un milieu naturel préservé. Ils revendiquent de vivre dans un environnement éco-responsable et mettent en pratique des techniques de production douce et respectueuse de l'environnement. Cette démarche ne peut leur être reprochée. De l'autre côté des gens du pays, et des élus locaux soucieux du développement économique et commercial de leur secteur sont prêts à accueillir une entreprise créatrice d'emploi sur une aire prééquipée"**. Cette caricature entre les jeunes et les vieux est pourtant largement démentie par les opposant-e-s du projet, âgé-e-s "de 25 à 75 ans", mais elle a pourtant perduré dans les esprits des habitant-e-s locaux.

La victoire a néanmoins produit des héritages significatifs à différentes échelles. Au niveau national, elle a contribué à alimenter le débat public sur les limites de l'industrialisation de la biomasse, en résonance avec d'autres luttes comme celle de Gardanne. Au niveau régional, elle a renforcé la légitimité du Parc Naturel Régional de Millevaches et des acteurs portant une vision alternative de l'exploitation forestière. Plus localement, elle a débouché sur des initiatives concrètes, notamment la transformation de l'association "Non à la Montagne Pellets" en une structure dédiée à l'acquisition et la gestion durable de parcelles forestières.

Paradoxalement, **c'est peut-être l'inachèvement même de cette victoire qui fait sa force**. En ne parvenant pas à résoudre complètement les contradictions du territoire, elle a maintenu une dynamique de mobilisation et de réflexion sur l'avenir de la région. Les clivages persistants rappellent que la redirection écologique est

systematiquement réduite à l'opposition aux projets industriels, alors qu'elle réalise en réalité un travail de fond sur les représentations et les modèles de subsistance territoriale.

...et un agenda militant chargé

Chaque victoire locale s'inscrit dans un combat plus large qui ne connaît pas vraiment de fin. Comme l'explique un militant de la Montagne Noire : "on n'aura pas gagné quelque part tant que ces terres ne demeureront pas des terres agricoles". La victoire contre un projet spécifique n'est qu'une étape dans une lutte plus globale pour la préservation des terres agricoles et de l'environnement.

La temporalité d'une nouvelle lutte peut aussi s'imposer avant même que la précédente n'ait pu être pleinement célébrée. D'autres luttes prennent le relais dans le calendrier militant. Par exemple, tous les collectifs ou associations interrogés dans la région Occitanie sont pris dans la mobilisation contre l'A69. Cette dynamique témoigne de la difficulté à marquer une pause dans l'agenda militant quand les enjeux politiques apparaissent toujours plus pressants.



B. Nos luttes en héritage

“Quand on dit que c'est une grande victoire, c'est une victoire, bien sûr, humaine, mais c'est une victoire pour nos territoires et pour la montagne. C'est ça qu'il faut protéger” (E19).

Quand nous contemplons la cartographie des projets abandonnés (1972 - 2024) publiée en avant-propos, une première question se pose : à quoi ressembleraient nos territoires si ces mobilisations n'avaient pas abouti ? Des centaines d'espaces naturels, agricoles ou péri-urbains seraient alors vallonnés de projets industriels qui accaparent les ressources naturelles et productives locales, détruisent les paysages et bassins de vie, et surtout continuent d'alimenter un système prédateur et productiviste qui, on le sait, rend impossible une quelconque ambition politique climatique.

Dans cette partie, nous analyserons les impacts des victoires contre ces projets sur les territoires concernés. Nous verrons que ces impacts, tout comme la perception des collectifs de la victoire, sont contrastés, mais posent les conditions d'une résistance territoriale.

Une montée en compétences scientifiques, techniques, et militantes

Plus fondamentalement, ces luttes contribuent à **la construction d'une expertise citoyenne locale**. Cette expertise combine savoirs locaux, compétences techniques et compréhension des procédures administratives. Elle permet aux collectifs de déconstruire efficacement les arguments des porteurs de projet et de proposer des alternatives crédibles. Finalement, cette construction d'expertise produit un véritable “empuissantement” du collectif. Au-delà des connaissances accumulées, c'est toute une capacité d'analyse et d'action qui se développe, les militant-e-s expliquent avoir beaucoup appris sur les questions juridiques, techniques et environnementales. Le processus d'apprentissage technique et scientifique que doivent traverser les habitant-e-s pour défendre leur territoire passe par un parcours d'acquisition de connaissances particulièrement riche dans des domaines variés (hydrologie, sols, biodiversité, mécanismes de compensation écologique, procédures administratives, fonctionnement des enquêtes publiques...). Ces savoirs, bien que techniques, ne sont pas inaccessibles une fois qu'on prend le temps de les étudier : *“ce n'est pas difficile du tout. C'est du temps, mais il faut juste être intéressée [...] et pour le coup c'est hyper intéressant” (E40)*. La victoire vient valider ces apprentissages et donne confiance dans la capacité à mener d'autres combats, comme nous le verrons dans la partie 3.C. Cette approche démystifiante des savoirs techniques constitue d'ailleurs un élément central de la démarche d'éducation populaire.

Cette construction progressive d'une capacité d'analyse et d'action citoyenne constitue peut-être l'héritage le plus précieux des luttes territoriales. Elle

démontre que les habitant-e-s peuvent peser efficacement dans les choix d'aménagement de leur territoire, à condition de s'organiser, d'enrichir sur l'expérience des luttes passées, et transmettre leurs savoir-faire à d'autres.

Nos entretiens révèlent une attention constante au partage des connaissances et à la formation collective : les militant-e-s plus expérimenté-e-s transmettent leurs savoirs aux nouveaux venus, les expertises individuelles sont mutualisées, et des séances de formation à l'intelligence collective sont organisées.

"cet espace de lutte doit nous servir à tout un chacun à se politiser les uns les autres" (E4).

Des camarades

Pour de nombreux militant-e-s, l'engagement dans ces luttes et leur succès constituent des expériences profondément transformatrices. Ces transformations s'opèrent notamment à travers la création de liens nouveaux et inattendus entre une variété de personnes. Le moment de la victoire constitue un moment d'intense émotion collective qui cristallise les liens créés pendant la lutte.

Au niveau individuel, ces victoires transforment profondément les personnes impliquées dans les luttes. On observe d'abord une prise de confiance importante : comme l'exprime un militant de Bizi sur les Barthes de Mouguerre, *"chaque lutte apporte un certain nombre d'éléments de compréhension de la situation. Ça montre que l'organisation collective ça paye et ça permet de viser plus haut la fois d'après"* (E7).

Les luttes créent aussi des liens humains forts et durables. Pour la lutte contre le projet de port à Bretignolles, une militante souligne que "cette aventure humaine d'une équipe qui s'en occupe, un groupe de 100 qui est soudé qui est toujours là prêt [...] ça restera dans nos têtes et dans nos cœurs". Ces relations qui se nouent dans l'action collective perdurent souvent au-delà de la victoire et peuvent être réactivées sur d'autres sujets.

Ce phénomène s'observe particulièrement dans les cas d'occupation prolongée, comme à la JAD d'Aubervilliers. Un militant témoigne : *"Sur ces occupations, il y a des personnes je peux leur faire un câlin parce qu'on a vécu quelque chose de très fort. Inexplicable. On a été Jadistes."* Cette dimension affective est renforcée par les épreuves traversées ensemble, notamment la répression : *"La répression est très dure en face [...]. Sur les jardins, il y a comme une espèce de famille, des moments difficiles."* (E22).

Cette intensité émotionnelle se manifeste également dans les célébrations collectives de la victoire. Un militant de La Clusaz souligne ainsi l'importance de

"développer des amitiés avec des personnes qu'on aurait pas rencontrées s'il n'y avait pas de lutte. [...] La découverte de tous ces jeunes qui se mobilisent avec XR. Quand on ne les connaît pas, on a plutôt peur d'eux [rires] Et en fait, ils ont beaucoup de choses à apporter à nos populations." (E19). Ces nouvelles relations contribuent à reconfigurer les rapports sociaux sur le territoire et à créer des solidarités durables. *"Arriver à se sortir de cette pensée unique, je trouve que c'est une ouverture incroyable. Ça permet vraiment d'envisager le possible quand on fait ça."* (E19).

Si les structures formelles (collectifs, associations) tendent à se mettre en veille après la victoire, les liens interpersonnels perdurent sous diverses formes. À La Clusaz, le collectif Sauvons Beauregard maintient une vigilance active : "On se voit beaucoup moins [...] mais tout le monde reste en mode vigilance et dès qu'il y a quelque chose qui apparaît, hop, on se remobilise."

L'après-victoire voit émerger de nouvelles formes de sociabilités militantes autour de la transmission de l'expérience. Les militant-e-s sont "beaucoup, beaucoup sollicités sur des rassemblements, sur des festivals ou dans les écoles [...] pour venir témoigner." Cette activité de transmission permet de maintenir vivants les liens créés tout en les élargissant à de nouveaux cercles.

Le partage d'expérience devient un mode privilégié de perpétuation des sociabilités militantes et ces liens créés nourrissent de nouvelles formes de solidarité territoriale, permettant de créer des connexions durables entre différents espaces et initiatives locales.

Une reconnaissance du mouvement contestataire comme légitime et garant de la démocratie locale

Malgré les disqualifications régulièrement entendues dans les témoignages, la victoire des collectifs citoyens renforce leur légitimité en validant a posteriori leurs arguments et leur opposition. En validant leurs analyses techniques, leur rôle de protection des finances publiques et leur fonction de garants démocratiques, elle transforme des opposant-e-s initialement stigmatisés en acteurs légitimes et compétents du débat public. Cette légitimité acquise leur permet d'élargir leur champ d'action, passant de l'opposition ponctuelle à une fonction plus large de vigilance démocratique et environnementale.

Le collectif opposé au méthaniseur de Corcoué illustre particulièrement bien comment la victoire valide l'expertise citoyenne. Initialement, les opposants étaient présentés comme "anti-tout", s'opposant à un projet présenté comme économiquement bénéfique pour les agriculteurs. Or, leur analyse détaillée du modèle économique a révélé les risques majeurs d'endettement pour les

exploitations agricoles. Comme l'explique une militante : "on est militants contre ce projet, mais on est persuadés que pour les agriculteurs, on a bien fait de se battre contre ce projet."

Cette victoire démontre la pertinence de leur analyse technique et financière. Plus encore, elle transforme ces opposants en protecteurs des intérêts agricoles locaux, alors même que les agriculteurs concernés s'étaient initialement engagés dans le projet. Un membre du collectif souligne : *"on leur a fait miroiter des choses merveilleuses en oubliant de leur dire qu'ils auraient beaucoup de choses à faire, ils n'auraient pas tant de sous que ça."*

Deuxièmement, la sauvegarde des finances publiques paraît également comme source de légitimité. Le cas du vélodrome-arena est emblématique de cette dimension : le collectif a constamment démontré l'explosion des coûts, passés de 50 à plus de 200 millions d'euros. Cette position de gardien des deniers publics transforme la perception du collectif : d'opposants systématiques, ils deviennent garants de la bonne utilisation de l'argent public, renforçant considérablement leur légitimité auprès de la population et des élus.

Finalement, un autre facteur majeur de légitimation post-victoire est la mise en lumière du manque de transparence des porteurs de projet. Dans pratiquement tous les cas étudiés, les collectifs ont révélé soit des mensonges, soit des dissimulations d'information. À Mouguerre, par exemple, le travail juridique a permis d'accéder *"à tout le dossier du département et on a pu informer les conseillers municipaux avant le vote [...] face à des études qui étaient complètement fausses."* Cette mise en lumière des dysfonctionnements démocratiques transforme les collectifs en garants de la transparence publique, renforçant considérablement leur légitimité.

Obtention d'un changement dans le contexte politique

Les victoires permettent parfois l'émergence de projets alternatifs plus en phase avec les aspirations locales. À Caluire, la lutte contre le centre commercial Terre des Lièvres a débouché sur un projet de ferme urbaine. La première victoire a été l'abandon du projet commercial initial, mais l'aspect le plus significatif est **la manière dont les alternatives proposées par le collectif ont progressivement été intégrées dans les politiques publiques**. Le collectif avait en effet élaboré dès 2018 un projet alternatif ambitieux : des jardins partagés, des espaces de biodiversité, de la production naturelle en maraîchère pour alimenter les écoles de la commune notamment, une ferme pédagogique. Le tout avec documentation d'urbanisme, réseaux de partenaires et finances à l'appui.

Ce qui est remarquable, c'est que ces propositions ont été progressivement reprises par l'ensemble des acteurs politiques locaux : *"toutes les listes aux dernières élections municipales qui se présentaient, à une exception près, elles ont repris le*

projet de faire de l'agroécologie sur la Terre des Lièvres. Y compris la liste soutenue par Les Républicains de Philippe Cochet, qui l'a mis dans son programme." (E9).

Cette reprise politique des alternatives proposées marque un changement profond dans la conception de l'aménagement du territoire. Le site est passé d'une vocation commerciale à une vocation agricole et pédagogique : *"aujourd'hui, on a une ferme pédagogique sur la Terre des Lièvres qui est en train d'être mise en place à Caluire [...] tout ce qu'on proposait, aujourd'hui, est réalisé"*.

La victoire contre l'A45 a produit des transformations qui dépassent le seul abandon du projet. Elle a notamment accéléré la transition agricole du territoire, avec une augmentation significative du nombre d'agriculteurs bio et un renforcement des circuits courts. Comme le note un militant : *"Sur le plateau de Mornantais, si tu prends ce secteur-là, tu as la moitié des paysans qui sont en bio"* (E28). La lutte a également laissé un héritage en termes de pratiques militantes. Le "Carnaval de l'Inutile", créé pendant la mobilisation, continue d'exister et permet d'aborder d'autres enjeux territoriaux.

Le travail sur les alternatives lors de la mobilisation contre l'A45 a produit des effets durables sur le territoire. On observe l'émergence de nouveaux collectifs qui poursuivent la réflexion sur les mobilités, comme le collectif Colyocaterre sur le plateau Mornantais. Plus largement, les entretiens suggèrent une évolution des mentalités concernant les déplacements : *"Il y a quand même une évolution globale de la prise, de la sensibilisation et des élus et même de tout un choc à un changement de paradigme sur les déplacements."*

Le Collectif paysan représente peut-être la transformation la plus durable. Né pendant la lutte, il a permis de dépasser les clivages syndicaux traditionnels. Un agriculteur témoigne : *"On était à la FNSEA mais on s'est retrouvés à travailler avec des gars de la Conf' parce qu'on avait le même problème concret : nos terres menacées."* Ce collectif continue aujourd'hui à porter des projets communs, notamment autour de la transition agricole et des circuits courts.

Leur travail aujourd'hui se structure autour de 5 chantiers : consolider la production des fermes existantes (ateliers de transformation collectifs), mise en place d'une politique volontariste d'installation de nouveaux agriculteurs et agricultrices (faciliter la transmission, créer des espaces test), créer un Plan Local Agricole en lien avec un Plan Local Alimentaire (traduire la demande locale en alimentation en besoin de surfaces agricoles), optimiser les réseaux de distribution (faciliter l'accès des paysans et paysannes aux marchés publics et la restauration collective), accompagnement des fermes dans la diversification des productions agricoles.

Dernièrement, la naissance de “centrales villageoises” créées par une partie des opposant.es de l’A45 permet de visibiliser le type de production renouvelable voulu par les habitant.e-s du territoire. Ces centrales représentent un modèle original de production d’énergie renouvelable citoyenne. Sur le territoire, deux structures sont particulièrement actives : les Centrales Villageoises du pays mornantais et celles des vallons du Lyonnais. Il s’agit de projets collectifs et solidaires qui développent le photovoltaïque en toiture, avec une approche strictement opposée aux projets d’installations au sol sur des terres agricoles.

Ces structures fonctionnent de manière entièrement bénévole et s’appuient sur le triptyque “efficacité, sobriété, énergies renouvelables”. Au-delà de la simple production d’énergie, elles ont créé des groupes de travail sur la sobriété qui réfléchissent notamment aux questions de mobilité et de covoiturage. C’est d’ailleurs de là qu’est né le collectif Collocataires : “Pour élargir l’impact, il faut qu’on s’organise avec toutes les structures qui ont le même objectif”, explique un membre du collectif.

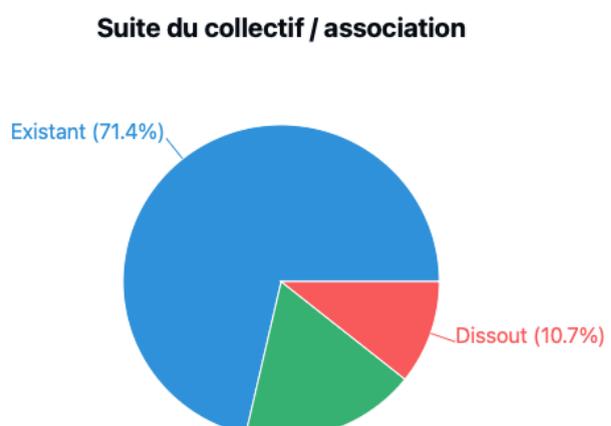
C. Déplacer la victoire : échanges et pérennisation des réseaux

« Même si la tâche paraissait énorme, quelques citoyens peuvent enrayer voir faire annuler des projets, des énormes projets, face à des multinationales. C’est vraiment, il faut pas désespérer de l’énergie que peut déployer un groupe de quelques citoyens, enfin quelques dizaines, centaines au grand maximum » (E18)

Ces “échanges” entre collectifs et associations peuvent être matériels (des ressources financières), techniques (des dossiers d’argumentation), humains (partage de militant.es entre différentes mobilisations), moraux (soutien psychologique), ou politiques (listes citoyennes aux municipales).

L’une des suites majeures de ces victoires réside dans la transformation et le renforcement des réseaux militants. Les victoires obtenues par les divers collectifs et associations s’inscrivent dans une dynamique plus large de mise en réseau des luttes territoriales. Ces expériences, loin d’être isolées, illustrent comment la transmission des savoirs et des stratégies entre territoires permet de renforcer l’efficacité des résistances locales face aux projets industriels d’envergure.

Ce graphique circulaire montre qu’après leur formation, la majorité des collectifs ou associations (71.4%) continuent d’exister formellement après la victoire,



tandis que 17.9% deviennent informels et 10.7% sont complètement dissous.

Ici, “**existant**” signifie un collectif ou une association encore active après l’abandon du projet. Une association (ou un collectif) “**informelle**”, est une structure souple qui existe encore mais qui ne se réunit que sporadiquement et en fonction des besoins de la “réactiver”. Une suite **dissoute** signifie que l’association a été dissoute ou que le collectif ne se voit plus.

Des structures héritées qui permettent de penser la suite

Les entretiens soulignent l'importance des structures associatives ancrées sur le territoire, notamment dans les cas de “victoires éclairs” (moins d’un an). L'expérience des luttes passées permet d'abord d'installer une vigilance active sur son propre territoire, mais aussi les territoires voisins. Comme l'explique la militante du Pays Basque : *"C'est le Collectif de Bretagne [Douar didoull, qui veut dire “la terre sans trou”] qui nous ont envoyé un mail [...] Ils se sont dit ‘**faut qu'on prévienne les autres parce que les autres régions vont se faire avoir’ [...] Nous, on surveillait même pas les mines dans le Pays Basque**".* Cette vigilance partagée se traduit notamment par la surveillance des procédures administratives et la capacité à décrypter les intentions réelles derrière les annonces officielles.

Au Pays Basque toujours, le CADE (Collectif de Défense de l'Environnement), actif depuis les années 90 autour de la lutte contre la LGV, a fourni un cadre organisationnel et une expertise cruciale. Ces structures pérennes permettent aussi d'assurer le financement initial des luttes. Comme le souligne la militante basque : *"Le CADE avait mis un début de trésorerie [...] S'il y avait eu besoin de faire un recours en justice, le CADE pouvait le faire".* Cette capacité à mobiliser rapidement des ressources, même modestes, est souvent déterminante dans les premiers temps d'une mobilisation.

À Corcoué, le collectif "La tête dans le sable", engagé contre un projet de sablière, a joué un rôle similaire de "courte échelle" pour la nouvelle mobilisation. Comme le souligne une des militantes interviewées : *"On a eu beaucoup de chance d'avoir nos camarades nordistes qui nous ont beaucoup aidé au début".* Cette aide initiale des opposant-e-s au projet similaire de Nature Energy en Loire-Atlantique Nord a été déterminante, d'autant plus que leur projet "avait été plus avancé" que celui de Corcoué. Cette transmission d'expérience a permis au collectif naissant de gagner un temps précieux dans sa compréhension des enjeux et des stratégies à adopter.

Basculer sur d'autres chantiers

Des collectifs émergent, qui n'existaient pas avant, pour lutter contre d'autres projets à d'autres échelles. La montée en compétences sur des sujets techniques et la mise

en réseaux d'associations de coordination sur une lutte permet de basculer sur d'autres luttes semblables, qu'elle soient **thématiques** (d'autres projets du même type, particulièrement technique) ou **géographiques** (d'autres projets imposés et inutiles sur le même territoire).

La lutte contre l'extension du terminal 4 de Roissy Charles de Gaulle représente un cas intéressant de ce basculement, où l'intérêt réside moins dans la victoire elle-même que dans la façon dont les acteurs l'ont perçue et utilisée comme tremplin vers des objectifs plus ambitieux. Elle montre comment **des revendications locales peuvent se transformer en un plaidoyer international**, via un plaidoyer pour la décroissance du transport aérien.

Si les militant-e-s n'ont pas tout de suite célébré leur victoire malgré l'annonce par le gouvernement de l'abandon des travaux, cette lucidité, loin d'être démobilisatrice, a servi de base pour élargir la lutte : *“On a pas gagné sur la croissance du trafic. Nous on veut un plafonnement du trafic, qui est la première étape de la décroissance”* (E43). Au lendemain de la victoire contre le T4, ses militant-e-s ont d'ailleurs initié une réunion de coordination entre les 12 collectifs identifiés qui se battent contre des extensions d'aéroport en France, qui a débouché sur un espace d'entraide et d'échanges réguliers entre eux.

Un des aspects les plus intéressants de cette mobilisation est le renversement qui s'est opéré après la victoire. La mobilisation s'était construite autour d'une alliance stratégique entre deux types d'acteurs aux préoccupations distinctes mais complémentaires : D'un côté, les associations de riverains (notamment l'ADVOCNAR), historiquement mobilisées sur la question des nuisances sonores, disposant d'une forte légitimité locale et d'une expertise reconnue sur les impacts sanitaires du bruit aérien. De l'autre, les militants climatiques, apportant une perspective globale sur les émissions de gaz à effet de serre et une expertise sur les enjeux climatiques du transport aérien. Cette alliance s'est révélée particulièrement efficace car elle permettait d'articuler deux échelles de contestation : *“Eux étaient légitimes, alors que nous on avait pas d'ancrage, par contre on avait cet argument climat (celui qu'on a gagné), eux c'était le bruit et l'impact sur la santé.”*

Dans la campagne actuelle pour la décroissance du trafic aérien, les rôles se sont inversés : *“Nous maintenant notre point d'entrée c'est le bruit”*. Cette évolution tactique révèle une maturation du mouvement entre des associations riveraines locales et des associations “climat” nationales, où les argumentaires construits entre les parties prenantes se renforcent et s'échangent selon les besoins. Le passage à une campagne pour le plafonnement du trafic aérien s'est accompagné d'une reconfiguration des alliances. Certains acteurs majeurs comme Greenpeace se sont retirés, tandis que le réseau international Stay Grounded et le réseau riverain restent mobilisés.

En Guyane, ce basculement des 36 associations et collectifs mobilisés contre la Mine d'Or s'est opéré sur d'**autres thématiques** sur le territoire guyannais. La période qui suit la victoire contre le projet Montagne d'Or voit émerger un nouvel enjeu majeur : l'exploitation industrielle de la biomasse forestière. Ce développement s'inscrit dans une stratégie de "verdissement" du Centre Spatial Guyanais, qui prévoit de produire 40% de son électricité à partir de bois tropical. Comme le souligne un militant : "Ils parleront du solaire [...] mais ils ne diront pas que 40% est prévu par du bois tropical."

Face à ce défi, les associations ont créé l'Observatoire Citoyen de la Biomasse en Guyane (OCBG). Cette initiative illustre la capacité du mouvement à réinvestir les compétences acquises durant la lutte contre Montagne d'Or : veille informationnelle, expertise technique, mobilisation citoyenne. L'OCBG développe un travail de fond sur les impacts écologiques et sociaux de l'exploitation industrielle de la biomasse forestière, questionnant notamment la durabilité de ces pratiques en contexte amazonien.

Cet effet d'entraînement des structures est aussi observable dans les pratiques militantes.

La victoire comme moment de réaffirmation collective : transformation des pratiques militantes

L'expérience de la victoire contribue à transformer les pratiques militantes elles-mêmes. Elle a aussi un effet d'entraînement important, d'inspiration voir d'émulation.. Le succès de la lutte contre l'usine Bridor à Liffré par exemple *"envoie un message aux élus locaux qu'il y a toujours des citoyens pour se monter [...] les gens maintenant n'hésitent plus à se mettre en collectif puisqu'ils voient que potentiellement ça peut fonctionner."* (E10). Cet effet d'inspiration et d'émulation est également souligné chez les personnes qui luttent pour la première fois. Face à un nouveau projet d'entrepôts logistiques, une association peut *"tout en quelques instants mobiliser comme on ne l'a jamais fait lors de la première étape"* (E17). La victoire crée ainsi un précédent qui modifie le rapport de force local.

Une victoire peut aussi **profondément transformer les pratiques démocratiques locales**, faisant émerger ce que l'on pourrait qualifier de **"laboratoire démocratique"**. La mobilisation contre le golf de la Montagne Noire permet d'éclairer comment une "victoire" est perçue, appropriée et transformée en exemple pour l'action collective future. L'ancrage dans les pratiques d'éducation populaire apparaît comme une caractéristique distinctive de ce mouvement. Les militants ont consciemment travaillé à créer des espaces de discussion et de formation qui permettent la circulation des savoirs et l'émancipation collective. Cette approche se

matérialise à travers l'organisation de conférences gesticulées, de marches botaniques, de concerts, autant d'événements qui constituent des supports de politisation et de conscientisation. Comme le souligne un des membres : *"Cet espace de lutte doit nous servir à tout un chacun à se politiser les uns les autres."*

Un aspect particulièrement novateur réside dans la capacité du collectif à transcender les clivages sociaux et culturels qui marquent habituellement le territoire. La coexistence au sein du mouvement de "néo-ruraux" et d'habitant-e-s historiques, d'agriculteurs et de professions intellectuelles, **témoigne d'une capacité à créer du commun par-delà les différences sociales**. Cette mixité n'est pas le fruit du hasard mais **résulte d'un travail conscient sur les modalités d'interaction et de délibération au sein du groupe**.

*« la question se pose, aujourd'hui par rapport aux prochaines équipes municipales dont potentiellement dans l'association certains se disent bon bah voilà, **il faut investir les équipes municipales** parce qu'il ne s'agit pas que d'être contre il faut aussi être force de proposition et **c'est important dans notre collectif de dire il faut qu'il y ait un contre-pouvoir**. Il faut aussi qu'il y en ait parmi nous qui ne soient pas dedans, et qui puissent faire une veille citoyenne parce que en fait **pour qu'une démocratie fonctionne il faut qu'il y ait une assemblée citoyenne ou une veille citoyenne** qui soit à côté et qui a le droit à la parole et que les deux sont garants de l'équilibre de la vie politique d'un territoire » (E4).*

Le collectif développe ainsi une théorie implicite de la démocratie où le conflit n'est pas nié mais institutionnalisé à travers des contre-pouvoirs organisés. Cette conception s'inspire directement de l'expérience de la lutte : la victoire contre le projet de golf n'est pas vue comme une fin en soi mais comme le point de départ d'une réorganisation plus profonde du pouvoir local. L'enjeu n'est plus seulement de s'opposer à un projet spécifique mais de "maintenir une action citoyenne sur le territoire pour créer du lien et puis **pour "pouvoir rêver le territoire un peu ensemble"**. Cette approche témoigne d'une maturité politique qui dépasse les oppositions simplistes entre dedans et dehors des institutions.

« On pense qu'il y a une pédagogie de la victoire, c'est à dire que plus tu gagnes des victoires, plus tu montres qu'en fait tu es capable de gagner petit à petit. Chaque lutte apporte aussi un certain nombre d'éléments de compréhension de la situation. Ça montre que l'organisation collective ça paye et ça permet de viser plus haut la fois d'après » (E7).

Les victoires contribuent à réaffirmer le pouvoir des citoyens face aux projets imposés "par le haut". Elles permettent de démontrer qu'une autre façon de gérer les territoires est possible, en impliquant directement les habitants dans les décisions qui les concernent : *“Ça crée de la confiance réciproque et mutuelle, les gens prennent confiance en eux, prennent confiance dans le fait qu'ils peuvent changer les choses”* (E23). La pédagogie de l'action collective est particulièrement importante pour mobiliser des personnes qui n'ont jamais milité auparavant.

Comme l'expérience acquise lors d'une lutte victorieuse est soigneusement documentée et partagée, en renforçant le partage d'outils communs elle contribue à structurer une capacité d'action collective territoriale sur le long terme : *“On a des gens qui n'étaient pas mobilisés, qui le sont. On gagne des gens et on en perd personne”* (E37).

La convergence d'un réseau décentralisé de (néo)militant-e-s

*« Parmi les choses aussi qui ont été déterminantes dans la compréhension de qui on était, il y a eu le rapport David contre Goliath. Le fait de lire ce rapport, ça a été déterminant, pour me dire ah mais en fait on fait partie d'un courant social. On n'est pas isolés dans notre coin, et il y en a d'autres qui nous ressemblent et en fait de voir que on était structuré de la même manière que d'autres, qu'il y avait des choses qui étaient communes, et que du coup ça faisait partie d'une culture, ou d'une contre-culture peu importe, mais en tous les cas d'un mouvement social qui existait, qui était **naissant**. »* (E4).

La victoire n'est pas vue comme une fin en soi mais comme une opportunité de transmission. À BIZI par exemple, l'expérience des Barthes a été formalisée dans un diaporama qui sert désormais de support de formation. La création d'outils de transmission, comme la BD sur la lutte Oxylane ou à Brétignolles, sont d'autres exemples qui participent aux partages des *savoir-faire* militants : *“Il y avait eu cette construction d'une expertise de fou. Comment on la partage ? En fait pour gagner du temps pour les autres, et que les trucs à décortiquer ne se refassent pas encore”*.

La structuration d'une capacité d'action territoriale durable s'appuie également sur le développement de réseaux d'expertise citoyenne. Les luttes permettent d'identifier et de mobiliser des personnes ressources (juristes, scientifiques, graphistes...) qui peuvent être remobilisées pour d'autres combats. Les victoires contribuent donc à ancrer durablement l'action collective dans les territoires.

Le cas de la piscine nucléaire est particulièrement illustratif : quand le projet est relocalisé à La Hague, les militant-e-s du Berry s'y rendent immédiatement pour partager leur expérience. Ils participent d'abord à la première réunion publique de présentation du projet, où ils prennent contact avec les opposants locaux. Ils organisent ensuite une réunion stratégique regroupant toutes les associations anti-nucléaires normandes pour établir une stratégie commune. Surtout, ils transmettent tous leurs outils organisationnels (listes de diffusion, modèles de tracts...) permettant au collectif haguais de démarrer rapidement : "dès le lendemain, il y avait déjà [...] 90 personnes sur la liste d'opposition au projet à la Hague."

Cette transmission s'appuie sur une capitalisation minutieuse pendant la lutte. Les militants du Berry ont par exemple un site internet avec une section dédiée au projet de piscine "où on a tout un nom dédié au projet [...] on a la succession de tout ce qu'on a fait". Ils ont également rédigé deux historiques de la lutte, un court et un long, pour garder trace de cette expérience.

Les réseaux construits pendant la lutte restent actifs : « Ça a permis de retisser du lien et de réseauter un gros truc qui fait qu'on sait un peu qui appeler quand on a besoin de quoi » (E28). Cette **évolution des réseaux s'observe également à travers la création de nouvelles structures**. À Langoëlan, la lutte a donné naissance au collectif "Morbihan contre les fermes usines" qui s'est ensuite élargi à "Bretagne contre les fermes usines", illustrant comment une victoire locale peut servir de catalyseur pour des mobilisations plus larges.

... Et la structuration d'un réseau de résistance

*"Aujourd'hui, les procédures juridiques sont closes et il nous reste de l'argent sur la cagnotte « action juridique Stop TERRA 2 » : en accord avec le Collectif Stop TERRA 2, nous avons décidé d'utiliser cet argent pour **soutenir financièrement d'autres actions militantes ou luttes locales**. Nous savons par expérience que ces causes sont dispendieuses et nous avons eu nous-mêmes la chance de pouvoir compter sur la générosité de nos donateurs" (E13).*

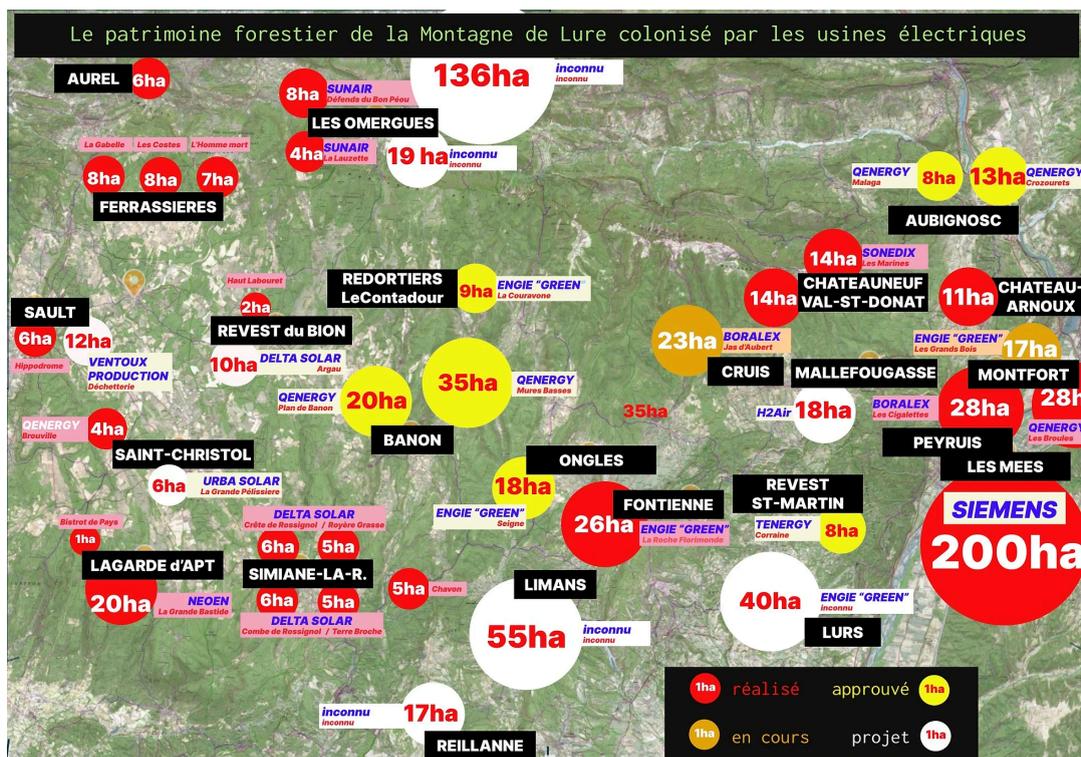
La victoire obtenue à Corcoué est rapidement devenue une ressource pour d'autres territoires. Le cas de Chaumont, en Haute-Marne, est particulièrement révélateur de cette dynamique. Face au même projet de méthaniseur XXL de 230 000 tonnes porté par Nature Energy/Shell (qui avait déplacé le projet après l'abandon à Corcoué), une association locale s'est tournée vers l'expérience de Corcoué, qui n'a pas hésité à transmettre toute l'expertise technique et leurs argumentaires. Comme l'explique une militante : "On a participé à leur enquête publique, on leur a filé les dossiers [...] et on a appris dernièrement que le projet a capoté parce que les agriculteurs se sont retirés du projet".

Cette transmission d'expertise ne s'est pas limitée à un simple partage d'informations. Le collectif de Corcoué a délibérément choisi de maintenir son association active après sa victoire, plutôt que de la dissoudre. Comme le rapporte une militante : "quelqu'un a dit mais non, mais non, restons vigilants [...] si le travail qu'on a fait peut aider à droite, à gauche, autant qu'on reste". Cette décision témoigne d'une volonté consciente de capitaliser sur l'expérience acquise pour soutenir d'autres luttes.

L'exemple de la montagne de Lure illustre aussi comment une lutte locale peut aboutir à la structuration d'un réseau de résistance territorial cohérent et efficace. Si la création initiale du collectif de résistance s'est faite à partir d'une prise de conscience progressive de l'ampleur des projets photovoltaïques sur le territoire, cette découverte de "sites industriels d'électricité 'verte' dans chaque village de la Montagne" (E6), a conduit à un important travail de mise en réseau à différentes échelles :

À l'échelle très locale d'abord, avec la création de collectifs dans chaque village concerné. La militante explique : "Se sont créés des collectifs locaux qui se battaient contre des projets sur leurs propres villages". Cette organisation par commune permet un ancrage fort et une connaissance fine des enjeux spécifiques à chaque site.

À l'échelle du massif ensuite, avec une coordination entre tous ces collectifs locaux : "Et puis ça s'est ouvert [...] sur tout le massif de Lure (montagne de 40km de long)". Cette échelle permet d'avoir une vision d'ensemble de la transformation du territoire et de mutualiser les ressources et expertises.



À l'échelle régionale également, avec des connexions vers d'autres territoires confrontés aux mêmes problématiques : "De l'autre côté de la montagne, il y a la Vallée des Bêches, les Hautes Alpes, envahies comme nous, 1500 ha de projets. Autour de Sisteron, entre les Hautes Alpes et les Alpes de Haute Provence, la motte du Caire, dans le Luberon aussi ça fleurit. Du côté des gorges du Verdon aussi."

Cette mise en réseau multi-échelle aboutit à la création d'un inter-collectif regroupant une vingtaine d'organisations. Ce réseau s'est également enrichi de connexions avec d'autres types de luttes environnementales et sociales : "Ça s'ouvre sur d'autres collectifs locaux, mais qui se battent pour d'autres objectifs, mais en fin de compte qui sont des objectifs écologiques et communs."

Le réseau s'est aussi structuré au niveau national, avec le rattachement à la "coordination Larzac", née à la suite du rassemblement des Résistantes à l'été 2023, qui fédère alors 160 collectifs. Cette connexion nationale permet un partage d'expériences et de ressources : "on est 160 collectifs nationaux à se regrouper et argumenter nos recherches, nos informations, les articles. Ça commence à être très bien sourcé tout ça."

L'efficacité de ce réseau repose sur plusieurs éléments : (1) une complémentarité des compétences, avec certains collectifs plus axés sur l'expertise technique et juridique, d'autres sur la mobilisation citoyenne; (2) un important travail de documentation et d'argumentation partagé entre tous les collectifs : "On a récupéré beaucoup de documents, beaucoup d'écriture de texte, on a un site internet où on a ces argumentaires, on a des cartes.", et (3) une capacité à articuler différents modes d'action, de la contestation juridique à l'action directe non-violente.

Cette structuration en réseau a permis plusieurs avancées significatives. Une victoire juridique importante avec l'annulation d'un projet majeur a créé un précédent utile pour d'autres luttes. Un effet dissuasif sur d'autres projets s'est fait sentir : "On sait même qu'il y a 1 ou 2 centrales où les maires ont abandonné le projet parce qu'ils se sont dit on veut pas de bazar". La montée en compétence collective bénéficie à d'autres luttes : "Ce qu'on a vécu à Cruis [...] va servir pour toutes les autres qui arrivent derrière et tous les autres militants qui cherchent comment combattre."

Le cas de la montagne de Lure montre ainsi comment une menace commune peut conduire à la création d'un réseau de résistance territorial structuré et efficace. Ce réseau permet non seulement de s'opposer aux projets contestés mais aussi de construire une vision alternative pour le territoire, basée sur la préservation des espaces naturels et agricoles. Il illustre l'importance d'articuler différentes échelles d'action et différents modes d'intervention pour construire un rapport de force favorable.



A l'heure actuelle, ces structurations sont récentes et se poursuivent : régionalement comme avec la [coopération des luttes de la région Centre](#), ou la [coordination des luttes d'Ile-de-France](#). Ou sur des thématiques spécifiques comme [la Déroute des routes](#), [Résistance aux Fermes Usines \(RAFU\)](#), l'appel pour des forêts vivantes, ... Les luttes ou ces coalitions bénéficient également régulièrement du renfort d'organisations plus spécialisées sur un sujet ou une compétence, régulièrement citées dans les entretiens : France Nature Environnement, les Soulèvements de la Terre, les naturalistes des terres, Terres de Lutttes, Extinction Rebellion, le GNSA, ... ou encore l'événement "les Résistantes" qui a vu 7500 personnes de tous ces réseaux se retrouver pour échanger sur leurs stratégies et trouver du soutien.

Sans qu'il n'existe un unique point central et une coordination proprement dite, ces différents groupes se connaissent de plus en plus et se répartissent de mieux en mieux ce soutien. Ils reproduisent ainsi à l'échelle régionale ou nationale les alliances hétéroclites qui se tissent à l'échelle d'une lutte locale - formant peu à peu un véritable mouvement synchronisé de résistance aux projets polluants. Ce mouvement est issu des luttes, et c'est là un autre des apports fondamentaux de la multiplication de leurs victoires.



Conclusion

“il faut montrer qu’il y a de la résistance. Aucun industriel ne sera tranquille s’il essaye. Jusqu’au bout on va se battre, avec tous les moyens possibles” (E6)

La victoire est manifestement une notion contrastée quoique majoritairement assumée par les collectifs et associations rencontrés tout au long de notre analyse. Sans pouvoir édicter ici une recette de lutte victorieuse, ce qui n’a jamais été notre objectif, nous pouvons néanmoins conclure sur les points que partagent ces victoires.

Il apparaît manifestement qu’il **n’y a pas de victoire solitaire**, que les collectifs lors de la construction de leur lutte ont activement cherché des alliés, que les liens qu’ils nouent soient de nature fonctionnelle, sur des sujets très précis, ou des alliances politiques plus larges avec des groupes militants. Ces alliances en elles-mêmes supposent un travail lourd et sont déjà une victoire, celle d’une composition à l’échelle territoriale qui va rarement de soi. Ce soin apporté à composer, se retrouve aussi à l’intérieur des collectifs, afin de maintenir un lien sur la durée qui permet de travailler en bon entente.

Car le travail est colossal, et pour l’abattre **la structuration et la division des tâches semblent essentielles**. Les collectifs que nous avons interviewés sont, dans l’immense majorité, devenus de réels experts de leur sujet, ils ont su prouver les aspects désuets du projet, son absurdité, son aspect conquérant et ont mis à jour les tromperies d’un Goliath à multiples visages. Si l’expertise et sa diffusion semblent la pierre angulaire de la lutte, elle s’accompagne toujours d’une multitude d’autres actions : les recours juridiques, les mobilisations, la communication, l’interpellation des élu-e-s, en bref, la fameuse diversité des tactiques.

Nous observons que les collectifs vont au-delà et composent avec l’existant pour que les tactiques soient le mieux synchronisées possible. Pour que cela marche, les diverses composantes de la lutte et leurs actions se doivent d’être bien sûr complémentaires mais aussi au service les unes des autres pour qu’elles fassent sens entre elles.

Cette synchronisation n’est pas une partition parfaitement réglée à l’avance, elle émane d’un dialogue fluide entre les composantes de la lutte et de la capacité de réaction d’un groupe soudé de coordination - mais aussi parfois de la chance, de l’opportunité et de l’ingéniosité dont font preuve les collectifs. **C’est cette synchronisation fluide qui d’après notre analyse est souvent déterminante dans la victoire.**



La victoire obtenue n'est pas vécue uniformément par les collectifs : certains la fêtent, d'autres se lancent directement dans une lutte amie. **Mais tous ont obtenu des victoires incidentes, une expérience forte et largement partageable, des réseaux plus solides, parfois des changements profonds du territoire, une forme de légitimité, ou simplement la profonde conviction qu'il est possible de gagner face à Goliath.** Pour certains des collectifs interrogés ces effets de la victoire sont profondément structurants pour le territoire, ils sont les prémices d'une résistance locale qui inclut des outils communs, des réseaux d'acteur.rices complémentaires, la multiplication de collectifs liés aux problématiques du territoire.

C'est en cela et non seulement par l'abandon d'un projet que la lutte est une victoire. Non seulement sur ces territoires le mouvement social que constitue les collectifs ne s'ignore plus, mais il a conscience qu'il peut renverser Goliath, que les moyens matériels mais surtout immatériels qu'il a acquis durant la lutte sont un héritage précieux à partager pour renforcer les luttes et transformer durablement le territoire pour montrer que oui, une autre voie est possible.

Nous espérons que cette étude et ces récits de dizaines de luttes victorieuses contribuent à visibiliser ce message, à encourager des collectifs à poursuivre leur bataille ou de nouveaux à se créer. Car si nous retenons une chose de cette étude, c'est bien que les David peuvent gagner contre Goliath avec un peu d'ingéniosité, du temps, de la détermination et de l'organisation !



ANNEXE 1 : Base de Données

Voici la structure de la base de données pour les 162 cas de victoire sur la période 2014-2024. *Les variables en italiques n'ont pu être documentées que pour les 42 cas étudiés en profondeur.*

1. Identification et localisation des projets

- Titre du Projet
- *Région*
- Département
- Code communal
- *Densité de population au km²*

2. Temporalité

- Date de début (le moment où les habitant.es prennent connaissance du projet)
- Date de fin

3. Caractéristiques du projet :

- *Porteur du projet (Public/Privé/Mixte)*
- Secteur (construction, loisirs, énergie, industrie, tourisme, extractivisme, agriculture)
- Type d'espace concerné (urbain/périurbain, naturel, agricole)
- *Surface concernée (en hectares)*
- *Financement du projet (en euros)*
- *Financement de la lutte (en euros)*

4. Organisation de la contestation :

- Forme associative (collectif créé pour l'occasion, collectif local préexistant, association créée pour l'occasion, association locale préexistante, association régionale/nationale)
- *Couleur politique municipale (droite, gauche, "centre", sans étiquette)*
- *Visibilité médiatique (échelle de 0 à 5)*

5. Moyens d'action et mobilisation :

- *Résultats de l'enquête publique (pourcentage contre et nombre de voix exprimées)*
- *Nombre de signataires de la pétition*
- Recours juridiques (oui/non)
- *Manifestations (nombre de participant.es)*
- *Occupations ou actions de désarmement*

6. Issue et conséquences :

- Décision finale (tribunaux, gouvernement, entreprise, conseil d'Etat, municipalité)
- Motif cité pour l'arrêt
- Conséquence (abandon du projet, projet alternatif, etc.)
- *Perception de la victoire (Complète, Partielle, Étape)*

- *Suite du noyau militant (Existant, Dissout, Informel)*



ANNEXE 2 : Les 42 Cas d'Études

Titre
Vélodrome Arena
Victoire contre le SCOT de Saint François Longchamp
Projet de golf sur la Montagne Noire
Zone d'activités au coeur du Bois de Bramard
Photovoltaïque industriel sur la montagne de Lure
Défense des Barthes de Mouguerre
La méga-scierie de Lannemezan
Centre Commercial Terres des Lièvres
Méga usine Bridor à Liffré
Unité de méthanisation XXL à Corcoué-sur-Logne
Plus grande usine à sucre de betterave d'Europe
Complexe logistique Terra 2 à Saint-Sulpice-la-Pointe
Projet de 'Hommage aux Héros' à Carentan
Contre la Porcherie de Priziac
Extension du Centre Commercial Rosny 2
Entrepôt Amazon dans le Gard
Centre Commercial Val Tolosa
Bassines collinaires pour la neige artificielle à La Clusaz
Entrepôt Amazon à Rouen
Port de plaisance à Brétignolles-sur-Mer
Bétonisation des jardins ouvriers d'Aubervilliers
Surf Parc de St Jean de Luz
Centre commercial Oxylane
Surf park sur le lac du Bourget
Deux poulaillers industriels à Langoëlan
Projet de piscine pour déchets nucléaires à Berry
L'autoroute A45 entre Saint-Étienne et Lyon
Projet de carrière à Brueil-en-Vexin
50 ans de lutte contre la centrale de Fessenheim
Gazoduc MIDCAT entre la France et l'Espagne
L'extension d'une centrale à bitume près de Perpignan
L'épuisement des eaux de Vittef
Lutte contre l'ouverture d'une mine d'or en Guyane
SOS Lac Aiguebelette
Mine d'or en Pays basque
Méga-scierie sur la Montagne Pellets
L'exploitation du gaz de houille en Moselle
Port à Chindrieux
Central Park à la Courneuve
Rocade de Marseille

BIP Route 2x2 Voies

L'extension du terminal 4 à l'aéroport CdG à Roissy



Annexe 3 :

Liste non exhaustive de moyens d'action et argumentaires développés par les collectifs en lutte dans leur travail de contre-expertise

1. **Arguments juridiques et techniques :**
 - Démontrer l'insuffisance de l'étude d'impact environnemental
 - Identifier les contradictions avec les documents d'urbanisme
 - Relever les manquements aux procédures réglementaires
 - Mettre en évidence le non-respect des directives environnementales (Natura 2000, loi sur l'eau, etc.)
2. **Arguments économiques :**
 - Déconstruire le business plan et les projections financières
 - Démontrer la surévaluation des retombées économiques promises
 - Calculer les coûts cachés ou externalisés (infrastructures publiques nécessaires, maintenance)
 - Souligner les risques financiers pour la collectivité
3. **Arguments écologiques :**
 - Cartographier précisément la biodiversité menacée
 - Quantifier les impacts en termes d'artificialisation des sols
 - Évaluer l'empreinte carbone du projet
 - Analyser les impacts sur les ressources en eau
 - Documenter les corridors écologiques menacés
4. **Arguments sociaux**
 - Documenter les nuisances prévisibles sur la qualité de vie des riverains
 - Calculer le ratio coût/bénéfice social
 - Documenter les nuisances prévisibles
 - Souligner les inégalités environnementales créées
5. **Arguments d'utilité publique :**
 - Démontrer l'existence d'alternatives moins impactantes
 - Prouver la redondance avec des équipements existants
 - Questionner la pertinence par rapport aux besoins réels du territoire
 - Mettre en évidence le décalage avec les objectifs de transition écologique
6. **Arguments temporels :**
 - Souligner le décalage avec les enjeux actuels
 - Montrer l'obsolescence probable du projet
 - Comparer avec des projets similaires abandonnés ailleurs
 - Mettre en évidence l'incompatibilité avec les objectifs climatiques
7. **Arguments territoriaux :**
 - Souligner les contradictions avec les documents de planification (SCOT, PLU)
 - Mettre en avant la destruction du patrimoine local
 - Calculer la perte de terres agricoles
8. **Stratégies de Communication :**
 - Utiliser des comparaisons parlantes (ex: surface en terrains de football)
 - Produire des visualisations matérielles des impacts
 - Mettre en lumière des espèces emblématiques menacées
9. **Stratégies démocratiques :**
 - Documenter l'opposition citoyenne (pétitions, enquêtes)
 - Mettre en évidence les conflits d'intérêts
 - Mettre les décideurs face à leurs contradictions et devoir de cohérence
 - Tisser des alliances avec les élu.es

10. Mobilisation d'expertise :

- Constituer un dossier scientifique irréprochable
- Produire des contre-études (appel à des experts indépendants)

Bibliographie

Aykut, S. C., & Dahan, A. (2015). Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales. Presses de Sciences Po, coll. « Références ». 752 p.

Collectif Des plumes dans le goudron. (2018). Résister aux grands projets inutiles et imposés. De Notre-Dame-des-Landes à Bure. Textuel. 160 p.

Graber, F. (2022). Inutilité publique. Histoire d'une culture politique française. Amsterdam éditions.

Hamot, C. (2024). Les usages contestataires du droit au sein des mobilisations territoriales. Mémoire.

Hart, O., & Moore, J. (1988). Incomplete Contracts and Renegotiation. *Econometrica*, 56(4).

Logan, J. R., & Molotch, H. L. (1987). *Urban Fortunes: The Political Economy of Place*. University of California Press.

Maccaglia, F., & Morelle, M. (2013). Introduction. Pour une géographie du droit : un chantier urbain. *Géocarrefour*, 88(3).

Moine-Piketty, J., & Ronsin, G. (2024). Sociohistoire des "victoires" écologistes (1970-2022). *Vertigo*.

Renahy, N. (2010). Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion. *Regards sociologiques*, (40).

Tilly, C., & Tarrow, S. (2015). *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. Presses de Sciences Po.

Vacher, K. (2020). Les David s'organisent contre Goliath. État des lieux des mobilisations locales contre les projets inutiles, imposés et polluants en France. GDRV.







Terres de Luttés s'oppose à la bétonisation de nos terres, bradées au profit d'extension d'aéroports, d'entrepôts ou autres centres commerciaux. Nous souhaitons voir gagner tous les collectifs qui luttent contre ces projets imposés et polluants en France. Nous les épaulons dans le développement de leurs luttes en leur proposant des formations (communication, juridique, financier...), en créant des liens inter-luttés et en soutenant l'émergence d'un nouveau récit : celui d'un monde juste et soutenable défendu par ses habitant-e-s.

